



Le pari de M. Gandhi

New-Delhi. A finalement confirmé, le lundi 27 juillet, que M. Rajiv Gandhi signera mercredi à Colombo un accord destiné en principe à mettre fin au conflit qui oppose le gouvernement de Sri-Lanka aux séparatistes tamouls. On s'attendait à ce que M. Gandhi, sans restriction, tant ces affrontements nés de migrations encouragées jadis par le colonisateur britannique pour fournir une main-d'œuvre bon marché aux grands planteurs de thé à quelques choses d'absurdes et de désolés.

Longtemps les deux communautés ont coexisté en dépit de leurs différences culturelles, ethniques et religieuses : les Tamouls venus du sud de l'Inde sont en majorité hindouistes alors que la majorité cinghalaise est bouddhiste. Mais en accordant aux Cinghalais des avantages économiques substantiels le gouvernement a progressivement poussé les jeunes Tamouls - surtout concentrés dans le nord-est de l'île - dans un isolement croissant doublé d'un appauvrissement qui a contribué à les radicaliser. Le désespoir et une idéologie marxiste élémentaire ont fait le reste.

Les circonstances dans lesquelles a été conclu l'accord entre Colombo et New-Delhi et ce qui a été dit de son contenu, d'ailleurs ambiguë, ne sont guère à l'opinion. L'Inde se serait engagée à fournir une assistance militaire à Sri-Lanka pour combattre la violence séparatiste, en échange des concessions majeures auxquelles le président J. Jayewardene s'est résolu envers les Tamouls. On voit d'ores et déjà poindre à Colombo les germes de l'opposition de la majorité cinghalaise à un tel arrangement, et on peut prédire que le chef de l'Etat sri-lankais devra faire montre d'une singulière fermeté pour imposer ses vues au pays.

En outre, la pression que New-Delhi a exercée sur les séparatistes tamouls, dans la dernière phase des négociations, n'a pas suffi à exciter le plein assentiment des groupes les plus radicaux et les mieux armés de la péninsule de Jaffna. Pour les contraindre à déposer les armes, M. Gandhi devrait, en dernier ressort, user de la force contre les bases arrière que ces groupes ont établies sur le territoire indien. De toute évidence, il n'est pas en posture de recourir à de tels moyens.

Dans cet épineux problème, le style de gouvernement de M. Gandhi aura largement contribué à envenimer les choses. La brusquerie avec laquelle il a décidé, en mai dernier, d'expédier des secours à la population tamoule dans les régions touchées par l'offensive armée de Colombo rappelle les actions les plus contestables de sa mère dans la gestion de certaines crises. Affaibli sur le plan intérieur, le premier ministre tend à agir dans ce même esprit de cruauté contre les actions supposées d'ennemis extérieurs liés à l'Occident.

Dans ces conditions, le gain provisoire que lui procurera l'accord avec Sri-Lanka face à la guérilla tamoule pourrait bien comporter à terme des risques encore plus graves de déstabilisation de la région. Les instigateurs de ce séparatisme sont des marxistes-léninistes pour qui l'Occident est l'ennemi. Ce n'est certainement pas l'arrangement conclu par M. Gandhi dans leur dos qui les fera changer d'avis.

Le gouvernement face aux difficultés économiques et sociales

M. Chirac dénonce la « faillite » de la gestion socialiste

Au terme de sa visite en Lot-et-Garonne et en Dordogne, le lundi 27 juillet, M. Jacques Chirac a vivement reproché aux gouvernements de la gauche d'avoir, de 1981 à 1986, « créé en France une situation de faillite ». Le premier ministre a réaffirmé la nécessité d'un « effort de rigueur » sur une longue période.

PÉRIGUEUX de notre envoyé spécial

Avant distribué pendant toute une longue journée poignées de mains aux populations ravies, bisous aux enfants et aux jolies jeunes filles, promesses et gages d'attention aux élus accablés de soucis, et sourires carnassiers à tout un chacun, M. Jacques Chirac, le soir venu, à Périgueux, n'y tint plus. Adieu sourire. Sous les crocs, demeurés seuls actifs : cinq années de politique économique nationale. Pas n'importe lesquelles : 1981-1986. Et, bien sûr,

une proie de choix, jamais nommée : M. François Mitterrand. Avant ce plat de choix, hors-d'œuvre multiples. Agen égale pruniaux, mais aussi rugby. Le maire y était allé de sa petite comparaison obligée : portrait du premier ministre en « troisième ligne centre dans l'équipe du Sporting Union agennais. (...) C'est la place d'où l'on dirige la manœuvre, où l'on va au charbon et où l'on conclut ; à moins que vous ne préfériez la place de demi d'ouverture, qui n'est pas non plus sans intérêt ».

MICHEL KAJMAN.
(Lire la suite page 10.)

Le nombre de chômeurs a légèrement diminué

En juin, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,6 %. Cette baisse est comparable à celle d'avril et fait suite à une quasi-stabilité en mai. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, se félicite de ce « bon » résultat et espère « stabiliser le nombre des chômeurs en mars 1988 au niveau où nous étions en 1987 ».



Lire page 21 l'article de GUY HERZLICH.

Les avatars de la politique française dans le Golfe depuis treize ans

L'engrenage franco-iranien

Dix jours après la rupture de leurs relations diplomatiques, la France et l'Iran sont parvenus, le lundi 27 juillet, à un accord pour faire représenter leurs intérêts respectivement par l'Italie et par le Pakistan. Les « discussions très concrètes », selon les termes du porte-parole du Quai d'Orsay, vont donc pouvoir

s'engager pour le rapatriement des diplomates. Paris exige toujours la comparation de M. Gerdil devant le juge. Boulogne, et Téhéran, pour faire pendant, celle de M. Torij, qui joue, lui, de l'immunité diplomatique. Dans une allusion claire aux otages du Liban, le président du Parlement

iranien a, d'autre part, déclaré : « Aussi longtemps que la France ne renoncera pas à sa politique hostile, nous n'aurons aucune raison de l'aider au Liban ».

D'autre part, la police suisse a arrêté un Libanais soupçonné d'appartenir au réseau pro-iranien qui serait responsable des attentats de l'automne dernier à Paris.

Le pire, en politique étrangère, c'est de se retrouver prisonnier d'une situation que l'on n'a pas voulu, solide de causes que l'on n'a pas choisies, adversaire par inadvertance d'ennemis qui ne devaient pas forcément être les siens. Est-ce le cas de la France dans la crise algéro-iranienne ? Et va-t-elle s'opposer longtemps encore - à l'Iran ? Cet affrontement avait-il été prévu ? A-t-il été voulu ou est-il simplement dû à une série de faux calculs, de négligences, d'erreurs et de facilités ?

Autant de questions de circonstance moins de deux semaines après la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran et alors qu'il ne se passe de jour sans que les autorités françaises et leurs alliés du Hezbollah libanais ne nous promettent « la mort » et n'incitent chaque jeune chite à se faire kamikaze. Paris est de nouveau en état de siège ; notre flotte est sous pression ; chacun de nos aéroports est transformé en bunker ; nos ambassades à l'étranger en seraient bien autant si nous pouvions leur en donner les moyens, et jamais la libération

des cinq Français toujours détenus en otage au Liban n'est apparue aussi problématique, pour ne rien dire du sort réservé à la quinzaine de nos ressortissants, diplomates et fonctionnaires, retenus bien contre leur gré dans la capitale iranienne.

Comment en est-on arrivé là ? S'est-on laissé prendre involontairement dans un engrenage d'intérêts à court terme, de fausses amitiés, de malvetés et d'arrogance ? Il faut, pour tenter de répondre, glisser la nature des liens forts ambigus qui unissent la France à l'Irak depuis bientôt une quinzaine d'années. Car, quoi qu'en

ET

Rose Vincent

Adieu aux champs

ROMAN

SEUIL

La vente de la Générale occidentale à la CGE

« Jimmy » Goldsmith, carnassier de charme

La Compagnie générale d'électricité (CGE) a racheté l'essentiel des participations détenues par M. James Goldsmith dans la Générale occidentale, qui contrôle le Groupe Express (le Monde du 28 juillet).

M. Jimmy Goldsmith - pardon, Sir James, car il a été anobli par la reine - a, par une de ses volte-face financières dont il est coutumier, encore surpris et déconcerté l'opinion. Ne vient-il pas de vendre sa Générale occidentale chérie, très probablement pour préparer, n'en doutons pas, quelque nouveau « raid », à sa façon de grand prédateur ? A Bruxelles, par exemple, on murmure son nom, sous le manteau, parmi ceux qui voudraient s'attaquer à la toute-puissante Société générale de Belgique, propriétaire du quart du potentiel économique du pays, comme il l'avait fait, à la fin de l'année dernière, pour Goodyear, le géant américain du pneumatique, sans succès toutefois, mais en récoltant une très substantielle plus-value.

Lui, « prédateur » ? C'est la qualification qu'il revendiquait publiquement déjà, il y a une quinzaine d'années au cours d'un colloque, et qu'il revendique toujours. « Dans une société vigoureuse et librement concurrentielle, les incapables, parmi les privilégiés, sont remplacés par les capables », tranchait-il, l'an dernier, dans son petit livre ultra-libéral et brutal : Pour la révolution permanente... dans la diversité (Stock).

Un carnassier ? Oui, mais avec du charme et une classe toute britannique, et même un côté « play-boy » qui a séduit, avant de les inquiéter, toutes ses relations d'affaires. Né en 1933, d'un père avocat, député aux Communes, administrateur de sociétés hôtelières, et de Marcelle Moullier, « auvergnate et paysanne », son unique bagage universitaire sera trois années passées au collège d'Eton, l'une de ces public schools huppées, avec Harrow, où se forme et se déforme, au choix, la gentry britannique. Ce fut un cancre, sauf en maths, et pas même un sportif, ce qui aurait racheté le reste.

Une passion fugitive pour les courses de chevaux (il gagne même 7 000 livres sterling pour une mise de 7 livres sur le champ de course de Lewes), et il lâche Eton et ses études pour voler de ses propres ailes, sans rien demander à son père qui d'ailleurs n'a pas de fortune. A dix-sept ans, James gagne sa vie comme garçon de restaurant au Ritz : il s'en sou-

viendra lorsqu'il rachètera, beaucoup plus tard, le restaurant de luxe parisien Laurent.

A vingt et un ans, il défaye, pour la première fois, la presse du monde entier en enlevant et en épousant en Écosse contre le gré de son père, dans la meilleure tradition du pays, Isabel Patino, fille du roi bolivien de l'étaim, qui mourra en couches. Cette image de flamboyant « play-boy » le poursuivra longtemps, de même que celle du joueur enragé de Back-Gammon qui, souvent, fait reculer ses partenaires pourtant fortunés au Travellers Club des Champs Élysées, à Paris.

Sa véritable vie d'homme d'affaires commence en 1954.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 20.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Comblir les trous de mémoire. L'agro-alimentaire à la recherche de produits standardisés. Un palais juif en terre arabe.

Pages 15 et 16

سكن من الاصل

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

Jeanne d'Arc à tous vents

A qui appartient Jeanne d'Arc ? A la droite, à la gauche ou à tous les Français ? Du début du siècle à nos jours, la pauvre Pucelle — fut-elle pure ? — entendit-elle des voix ? — se retrouva dans tous les camps et fit l'objet de rudes polémiques. Le dossier est-il clos ?

par Jean-Noël Jeanneney

On se souvient encore, j'en suis sûr, de la façon spectaculaire dont Jeanne d'Arc a été invoquée, le 8 mai 1987, par le Front national. M. Jean-Marie Le Pen, ce jour-là, haussé sur une estrade placée des Pyramides à Paris, à la hauteur de la statue dorée de la sainte, l'instaura solennellement, les yeux dans les yeux, comme figure tutélaire de son mouvement.

La presse du moment a relevé comment son discours et le « diaporama » géant offert aux participants du « banquet des 10 000 » d'Issy-les-Moulineaux célébraient la « contemporanéité » du message politique de cette « sainte, condamnée par des clercs vendus aux partis de l'étranger, abandonnée de la classe politique », exaltant cette Jeanne qui a dit qu'elle aimait les Anglais, mais qu'elle les aimait « chez eux ».

Or ce n'est pas, et loin de là, la première fois que la malheureuse héroïne a été ainsi ballottée à titre posthume dans le désordre des affrontements avides de symbolique sommaire. Ce n'est pas la première fois que l'extrême droite s'est efforcée de l'instrumentaliser de la sorte : voyez donc l'affaire Thalamas !

En novembre 1904, plusieurs parents d'élèves du lycée Condorcet se plaignent des propos irrespectueux qu'en classe de seconde Amédée Thalamas, professeur d'histoire, aurait tenus sur la pucelle d'Orléans.

L'HOMME (1867-1953) a de la verve et du tempérament (1). D'humble origine, fils d'un employé des Chemins de fer de l'Ouest et d'une ouvrière en lingerie, il incarne parfaitement les boursiers de la III^e République, recueillant d'une distribution de prix à l'autre tous les lauriers scolaires. Réçu premier à l'agrégation d'histoire en 1892, il s'est bientôt signalé à l'attention de l'inspection générale par une certaine « intempérance de langage » et son « amour du paradoxe » volontiers ostentatoire. C'est ainsi que le 2 mai 1900, professeur au lycée d'Amiens, il aurait déclaré après la classe à un petit groupe de ses disciples que, jusqu'à son mariage prévu pour les jours suivants, « il disposait librement de son organe... » Ce que, quelques-uns de ses élèves, sidérés ou hypocrites, ne manquent pas de rapporter à leur papa et à leur maman. Comme Thalamas s'est lancé au même moment dans la politique, à gauche, et va se faire élire conseiller municipal radical d'Amiens, les adversaires sur place ne laissent pas passer, naturellement, la si belle occasion d'un tohu-bohu dans la presse locale.

L'affaire devient publique

Nommé un peu plus tard au lycée Condorcet à Paris, il provoque en novembre 1904 un incident qui trouve une tout autre portée — nationale ! Un de ses élèves ayant conclu en classe un exposé sur la Pucelle en disant que l'on ne pouvait « ni expliquer ni comprendre Jeanne d'Arc si on n'y voyait pas un miracle », Thalamas lui répliqua que « le miracle n'avait rien à faire avec l'histoire ». Donc il valait mieux dire en termes plus scientifiques que Jeanne, « sujette dès son enfance à des hallucinations auditives, [avait cru] entendre des voix célestes lui ordonner d'aller faire sacrer le roi à Reims ». En outre, pour faire bonne mesure, Thalamas aurait ajouté, après Shakespeare, qu'une virginité préservée parmi tant de soudards, dans la promiscuité des camps, n'était guère vraisemblable...

Ce propos, rapporté plus ou moins fidèlement, fut transmis par plusieurs élèves à leurs parents. D'où beaucoup d'émotion dans certains foyers ! Un député de droite, Georges Berry, intervint auprès du ministre de l'Instruction publique Joseph Chaumié en lui adressant deux lettres de parents d'élèves

indignés, tandis que dans la classe vingt-cinq élèves sur quarante-cinq signaient une déclaration de dénonciation contre Thalamas.

L'affaire est désormais publique. Une campagne de presse est déclenchée. Le 28 novembre, deux cents manifestants sortent de la faculté de droit et descendent le Boulevard en conspuant Thalamas et la République. En face, on bat le rappel. Et en fin de matinée, deux groupes de manifestants opposés en



Caricature d'Amédée Thalamas, par Barrère, publiée dans *l'Assiette*. Ci-contre, une manifestation d'étudiants devant la statue de Jeanne d'Arc (le Petit Journal, février 1894).

viennent aux mains rue de Rivoli, au pied — déjà ! — de la statue dorée de Jeanne d'Arc (qui demeure — déjà ! — impavide). On s'époumone d'un côté aux cris de « Vive Jeanne d'Arc ! Conspuez Thalamas ! » et, de l'autre, de « Vive Thalamas ! A bas la calotte ! ».

Le 30, le ministre Chaumié fait connaître sa décision. Il inflige un blâme à Thalamas, et, à titre de sanction, le déplace au lycée Charlemagne. A gauche, on s'indigne. La Chambre s'en mêle. Marcel Sembat, député socialiste, interpelle le ministre avec le soutien de Jean Jaurès. Georges Berry explique son initiative. Chaumié tient bon sur ses positions.

Le débat tourne en particulier autour des exigences de la vérité historique et des limites de l'esprit critique et des convenances, comme en témoigne cet échange de propos de Marcel Sembat avec Jules Danette, député du Nord.

M. Marcel Sembat : « Même si M. Thalamas a dit : « La vie de Jeanne d'Arc dans les camps pouvait faire soupçonner sa pureté... » (exclamations à droite, applaudissements à gauche).

M. Jules Danette : « On ne dit pas cela aux enfants... ». M. Marcel Sembat : « Voyons, M. Danette, à cet âge nous en savons assez vous et moi pour que cette phrase ne nous ait pas étonnés ! Que de fausse pudeur ! En seconde, Monsieur Danette, cela vous aurait-il appris quelque chose ? (applaudissements et rires à gauche) (...) Vous avez des élèves de seconde qui, à chaque sortie, examinent minutieusement toutes les gravures que vous appendez aux kiosques (nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs). Ils rêvent, comme l'a dit votre François Coppée, devant les bustes des coiffeurs et devant les cartes postales illustrées, et vous nous dites : « Prenez garde, n'offensez pas ces pudeurs ! » Certainement, il ne s'agit pas de cor-

rompre leurs jeunes âmes — elles se corrompent suffisamment toutes seules... — mais tout de même vous ne pouvez pas, sous ce prétexte, empêcher le professeur (...) de mettre ses élèves au courant des vérités historiques de tout ordre... »

M. Charles Benoist : « Ce n'en est pas une... »

M. Marcel Sembat : « Mais je répète, moi, qu'il n'a pas dit que Jeanne d'Arc fut ce que Shakespeare l'accuse d'avoir été... (2) »

AINSI vont les escarmouches, aux marges du grand débat qui met quelque temps à s'apaiser : le 15 décembre, salle des Horticulteurs, les différents chefs du nationalisme français organisent une vaste réunion « contre les insultes de Jeanne d'Arc ».

L'épisode, au surplus, n'est pas clos. Quatre ans plus tard, en décembre 1908, l'affaire rebondit lorsque Thalamas est chargé, à sa demande, d'un cours libre à la Sorbonne sur... « la pédagogie pratique de l'enseignement de l'histoire ». Au témoignage d'Aulard, historien radical de la Révolution, le conseil de faculté le lui a consenti pour ne pas paraître céder à la pression de l'extrême droite (3). Les Camelots du roi, un mouvement qui vient de naître et se pose en groupe de choc de l'Action française, décident qu'ils ne laisseront pas parler Thalamas. Il s'agit pour eux, comme l'écrit leur chef Maurice Pujo, d'« en finir avec la France des Dreyfus et des Thalamas ». Ils viennent donc chahuter celui-ci sur un ton de grande violence, le bombar-



dent d'œufs pourris, le giflent peut-être (ce point est discuté...). Le doyen doit faire appel à la police, et désormais chaque mercredi la Sorbonne est en état de siège. Ainsi s'encleinte le cycle connu des provocations, de la répression et des protestations. Ainsi se rode une méthode d'intimidation dont on retrouvera au quartier Latin bien d'autres exemples entre les deux guerres (4).

Un fantôme écartelé

Le dernier cours de Thalamas n'aura pas lieu. Le 17 février 1909, une cinquantaine de manifestants qui ont réussi à s'infiltrer jusqu'à l'amphithéâtre en passant par les combles de la Sorbonne et les laboratoires de la faculté des sciences se précipitent dans la salle et frappent Thalamas à coups de canne. Aux yeux de l'extrême droite, Jeanne d'Arc est vengée, et son insulteur, réduit à quia. Aux yeux de la gauche, l'intolérance et le fanatisme l'ont emporté à coups de bâton dans cette dérisoire agression. Ainsi finit l'épisode (mais non la carrière de Thalamas, toutefois, qui sera député radical de Versailles de 1910 à 1914 et qui, après avoir soutenu une thèse sur la géographie d'Eratosthène — loin de Jeanne ! — atteindra l'âge de la retraite comme directeur général de l'Instruction publique en Indochine).

PENDANT toute cette période, le fantôme de Jeanne d'Arc est écartelé entre les camps. Cela fut clair dès les années qui suivirent la défaite de 1870. Très tôt, les républicains ont fait leur le beau cri de Michelet dans l'introduction de sa *Jeanne d'Arc* : « Souvenez-vous toujours, Français, que la patrie chez nous est née du cœur

d'une femme, de sa tendresse et de ses larmes, du sang qu'elle a donné pour nous... » Très tôt, ils ont cherché à rallier à la défense et à l'illustration du sentiment national et républicain « l'héroïque jeune fille » qui, comme l'écrit le Temps en 1894, « plane sur la France comme l'image même de la patrie ».

Et tous les petits enfants découvrant à l'école primaire l'histoire de France dans le « petit Lavoisier », se crénaient du patriotisme de 1914, pécheront cette phrase : « Tous les Français doivent aimer de tout leur cœur l'admirable Jeanne qui mourut pour son roi, pour la France, pour nous... »

Dès 1894, la controverse fut lancée à l'occasion de la proposition d'un parlementaire républicain et laïc, Joseph Fabre, député puis sénateur de l'Aveyron, qui se consacra passionnément à l'instauration d'une fête nationale en l'honneur de Jeanne d'Arc, au mois de mai (5). La proposition de loi qu'il déposa alors sur le bureau de la Chambre, avec le concours d'un bon nombre de députés radicaux, prévoyait explicitement de réunir « les croyants et les libres penseurs » dans un même enthousiasme patriotique. Mais Joseph Fabre n'aboutit à un résultat concret que dix ans plus tard, quand le Sénat, à son appel, vota le 8 juin 1894 le principe de la commémoration nationale. Dans son rapport, Fabre explique que le culte de Jeanne d'Arc constitue « l'unique religion qui ne comporte pas d'athées : la religion de la patrie ».

Seulement, la gauche se divisa, cer-

1904 à propos du cas Thalamas, c'est grâce d'une part à l'indifférence d'une cour ingrate et de nobles frivoles (applaudissements à gauche et à l'extrême gauche), c'est aussi par la complicité de cette même Eglise qui a la prétention... » (vifs applaudissements sur les mêmes bancs). La fin de la phrase se perd dans les protestations de la droite et les hauts cris de l'abbé Gayraud, mais on a déjà compris ! Et Jaurès conclut : « Il ne me déplait pas, pour l'illustration dramatique de ce débat, que la défense de Jeanne d'Arc se produise aujourd'hui sous cette même robe noire qui l'avait autrefois condamnée... » (7).

A un autre détour de la discussion, la Chambre entend M. de Bandry d'Asson interroger Jaurès à partir des bancs royalistes avec ce cri d'un cœur indigné : « Jeanne d'Arc devrait bien ressembler pour sauver la France de votre République, comme elle l'a sauvée de l'Angleterre ! (8) ». Et un peu plus tard, il demande spécialement la parole pour affirmer : « J'estime qu'un député au moins, dans cette Chambre, doit flétrir les paroles indignes prononcées par M. Jaurès. Ce ne sont pas des paroles de Français, monsieur Jaurès, ce sont des paroles d'Anglais ! (9) ».

Un rempart contre l'étranger

AINSI surgit le deuxième thème : Jeanne d'Arc comme rempart contre les menaces de l'étranger détesté. « Aimer les Anglais, mais les aimer chez eux », dit Jean-Marie Le Pen. Déjà, en septembre 1893, lors de la pose d'une première pierre pour un monument qu'on doit ériger à Vaucouleurs, l'évêque de Verdun, Mgr Fagot, s'exprime devant Poincaré, ministre de la République : « Comme elle, disons à ceux qui osent nous menacer, d'où qu'ils viennent et fussent-ils au nombre d'un million, disons-leur : jamais vous ne l'aurez, ce beau pays de France ! (10) ». Un cran de plus encore, et voici l'héroïne franchement xénophobe, voici Jeanne antisémite même...

Michel Winock, naguère, a proposé une analyse serrée de cette assez sinistre appropriation (11). A partir des années 1890, avec l'affaire Dreyfus, « la libératrice du territoire et le traître juif s'apparentent comme deux pièces antagoniques d'un même système ». Les thèmes ? D'un côté, les racines terribles, le travail et l'effort, une vie saine et naturelle ; de l'autre, les errances d'une race de « nomades et bedouins », selon les termes d'Edmond Drumont dans la France juive, « un monde morbide, le juif étant sujet à toutes les maladies qui indiquent la corruption du sang... » (12). D'un côté, la spiritualité, la pureté, la virginité. « Messieurs », s'écrit en 1873 un bon abbé, avez-vous observé ceci : que de toutes les héroïnes qui ont paru sous l'Ancien Testament, aucune n'était vierge. Deborah était la femme de Lapidot, Judith était veuve. Esther avait remplacé Vasthi auprès d'Assuérus ? Quelle supériorité dans Jeanne d'Arc ! Elle est vierge, et cette fois l'amour de la patrie n'est plus contraint de se faire aider des artifices d'un amour inférior. De l'autre côté, le matérialisme mercantile, la prostitution... « Ce sont les juives », écrit Drumont, qui fournissent le plus fort contingent à la prostitution des grandes capitales... » Et Michel Winock, pour faire bonne mesure, a fini par découvrir une explication bien remarquable aux infamies de la Pucelle. On la doit à un orateur de la droite, M. de Kérchant, qui explique tranquillement en 1894 que, selon toute probabilité, l'évêque Cauchon, très subrepticement — mais très logiquement — n'était qu'un juif...

- (1) Jean-François Sirinelli, « Un boursier conquérant, Amédée Thalamas », *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, Université Paris-X-Nanterre, n° 7, 1986, pp. 197-206.
- (2) J.O., débats de la Chambre, deuxième séance du 1^{er} décembre 1904, p. 2809-2819.
- (3) Eugène Weber, *l'Action française*, Paris, Fayard, 1985, p. 73.
- (4) Maurice Pujo a raconté fidèlement ses laits faits avec une abondance de détails dans son *Entre les Camelots du roi*, Paris, Flammarion, 1933 (la citation se trouve page 41). Cf. Jean-François Sirinelli, « Action française, main basse sur le quartier Latin », *l'Esprit*, n° 51, décembre 1982, pp. 6-15.
- (5) Cf. Rosemonde Sauton, « La fête de Jeanne d'Arc en 1894. Controverse et célébration », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, pp. 444-463. Je lui dois les citations de l'époque 1890-1890.
- (6) *Ibid.*, pp. 453-455.
- (7) J.O., débats de la Chambre, p. 2816.
- (8) *Ibid.*
- (9) *Ibid.*, p. 2818.
- (10) Rosemonde Sauton, op. cit. p. 448.
- (11) Michel Winock, *Edouard Drumont et compagnie. Antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1982 (chap. III, « Jeanne d'Arc et les juifs », pp. 67-79).
- (12) Edouard Drumont, *la France juive*, Paris, 1886, t. II, p. 16, t. I, p. 104, t. I, p. 9 (cité par Michel Winock).

Demain : La privatisation des allumettes

Le sommet d'Addis-Abeba

Le chef de l'Etat zambien nouveau président de l'OUA

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

Une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement ont assisté, le lundi 27 juillet, à Addis-Abeba, à la séance d'ouverture du vingt-troisième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), séance au cours de laquelle M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, a été élu par acclamation, pour un an, président en exercice de l'OUA, en remplacement de M. Denis Sassou Nguesso, son homologue congolais.

Parmi les habitués de ces assemblées, figurent notamment les chefs d'Etat algérien, burkinabé, égyptien, gabonais, malgache. Si M. Hissène Habré, le président tchadien, a créé la surprise en assistant, pour la première fois, à un sommet de l'OUA, des absences ont été notées, par exemple celles de M. Abdou Diouf, le chef de l'Etat sénégalais, et du général Ibrahim Babangida, son homologue nigérian.

Cet absentéisme, de plus en plus prononcé au fil des années, traduit un certain désintérêt des dirigeants africains vis-à-vis d'une OUA peu imaginative qui rassure, d'une conférence à l'autre, les mêmes idées et les mêmes slogans sans vraiment réussir à se faire entendre. En outre, la lassitude a fini par gagner.

M. Moubarak s'entretient avec M. Yasser Arafat

Addis-Abeba. — Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, se sont rencontrés le lundi 27 juillet, à Addis-Abeba où ils ont assisté à l'ouverture du sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Cette entrevue est la première entre les deux hommes depuis que l'Egypte a fermé les bureaux de l'OLP au Caire, il y a trois mois, en réaction à une résolution jugée hostile à la politique égyptienne adoptée lors de la dernière session du Conseil national (parlement) palestinien, au mois d'avril à Alger.

Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ahmed Esmat Abdel-Meguid, a déclaré à la presse que MM. Moubarak et Arafat pourraient se rencontrer à nouveau au cours du sommet, et le dirigeant palestinien a qualifié de son côté l'entrevue de « chaleureuse et fraternelle ». Il a souligné qu'elle marquait plus qu'une simple réconciliation. — (AFP, Reuters, UPI.)

bon nombre de chefs d'Etat, trop souvent sollicités de participer à des rencontres au sommet, tant il y a, sur ce continent, d'organisations régionales et sous-régionales dont les compétences se recoupent et qui, parfois, brassent de l'air.

Dans son discours de bienvenue, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'Etat éthiopien, s'est très violemment pris aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne fédérale pour s'être opposés, en avril dernier, à une résolution du conseil de sécurité de l'ONU qui appelait à des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud. Ces pays, a-t-il dit, sont « des collaborateurs bien connus du régime de Pretoria ». De son côté, M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU, a affirmé qu'il ne pouvait pas y avoir de dialogue fructueux en Afrique australe

sans la levée de l'Etat d'urgence et la libération de tous les prisonniers politiques, y compris Nelson Mandela. Quant à M. Kaunda, il a jugé « sans fondement » le lien fait par l'administration américaine entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des troupes cubaines d'Angola.

Avant que la question tchadienne ne soit abordée en séance plénière, M. Omar Bongo, le chef de l'Etat gabonais, a précisé, qu'il avait l'intention d'abandonner la présidence du comité de l'OUA, chargé de débrouiller l'imbroglio tchadien, étant donné le refus des autorités de Tripoli de coopérer avec ce comité. La Libye se trouve aujourd'hui, en mauvaise posture au sein de l'OUA, mais certains pays membres pourraient s'entendre, en coalition, pour lui éviter une cuisante défaite politique.

JACQUES DE BARRIN.

M. Kenneth Kaunda un vétéran de la politique africaine

Qu'est-ce qui vaut à M. Kaunda l'honneur d'avoir été désigné par ses pairs pour occuper, une deuxième fois, le fauteuil de président en exercice de l'OUA ? La sobriété, ce fils de pasteur presbytérien, adepte d'un humanisme chrétien, maître du mandala, ne se trouve-t-il pas, depuis vingt-trois ans, aux commandes de la Zambie et donc placé, ne serait-ce que pour de simples raisons géographiques, aux avant-postes du combat contre le régime de l'apartheid ?

M. Kaunda a, longtemps, cherché un *modus vivendi* avec le « pouvoir blanc », installé à Pretoria, en août 1975, puis en avril 1982, il avait rencontré les premiers ministres sud-africains de l'époque, MM. Vorster et Botha, ce qui lui avait alors valu d'être surnommé le « Soudan de l'Afrique australe ». Président, depuis septembre 1985, des pays de la « ligne de front » (1), cet homme ne cesse, aujourd'hui, de dénoncer l'existence des tensions de l'apartheid et d'appeler la communauté internationale à mesurer les dangers d'une explosion raciale qui réduirait, en compensation, la révolution française à un pique-nique pour enfants... »

Ses compatriotes lui reprochent d'avoir négligé ses devoirs intérieurs au point que, faute de



SZLAKMANN.

politique économique cohérente, la Zambie est en pleine déconfiture, en voie de paupérisation rapide. Les émeutes de la faim, en décembre 1986, dans la « ceinture de culture », ont illustré ce ras-le-bol populaire. Du coup, en mai dernier, M. Kaunda a déposé la porte au nez du Fonds monétaire international (FMI) dont la pression était trop amère à avaler. La présidence de l'OUA ne saurait lui faire oublier ses soucis domestiques.

J. DE B.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

TCHAD: les difficiles recherches de la réconciliation nationale

L'ancien président Goukouni Oueddei évoque de nouveau « le recours aux armes »

Après avoir, la semaine dernière, rejeté la responsabilité de l'échec du processus de réconciliation nationale sur N'Djamena — qui a aussitôt démenti — M. Goukouni Oueddei, président du GUNT original (Gouvernement d'union nationale de transition), s'est déclaré, lundi 27 juillet à Paris, « très pessimiste ». Au cours d'un entretien, M. Goukouni Oueddei a rejeté fermement toute idée de « ralliement » au régime du président Habré, préférant continuer à parler de réconciliation. « Nous allons voir comment, au cours des six prochains mois, vont évoluer les choses. Il nous est difficile de faire davantage de concessions », a-t-il déclaré, estimant à nouveau que l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations incombe à N'Djamena.

M. Goukouni Oueddei, qui se rend en Irak, a affirmé n'avoir eu aucun contact avec les autorités françaises, au cours d'une escale de vingt-quatre heures à Paris, mais rien n'exclut qu'il rencontre des conseillers du premier ministre à son retour, la semaine prochaine. Il a rappelé quels étaient les points d'achoppement dans les négociations, interrompues depuis le départ de la délégation gouvernementale d'Alger, le 12 juillet.

En fait, rien ne semble avoir vraiment progressé depuis le mois de mars. Les deux parties sont toujours opposées sur l'Acte fondamental, qui fait office de Constitution au Tchad. Les représentants du président Hissène Habré ont accepté de revoir le préambule du texte qui fixait la fête nationale au 7 juin, date anniversaire du retour de M. Hissène Habré à N'Djamena et, par là même, celui de la déroute de M. Goukouni Oueddei et de choisir le 11 août, jour de l'indépendance du Tchad. Sur le texte, les discussions sont bloquées. Le GUNT continue de réclamer des aménagements qui réduiraient certaines prérogatives du président, qui nomme les membres du Conseil national consultatif (CNC, sorte d'Assemblée nationale). Le GUNT de M. Goukouni exige qu'ils soient élus.

L'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), le parti unique fondé par M. Hissène Habré, est une autre pomme de discorde. Certes, N'Djamena, qui, jusqu'à présent, se contentait de proposer aux membres du GUNT d'intégrer l'UNIR, a assoupli sa position en suggérant l'union entre les partis, mais M. Goukouni Oueddei continue de réclamer la constitution d'un « vaste mouvement au sein

duquel tout le monde pourrait s'exprimer », estimant qu'il est nécessaire « pour participer à la vie du pays d'être membre à part entière du parti ».

Réorganisation de l'armée

Partant du principe que, sans le ralliement de ses troupes aux forces de M. Habré, sur le terrain, aucune victoire militaire n'aurait pu être acquise dans le nord du pays, M. Goukouni estimait pouvoir exiger une réorganisation de l'armée. N'Djamena avait toujours refusé. Il semble que, au cours de la dernière phase des négociations, un accord soit intervenu pour la création d'une commission mixte chargée d'incorporer les combattants de l'Armée nationale de libération (ANL) du GUNT aux Forces armées nationales tchadiennes (FANT) de M. Habré, les officiers de l'ANL devant retrouver leur grade et des commandements au sein de l'armée régulière.

M. Goukouni Oueddei a affirmé être disposé à « utiliser toutes les énergies pour régler le problème par la négociation », n'excluant pas toutefois, si « N'Djamena s'obstine à refuser une paix définitive », d'envisager, à terme, « le recours aux armes ».

Le chef historique du GUNT a également fait plusieurs fois référence à la situation interne au Tchad, considérant parallèlement qu'il était en « position d'attente ». Sans doute faisait-il, de manière voilée, allusion aux troubles qui apparaissent dans le sud et au centre du pays, où des affrontements armés ont opposé récemment des partisans du président à des membres de l'ethnie Hadjarat, faisant des victimes à Adré et à N'Djamena même ? Peut-être voulait-il également laisser entendre que, sans reprendre les armes lui-même, il pouvait susciter l'éclosion de plusieurs foyers de rébellion ou attirer les foyers où elle couve ?

En confirmant que toutes les tentatives de l'opposition tchadienne au gouvernement de N'Djamena se résument « dans les semaines qui viennent à Ouagadougou », au Burkina-Faso, M. Goukouni Oueddei n'a pas caché qu'il pourrait être amené à en prendre, à nouveau, la tête, puisque « Hissène Habré nous oblige à nous regrouper et nous organiser ».

Interrogé sur la période qui précéderait son départ de Tripoli pour Alger, au début du mois de février dernier, M. Goukouni Oueddei a fait le récit des événements qui lui firent lui coûter la vie : « J'ai été blessé à l'abdomen, par balle, au

cours d'un incident qui nous a opposés à la police militaire libyenne, chargée de nous isoler dans la banlieue de Tripoli », a-t-il expliqué, précisant toutefois qu'il ne croyait pas que « le colonel Kadafi et le commandant Ibrahim Jalloud aient été au courant. Kadafi s'est tout de suite manifesté en envoyant un officier supérieur m'exprimer ses regrets à l'hôpital de Tripoli où j'étais soigné, avant de se déplacer lui-même ».

Bonnes relations avec la Libye

M. Goukouni Oueddei a affirmé qu'il entretenait toujours de « bonnes relations avec la Libye », ajoutant qu'après la réconciliation nationale il pourrait contribuer au « rapprochement entre Tripoli et N'Djamena, pour faire table rase des différends », soulignant qu'il valait mieux avoir la Libye « comme amie plutôt qu'ennemie ». Il est vrai également que la communauté tchadienne est importante en Libye, où beaucoup de partisans de M. Goukouni Oueddei et sa famille sont restés. « Nous ne pouvons pas aujourd'hui, dans la colère, faire quoi que ce soit qui puisse mettre en cause leur sécurité », a-t-il estimé, soulignant qu'il restait selon lui « presque un million de tchadiens au pays du colonel Kadafi ».

FREDERIC FRITSCHER.

TUNISIE

M. Mabrouk reprend ses fonctions de ministre des affaires étrangères

TUNIS
de notre correspondant

M. Hedi Mabrouk reprend ses fonctions de chef de la diplomatie tunisienne qu'il avait interrompues pour raison de santé à la mi-juin. Il a confirmé lui-même après s'être entretenu, lundi 27 juillet, avec le président Bourguiba, en précisant à l'agence Tunis-Afrique-Presse que le chef de l'Etat lui avait donné ses directives « pour la poursuite de sa modeste contribution sous son impulsion et son autorité éclairées à la noble action au service du bien-être du peuple et du rayonnement de la Tunisie ».

Ce retour aux affaires vient mettre un terme aux diverses interprétations qu'avait suscitées, jusque dans les cercles politiques, l'absence de M. Mabrouk que certains avaient assimilée à une démission déguisée en raison de divergences sur certains aspects de la politique gouvernementale.

Quoi qu'il en soit, M. Mabrouk, qui avait souffert, il y a quelques années, alors qu'il était ambassadeur à Paris, du syndrome de Guillain-Barré (1), s'était effectivement rendu en France pour y subir diverses analyses et examens qui, a-t-il indiqué, ont confirmé la disparition de toute séquelle de la maladie.

L'interim du ministère des affaires étrangères était assuré ces dernières semaines par M. Amor Chadli, ministre directeur du cabinet du président Bourguiba.

MICHEL DEURÉ.

(1) NDLE : le syndrome de Guillain-Barré, décrit pour la première fois en 1916 par deux médecins français qui lui donnèrent leurs noms, est dû à une inflammation de nombreuses racines nerveuses. Cliniquement, ce syndrome se caractérise par des fourmillements et des sensations douloureuses suivies de paralysies touchant les quatre membres. L'évolution se fait habituellement vers la guérison sans séquelles. On ignore la cause exacte de ce syndrome, qui touche également les deux sexes, quel que soit l'âge de la vie, et qui survient de manière sporadique, le plus souvent en automne et en hiver.

● BURKINA-FASO : M. Vergès reçu par le capitaine Sankara. — M. Jacques Vergès, défenseur de Klaus Barbie, l'ancien officier SS récemment condamné à la prison à perpétuité, a été reçu vendredi 24 juillet à Ouagadougou par le capitaine Thomas Sankara. L'avocat, qui séjourne au Burkina-Faso à titre professionnel, a déclaré à la presse être venu s'entretenir de la notion de crime contre l'humanité avec le jeune chef de l'Etat burkinabé. — (Reuters).

A TRAVERS LE MONDE

URSS

Déception des Tatars de Crimée à l'issue de leur entrevue avec M. Gromyko

Moscou. — La délégation de Tatars de Crimée, reçue lundi 27 juillet par le chef de l'Etat, M. Andreï Gromyko (le Monde du 28 juillet), a exprimé sa déception à l'issue de l'entrevue.

Selon les membres de la délégation, M. Gromyko n'a proposé aucune solution concrète au cours de la réunion, décidée dimanche 26 juillet, après un avertissement de vingt et une heures, sans précédent aux abords de la place Rouge.

Le chef de l'Etat a fourni la composition de la commission chargée d'examiner les doléances des Tatars, qui demandent à revenir en Crimée, d'où ils ont été déportés en 1944. Cette commission comprend neuf personnalités, dont M. Gromyko (son président), cinq autres membres du bureau politique, dont M. Vladimir Chtcherbitchev, chef du parti en Ukraine, la République qui a absorbé la Crimée en 1954.

Une journaliste, membre de la délégation tatar, a reproché à M. Gromyko, au cours d'une conférence de presse, de ne pas avoir indiqué quand la commission se prononcerait, ni quelles solutions cet organisme envisageait, et de ne pas y avoir invité un représentant tatar.

La journaliste a déclaré que les quelques huit cents Tatars venus à Moscou dans l'espoir d'être reçus par le numéro un soviétique M. Mikhail Gorbatchev, et dont trois cents ont manifesté pendant tout le week-end, découragés, mardi 28 juillet, des modalités de la poursuite de leur mouvement.

Le criminel de guerre

Fedor Fedorenko a été exécuté

Moscou. — Le criminel de guerre Fedor Fedorenko, soixante-dix-neuf ans, expulsé des Etats-Unis en 1984 et condamné à mort en URSS en juin 1986, a été exécuté, a annoncé lundi 27 juillet l'agence Tass. L'agence n'a pas précisé où et quand Fedorenko, Ukrainien d'origine, a été fusillé.

Selon Tass, Fedorenko avait rejoint les forces hitlériennes en 1941, deux semaines après le début de la guerre, et, en août 1942, « il servait dans une unité SS dans le camp de la mort de Treblinka, en territoire polonais ». L'agence officielle précise qu'il a pris part personnellement à l'exécution de prisonniers et à leur envoi dans les chambres à gaz, et que, sous le commandement des unités SS dont il faisait partie, « pas moins de huit cent mille personnes ont été exterminées ».

Fedor Fedorenko s'était enfui aux Etats-Unis en 1949 et il avait obtenu la nationalité américaine en 1970. Extradé en 1984, après avoir perdu en bataille juridique de sept ans pour rester aux Etats-Unis, il a été condamné à mort en juin 1986 par le tribunal régional de Crimée.

En mars 1986, l'avocat de John Demjanjuk, Mark O'Connor, l'avait identifié comme étant le véritable « Ivan le Terrible ». Extradé des Etats-Unis vers Israël, Demjanjuk jusqu'alors était accusé d'être « Iven

le Terrible », responsable de la mort de dizaines de milliers de juifs à Treblinka.

Un autre criminel de guerre soviétique extradé des Etats-Unis cette année, Karl Linas, est mort de maladie, le mois dernier, dans un hôpital de Leningrad. — (AFP.)

Sahara occidental

La Libye aurait repris ses fournitures d'armes au Front Polisario

Rabat. — La Libye a recommencé à fournir des armes au Front Polisario, a affirmé, samedi 25 juillet à Rabat, M. Abderrahim Boudib, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition), citant un rapport qu'il présentait devant le comité central de son mouvement. Selon le quotidien al-Itihad al-Ichiriki (l'Union socialiste), organe de l'USFP, qui publie lundi l'intervention de M. Boudib, celui-ci a affirmé que le Front Polisario disposait « lors de ses dernières attaques (au Sahara occidental) d'armement libyen ayant transité par le Sud tunisien et le Sahara algérien ». Il a également mis en cause « la responsabilité des dirigeants algériens », puisque, a-t-il dit, « ces dernières opérations ont pris leur départ depuis des bases qu'ils contrôlent ». M. Boudib n'a toutefois pas précisé la nature des opérations militaires auxquelles il se référait.

Le Front Polisario avait revendiqué deux importantes attaques contre le mur de défense marocain, au cours desquelles plus d'un millier de soldats marocains avaient été mis « hors de combat », selon lui : le 9 juillet dans la région de Tichit (extrême sud du Sahara) et le 13 dans celle d'Oum-Draige (centre-est). Les autorités marocaines n'ont, pour leur part, fait encore aucune mention de ces combats. — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-06-81
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Verne.

Conducteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmaury, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 795-010 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde of Speedprint, 45-45 38 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde of Speedprint U.S.A., P.O.C., 45-45 38 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
PAYS-BAS	584 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande dans une lettre avec leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Imprimé en France
7, rue des Italiens
PARIS 20

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

صحة من الاحول

حکومت الاحل

Europe

ITALIE : la formation du cabinet

La démocratie chrétienne a dû passer sous les fourches Caudines du PS pour retrouver la présidence du Conseil

ROME
De notre correspondant

La démocratie chrétienne italienne renoue, en apparence, avec ses succès passés. Ne s'apprête-t-elle pas, par le truchement de M. Giovanni Goria, à former son premier « vrai » gouvernement depuis cinq ans ? Ce gouvernement ne comptera-t-il pas sur l'appui de ces cinq partis dont le secrétaire de la DC, M. Ciriaco De Mita, souhaitait perpétuer l'alliance par-delà le dérapage ayant conduit aux élections anticipées des 14 et 15 juin : outre les démocrates chrétiens et les socialistes, les trois petites formations « laïques » (républicains, sociaux-démocrates et libéraux) ?

Or, la DC est maussade, voire inquiète. Une fois encore, en effet, pour arriver à ses fins — retrouver la présidence du Conseil qui ne lui avait jamais échappé de 1946 à 1981 —, elle a dû passer sous les fourches Caudines du Parti socialiste. M. Goria, tout d'abord, n'était pas le candidat du parti qui souhaitait voir son secrétaire général, M. De Mita, accéder à la présidence du Conseil. Mais M. Craxi a mis son veto. Certains observateurs se désolent, convaincus, il est vrai, que le dirigeant démocrate-chrétien, en réalité, bien manœuvré dans cette affaire puisqu'il a finalement placé un de ses protégés à la tête du gouvernement, tout en restant chef du parti. Mais, une fois de plus, il a donné l'impression d'avoir reçu une gifle.

Pour ce qui est du programme, la démocratie chrétienne a dû céder sur le point qui lui tenait le plus à cœur : le référendum sur le nucléaire. M. Goria s'est engagé dans son projet de programme à organiser, dans les trois prochains mois, une consultation populaire, qui aura pour conséquence probable de bloquer toute nouvelle construction de centrale en Italie.

La démocratie chrétienne a dû aussi renoncer à être trop gourmande en matière de portefeuilles. Conformément au principe de la « parité » entre elle-même et les forces laïques, elle n'aura pas plus de la moitié des ministères. Elle va surtout devoir céder des portefeuilles importants qu'elle avait jusqu'à présent toujours retenus comme le Trésor ou la justice, qui passeront l'un et l'autre à des socialistes.

Cette situation irrite le parti, et les tensions internes risquent, autant que les crocs-en-jambe des socialistes, de rendre la vie dure au gouvernement de M. Goria.

Le principal enjeu des luttes internes semble être la succession de M. De Mita. Ce dernier a mené sans fracas, mais avec persévérance depuis son accession à la tête du

parti, une action de « rénovation » que tous ressentent comme indispensable. L'éloignement des cadres — en odeur de mafia —, en vue d'améliorer l'image, et l'élimination des courants, afin de rendre la machine centrale plus efficace, tels furent les axes de travail de M. De Mita, et le dernier congrès lui a donné acte de ses succès en ce domaine. Mais

raidissement personnel dans sa querelle avec M. Craxi, — négligé les alliés traditionnels de la DC au gouvernement que sont les socialistes, ainsi que les partis laïques. Ils sous-entendent que le secrétaire n'est peut-être pas assez cuirassé contre les sirènes communistes...

On lui reproche aussi d'avoir « lâché » à l'excès une formation

La DC, pour gouverner, a fait d'importantes concessions et les querelles internes repartent de plus belle : des jours difficiles en perspective pour le président du Conseil, M. Goria...

ceux-ci avaient leur contrepartie : le renforcement, autour du leader, d'un groupe dirigeant vite assimilé à un clan pour ceux qui n'en étaient pas. Prépondérance d'une ligne politique sur d'autres ? M. De Mita est issu du courant dit « de base », placé à la gauche du parti. Mais, en réalité, il a choisi ses appuis selon des critères d'efficacité plutôt que l'idéologie. Il s'est surtout entouré d'hommes nouveaux, dont le premier ministre, M. Giovanni Goria, quarante-quatre ans, est l'exemple le plus réussi.

Le « document des 39 »

Cette méthode d'évidement provoqué l'irritation croissante de la plupart des cadres du parti, à commencer par MM. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères — le seul qui n'avait pas accepté la dissolution de son courant en 1986, — M. Arnaldo Forlani, président du parti, M. Flaminio Piccoli, président de la DC internationale et M. Carlo Donat Cattin, démocrate-chrétien historique et ministre de la santé. Huit jours avant les dernières législatives, ceux-ci avaient signé un document dit « des 39 », qui, par-delà son contenu, était une manière de prendre date avec le secrétaire général en cas de défaite. Celle-ci n'ayant pas eu lieu, le rendez-vous est reporté au prochain congrès : Car la progression enregistrée aux élections du 15 juin n'est pas non plus si folle que M. De Mita en soit tenu pour quitte.

De bords opposés, un même reproche est adressé à M. De Mita : il aurait, dans son optique modernisatrice sans doute inhérente au projet de rénovation qui lui était confié, donné un tour par trop « technocratique » — et « droitier » — sous entend-on à gauche — à un parti qui s'est toujours voulu « populaire ». Parce que les choses ne sont jamais si claires, les grands adversaires de M. De Mita lui reprochent aussi d'avoir — peut-être en raison d'un

qui n'entend pas renier ses racines catholiques. Cette bête lui est portée au premier chef par M. Roberto Formigoni, leader de la « Communione e liberazione ». C'est là un mouvement extrêmement dynamique, bien ancré notamment chez les jeunes et dans le nord développé du pays, dont l'inspiration est généralement qualifiée « d'intégriste », qui revendique sa fidélité au pape, mais également très ancré dans le travail social au nom de la « doctrine » formulée par l'Eglise en ce domaine. C'est précisément M. Formigoni qui a pris l'initiative de faire circuler le fameux « document des 39 », signé par les cadres, en opposition virtuelle à M. De Mita.

En réalité, ces mouvements traduisent surtout le profond désarroi d'un parti qui, tout en demeurant le plus important, et de loin, en Italie, sent les choses lui échapper. Ce n'est pas tant son recul numérique (48,5 % en 1948, 42,3 % en 1958, 39,1 % en 1968, 38,7 % en 1976, 34,3 % en 1987) qui est en cause que sa relative perte globale d'influence.

L'attitude face aux socialistes

« Jamais seul » avait théorisé, au lendemain de son retentissant succès de 1948 contre communistes et socialistes coalisés, Alcide de Gasperi, fondateur du parti. De fait, même lorsque l'arithmétique parlementaire lui aurait permis de faire cavalier seul, la DC s'est toujours arrangée pour gouverner avec d'autres, d'abord les trois petits partis laïques, puis, à partir de 1963, également avec le PS, en une variété de combinaisons qui donnaient l'illusion du mouvement. L'élément nouveau est évidemment l'émergence du PS, qui fait de plus en plus apparaître cette formation comme la véritable solution de rechange à la DC — au lieu d'un PC certes puissant (26,6 % le 15 juin) mais quasiment condamné, de par sa nature, à

une exclusion du jeu. Là encore, les voix recueillies par le PS ne sont pas tout (12,7 % en 1953, 13,8 % en 1963, 9,6 % en 1972 et 1976, 11,4 % en 1983, 14,3 % en 1987). La personnalité de M. Craxi s'est imposée d'autant mieux que le pôle M. De Mita a une sorte de génie pour prendre l'air battu lorsqu'il triomphe. Les trois formations latentes ne sont pas les dernières à l'avoir perçu. Si l'on ne peut pas clairement assurer qu'elles ont désormais choisi le camp des socialistes, il est certain qu'elles se sont éloignées de celui des démocrates-chrétiens.

Le véritable différend dans le parti, est, dès lors : comment réagir ? M. De Mita semble engagé dans une confrontation avec le PS qui inquiète des hommes habitués à considérer que, la patience aidant, tout passe, sauf eux-mêmes et leur parti. MM. Andreotti et Forlani sont bien représentatifs de cette ligne. Pour eux, il faut rechercher des accommodements avec M. Craxi en attendant des jours meilleurs. D'autres, comme le président du groupe des députés, M. Martinazzoli, un homme de la gauche de la DC très populaire à la base et, de ce fait, susceptible de devenir un jour secrétaire du parti, semble, à l'inverse, convaincu que la confrontation avec le PS est inévitable, mais pas sur le mode du « coup pour coup » adopté par M. De Mita. Car la logique de cette méthode, assure M. Martinazzoli, est que « nous courrons avec le maillet conservateur et eux (les socialistes) avec le dossier progressiste ». La véritable réponse serait pour la DC de retrouver sans complexe ses profondes racines sociales et populaires — auquel cas, assure M. Martinazzoli, elle n'aurait plus rien à craindre d'un PS surtout préoccupé « d'agiter des thèmes à la mode ».

JEAN-PIERRE CLERIC.

Un maire socialiste pour Naples. — M. Pietro Luzzi, ancien député européen socialiste de soixante-cinq ans, a été élu, lundi 27 juillet, maire de Naples lors de la première réunion du conseil municipal issu des élections du 6 juin, avec les 49 voix des cinq partis de l'ancienne majorité et du Parti radical, contre 19 voix à un candidat communiste et 8 à un représentant du Mouvement social italien (néofasciste). Ainsi, la gestion de Naples pourrait retrouver une certaine cohésion après douze années difficiles. De 1975 à 1983, la ville avait été administrée par une équipe minoritaire conduite par le communiste Maurizio Valenzi. Après les élections municipales anticipées de 1983, elle a connu six maires, dont aucun ne pouvait compter sur une majorité au conseil. — (AFP.)

Asie

PHILIPPINES : l'inauguration du Parlement

M^{me} Aquino critique vivement les banques étrangères créditrices

MANILLE
correspondance

La présidente Aquino a saisi l'occasion de l'inauguration du nouveau Parlement philippin, lundi 27 juillet, pour prononcer devant les cent quatre-vingt-onze membres de la Chambre des représentants et vingt-trois sénateurs, un discours énergique critiquant les bailleurs de fonds de sa République endettée et, en termes plus mesurés, les hésitations de son armée face à la guérilla communiste.

Elle s'en est prise avec vigueur aux banques créditrices des Philippines, qu'elle a accusées d'avoir contraint son gouvernement, dans un accord signé à la mi-juillet à New York, de se porter garant des emprunts contractés sous l'ex-président Marcos « à seule fin de garantir les poches des uns ou de flatter l'égo des autres... ». Ces emprunts, a-t-elle dit, servent à financer des projets irrévocablement « insolubles ».

Le retour de la démocratie aux Philippines a permis de faire, selon la présidente, « de la bonne télévision » mais n'a pas modifié les priorités des partenaires financiers de la République. M^{me} Aquino, pour qui le bon vouloir des financiers étran-

gers est le remède nécessaire à une relance de l'économie, a regretté que d'autres pays aient pu arracher des conditions plus généreuses que celles accordées à son gouvernement : « Ne nous couvrons pas la tête de honte, car cette honte n'est pas la nôtre. Nous nous engageons cependant à ne plus jamais laisser le patrimoine national en pâture à ces nobles maisons qui ont montré le vrai visage des finances étrangères ».

L'heure de la consécration démocratique a donc été celle du bilan économique, parfois alarmant. Selon M^{me} Aquino, la dette étrangère, qui était de 26,3 milliards de dollars au moment de son accession à la présidence, s'élève aujourd'hui à plus de 28 milliards. Comme naguère, près de la moitié des exportations seront vouées au service de la dette pour plusieurs années à venir.

Tout n'est pas noir cependant. Le pays a enregistré pour la première fois en deux ans une légère croissance du PNB (1,5 %) ; puis, grâce à la chute des prix du pétrole et au calme relatif du marché interne, l'inflation a pu être maintenue autour de 1 %, les investissements ont grimpé de 23 %, le chômage (environ 12 % de la main-d'œuvre soit 2,6 millions de Philippines) a

légalement baissé. Les réserves en devises (2,4 milliards de dollars) peuvent couvrir cinq mois d'importations alors que les exportations ont vu leur volume s'accroître de 21,7 %. Mais, malgré un bilan d'activité sociale et médicale stimulant, M^{me} Aquino a admis qu'il faudrait encore longtemps pour que le niveau de vie des Philippines s'élève au point qu'on puisse envisager la fin de l'insurrection communiste.

Dans l'immédiat, selon elle, seules les armes peuvent acheter le répit nécessaire. Ainsi, malgré un budget militaire en régression (1,25 % du PNB contre 2 % en 1986), M^{me} Aquino a demandé à ses militaires d'en faire plus. En particulier, elle voudrait que ses soldats se montrent plus efficaces dans leurs patrouilles et saisissent « toutes les occasions pour livrer combat ». Elle a réitéré sa promesse d'en finir avec toutes les insurrections, par la force si nécessaire, avant la fin de son mandat en juin 1992.

Le Parlement sera en principe un parfait outil de travail pour la présidente. A la Chambre des représentants, elle dispose d'une majorité de près de 60 % des élus : sur 187 sièges attribués, (133 sont encore en litige), la « Coalition Cory » a un rem-

port 127. Vingt-cinq autres députés s'étaient présentés comme indépendants, et l'opposition de droite ne déient qu'une trentaine de fauteuils (y compris les 9 élus se réclamant du Kilusang Bagong Lipunan de M. Marcos). L'extrême-gauche, qui avait présenté une centaine de candidats, n'a que deux sièges. On a par ailleurs noté la faiblesse de la formation politique Unidun affiliée au vice-président Salvador Laurel.

Lorsque les législatives auront permis de proclamer les élus pour ceux des deux cent sièges en suspens, le chef d'Etat nommera vingt-cinq autres membres qui représenteront les secteurs socioprofessionnels. Au Sénat, la présidente a un monopole de fait. Sur les vingt-trois des vingt-quatre sièges prévus par la Constitution, vingt-deux étaient candidats sur la liste présidentielle, et l'unique opposant, l'acteur de cinéma Joseph Estrada, semble maintenant se rapprocher du courant majoritaire.

Le grand espoir de l'opposition de droite, M. Juan Ponce Enrile, ancien ministre de la défense, reste pour le moment absent : la commission électorale, quarante-huit heures avant l'inauguration du Parlement, a en effet ordonné un redoublement de plusieurs milliers d'urnes, suite à un litige avec l'ancien ministre du travail, M. Augusto Sanchez.

JIM GORDON-BATES.

Diplomatie

Dernier obstacle à la conclusion d'un accord sur les euromissiles

Le problème des Pershing-1A allemands divise la coalition au pouvoir à Bonn

Comme tous les dossiers touchant à la sécurité ou au désarmement, celui des Pershing-1A divise la coalition au pouvoir à Bonn. Ces soixante-douze missiles, qui ont déjà plus de vingt ans, vont passer au rebut en 1991. Pour l'heure, ils font figure de dernier obstacle à la conclusion par les Etats-Unis et l'URSS d'un accord de désarmement des systèmes nucléaires à portée intermédiaire.

(MM. Gucrasimov, Faline, Kar-pov) qui ont aussi l'avis de le bâton auprès des médias de RFA.

« Vous manifestez des velléités de devenir une puissance nucléaire ? dissuade ces vaines. Ce projet est évidemment inadmissible, même pour le camp occidental. Vous risquez de faire échouer un accord de paix ». Des arguments efficaces auprès d'une opinion publique très majoritairement pro-désarmement, quand elle n'est pas franchement pacifiste.

BONN
de notre correspondant

M. Woerner et les « casques d'acier »

Messner veut en effet que la liquidation des ogives nucléaires de ces Pershing-1A soit partie intégrante de la solution « double zéro » à laquelle les deux Super-Grands s'efforcent de parvenir. Washington a répondu qu'il n'était pas question de mettre ces systèmes sur la table des négociations de Genève. Ils n'ont pas leur place dans ce forum strictement « soviéto-américain », puisqu'il s'agit de « systèmes coopératifs », selon l'expression du conseiller du président Reagan pour les questions de sécurité, M. Frank Carlucci.

Les Pershing-1A, d'une portée de 741 kilomètres, appartenant à l'armée de l'air ouest-allemande. Leurs têtes atomiques sont sous clé américaine. Le gouvernement a plusieurs fois manifesté haut et fort son attachement à ces armes et sa volonté de les conserver. Lorsqu'il avait finalement accepté, le 4 juin dernier, la solution « double zéro », M. Kohl avait indiqué que Bonn ne se résolvait à une perspective de désarmement — qui, selon lui, réduisait sa sécurité — qu'à la condition que les 1A soient exclus des négociations de Genève.

Entre-temps, il y a eu la visite du président von Weizsäcker à Moscou et les perspectives de rapprochement germano-soviétique qu'elle a ouvertes. Il y a eu aussi l'embellie inter-allemande avec l'annonce de la visite de M. Honecker (qui a offert pour l'occasion une amnistie aux Allemands de l'Est) en RFA en septembre. Il y a eu enfin des déclarations de M. Kohl, un des plus hauts responsables soviétiques

Du coup, les signes de fléchissement se multiplient à Bonn. Seuls demeurent intraitables le ministre de la défense, M. Manfred Woerner, et ceux qu'on appelle les « casques d'acier » parmi les unions chrétiennes (CDU de M. Kohl et CSU bavaroise de Franz Josef Strauss). L'allié libéral (FDP), conduit par le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui a imposé au chancelier le « double zéro », a rapidement fait savoir que les vieilles fusées Pershing-1A ne méritaient pas, à ses yeux, qu'on leur sacrifie l'accord soviéto-américain. Cette opinion gagne du terrain au sein de la CDU et, affirme-t-on de sources informées, à la chancellerie fédérale.

M. Kohl, parti en vacances en Autriche, sous le coup du mal à trancher une nouvelle fois contre M. Woerner et ses coéquipiers. Ce dernier ne lui a laissé qu'une porte ouverte : les Pershing-1A disparaîtront à la condition que la RFA soit assurée d'une « sécurité égale ou même supérieure ». Il ne relèverait pas de l'autorité des seuls Etats-Unis, mais de celle de l'alliance atlantique dans son ensemble, et il crédibiliserait la défense ouest-allemande. Il ne s'agit pas de se pencher sur les armements qui demeurent en jeu après l'entrée en vigueur de l'accord soviéto-américain : les missiles à courte portée moins de 500 kilomètres) et les troupes conventionnelles. Comme le dit encore M. Woerner, il faut utiliser les soixante-douze Pershing-1A contre la « capacité d'invasion » du camp soviétique. — (Indrim.)

MM. Hernu et Messmer favorables au stationnement de bombes à neutrons françaises en Allemagne fédérale

Deux anciens ministres français de la défense, MM. Charles Hernu et Pierre Messmer, se sont prononcés pour le stationnement de bombes à neutrons sur le sol de l'Allemagne fédérale au cas où celles-ci seraient fabriquées en série, et pour la remise de leur clef, c'est-à-dire la possibilité de les utiliser, entre les mains de Paris et de Bonn.

Dans le cas où les missiles français, de 340 km de portée, qui doivent remplacer les Pluton (120 km de portée), sont employés comme porteurs de la bombe à neutrons, ils doivent être stationnés sur le sol allemand, a affirmé M. Hernu dans un entretien au journal ouest-berlinois Tagesspiegel. « Si l'état de la place du gouvernement français, je n'hésiterais pas à en confier, le temps venu, la clef à Bonn et à Paris », a-t-il ajouté.

Dans une interview au même journal, M. Messmer s'est prononcé pour des négociations franco-allemandes sur la « solution de la double clef » au cas où « les missiles atomiques tactiques français de type Pluton ou Hadès seraient stationnés en RFA ». Selon M. Messmer, « la mise en place de la bombe à neutrons représenterait la solution du dilemme entre les exigences militaires françaises et ouest-allemandes ».

« D'un côté, elle permettrait d'aller à la rencontre du désir du chancelier Helmut Kohl, qui dit que la RFA ne doit pas être détruite, car la bombe à neutrons n'est pas une arme de destruction massive, et, d'un autre côté, elle traiterait la renouveau du désir de la France, qui estime ne pas pouvoir engager son armée sur le sol allemand sous armes nucléaires tactiques », a conclu M. Messmer.

A Vienne

L'OTAN a présenté son projet de négociation sur le désarmement conventionnel

Vienne (AFP). — Les seize pays de l'OTAN ont présenté lundi 27 juillet à Vienne aux sept pays du pacte de Varsovie un projet de mandat pour des négociations sur le désarmement conventionnel de l'Atlantique à l'Oural.

Cette proposition a été présentée lors de la séance hebdomadaire des consultations informelles que les vingt-trois pays des deux alliances militaires tiennent à Vienne depuis le 17 février dernier, en marge des travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), pour fixer un mandat de négociations.

Le projet de l'OTAN précise que ces négociations relatives à la « stabilité conventionnelle » se dérouleront dans le cadre du processus de la CSCE, mais que seuls les vingt-trois pays des deux alliances y participeront. L'objectif de ces négociations doit être, selon l'OTAN, l'élimination de la capacité de lancer une attaque surprise et de déclencher une action offensive de grande envergure.

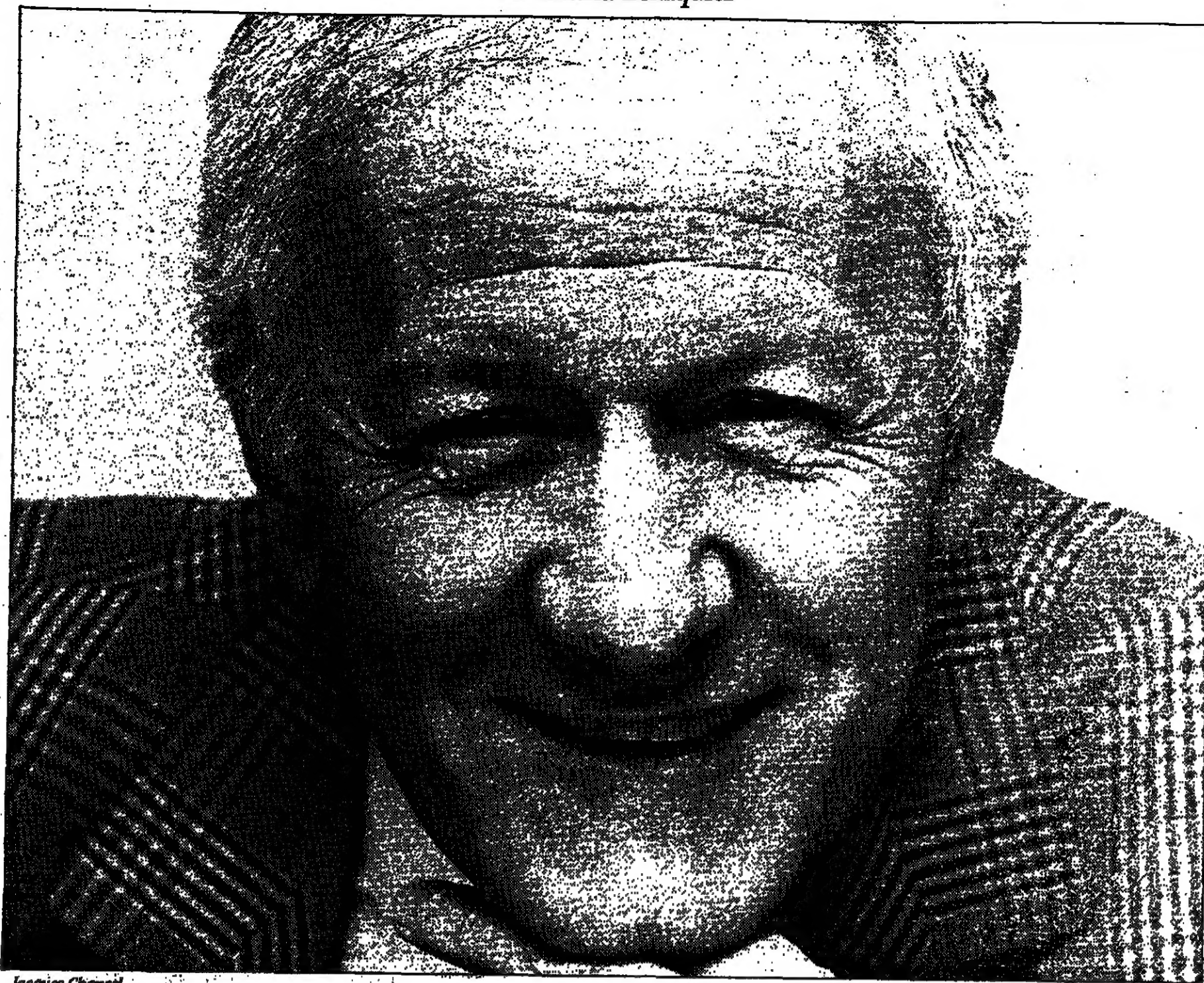
Toujours selon le projet occidental, les forces à prendre en considération seront les forces classiques des participants basés à terre. Les armes nucléaires, les forces navales et les armes chimiques seront

excluses de cette future négociation. Les pays de l'OTAN sont sur ce point en désaccord avec ceux du pacte de Varsovie, qui, dans leur projet de mandat présenté à Vienne le 22 juin dernier, proposaient d'inclure dans les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe les armes nucléaires tactiques de portée inférieure à 500 kilomètres.

Quant au choix de la ville dans laquelle devraient se dérouler ces futures négociations sur le désarmement conventionnel, les avis divergent au sein de l'OTAN. Un responsable des Etats-Unis a indiqué que les Américains « aiment bien Vienne », mais la France, qui est fermement opposée à ce que cette nouvelle négociation ait lieu dans la ville où se sont déroulées, sans succès depuis quarante ans, les négociations sur une réduction des forces conventionnelles en Europe centrale (MBFR), préfère Genève.

Une réponse officielle du pacte de Varsovie au projet de mandat de l'OTAN est généralement attendue à la reprise, le 28 septembre, à Vienne, de ces consultations informelles entre les deux alliances qui ont été ajournées lundi pour la pause de l'été. — (AFP.)

-Le Grand Echiquier-



Jacques Chancel

*Avant le "Grand Echiquier"
tout le monde croyait que Rachmaninov
était une marque de vodka.*

Passion du spectacle, passion du cinéma, passion de l'information et du reportage,
passion de la musique et de la chanson. Sur Antenne 2, nous faisons ce que nous
aimons, et quand on aime vraiment ce que l'on fait, on le fait bien, avec passion.



Antenne 2. Profession Passion.

هكذا من الامل

Proche-Orient

La crise franco-iranienne et la guerre du Golfe

Dix jours après la rupture, Paris et Téhéran annoncent que l'Italie et le Pakistan représenteront leurs intérêts respectifs

Dix jours après la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran, la France et l'Iran ont annoncé, lundi 27 juillet, qu'ils étaient convenus de confier la défense de leurs intérêts respectifs à l'Italie et au Pakistan. Du côté français, cette annonce est contenue dans un communiqué du ministère des affaires étrangères. Radio Téhéran a fait pour sa part la même annonce, sans faire de commentaire ni citer de sources.

L'accord en ce sens avait été annoncé comme « imminent » dès mercredi dernier par le porte-parole du Quai d'Orsay. Il a cependant fallu cinq jours pour qu'il soit officialisé, permettant ainsi le démarrage des « discussions très concrètes », selon les termes employés par le porte-parole.

Le communiqué du Quai d'Orsay précise : « Après la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran, et à la suite des conversations ayant eu lieu, ainsi que des accords intervenus en ce qui concerne l'acceptation des deux Etats tiers protecteurs, le gouvernement de la République italienne assure désormais la protection des

intérêts de la République française en Iran et le gouvernement de la République islamique du Pakistan assure désormais la protection des intérêts de la République islamique d'Iran en France. »

Parmi les modalités pratiques que les deux « Etats tiers protecteurs » vont négocier pour leurs « protégés » figure la possibilité – sur laquelle Paris et Téhéran semblent d'accord – de laisser des représentants nationaux de chaque pays dans leurs « sections d'intérêts » respectives, sous couvert des deux ambassades choisies.

Ces représentants – qui peuvent être choisis parmi les diplomates se trouvant actuellement dans les deux missions diplomatiques française et iranienne, mais pas nécessairement – devront jouir de l'immunité diplomatique accordée par le pays hôte.

Les ambassadeurs d'Italie et du Pakistan, qui pourront rendre visite aux membres des ambassades qu'ils « protègent », – comme l'a déjà fait mardi dernier à Téhéran le chef de la mission diplomatique italienne, – devront bien entendu négocier la date et les modalités du départ des membres de ces ambassades.

La France a déjà fait savoir qu'elle n'abandonnerait pas son exigence de voir M. Gorji se présenter devant la justice et qu'il était hors de question pour elle d'accepter un quelconque « troc » entre le traducteur iranien, réfugié dans son ambassade depuis plus d'un mois et ne jouissant pas de l'immunité diplomatique, et M. Torri qui, lui, possède le statut de diplomate. Pour sa part, l'homme d'affaires irakien M. Wahid Gorji répondit à la convocation de la justice française sans que le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran ne soit entendu par la justice iranienne.

« Ou bien tous deux seront jugés ou bien aucun, pour que l'affaire soit réglée », a-t-il dit.

Le président du Parlement islamique a souligné que l'Iran n'avait jamais souhaité cette rupture. A propos des accusations d'espionnage portées contre le diplomate français, M. Paul Torri, M. Rafsanjani a estimé que les conditions étaient mûres pour lancer une enquête sur

les « crimes » de cette personne et « d'autres officiels français ».

« Aussi longtemps que le gouvernement français ne renoncera pas à sa politique hostile à l'égard de nos positions, les relations entre Téhéran et Paris ne deviendront pas amicales et nous n'avons aucune raison d'aider la France au Liban », a conclu M. Rafsanjani.

Pierre LaFrance, le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Téhéran, a quitté la mission diplomatique durant quelques heures, lundi après-midi, pour aller subir des examens médicaux dans un hôpital iranien.

M. LaFrance, a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay, avait souffert durant le week-end de douleurs qui se sont cependant révélées sans gravité. Le chargé d'affaires a regagné l'ambassade après avoir subi ces examens.

Par ailleurs, le bébé de quelques semaines de M. et M^{me} Paul Torri (le premier secrétaire de l'ambassade accusé d'espionnage par les Iraniens) a pu sortir lui aussi quelques heures dans les bras de sa nurse iranienne, également pour des examens médicaux. – (AFP.)

Le président Khamenei menace d'utiliser les missiles sol-sol contre le Koweït

« L'Iran utilisera des missiles sol-sol et tous les moyens à sa disposition dans le cadre de sa politique de représailles contre le Koweït », si ce dernier poursuivait ses « actes de malveillance » dans le Golfe, a déclaré lundi 27 juillet le président iranien, l'homme d'affaires Ali Khamenei, à l'issue d'une réunion du Conseil supérieur de soutien à l'effort de guerre.

Dans cette déclaration, le président Khamenei a désigné le Koweït comme le « cible » de l'Iran, en tant que « seul pays de la région qui défend ouvertement le régime irakien et le soutient dans cette guerre ». « Nos possibilités militaires, a-t-il dit, sont diverses et multiples, nos ennemis les ignorent, ils n'en ont qu'une idée assez vague ».

Confirmant les propos tenus précédemment par l'homme d'affaires Rafsanjani, M. Khamenei a déclaré que désormais « toute attaque contre les installations pétrolières iraniennes déclencherait une riposte, l'Iran se réservant le droit à la réciprocité ». M. Rafsanjani a d'ailleurs réaffirmé lundi sa menace en la précisant : « Si l'ennemi frappe les pétroliers, a-t-il dit, nous riposterons contre des pétroliers ».

S'il frappe nos terminaux pétroliers et nos puits de pétrole, nous riposterons de la même manière. »

A Washington, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a affirmé lundi que si l'Iran n'acceptait par rapidement un cessez-le-feu général, son pays pourrait reprendre ses attaques contre les convois maritimes dans le Golfe, stoppés depuis douze jours. Il a ajouté que ce serait « à l'initiative » des Iraniens que d'accepter « une application partielle » de la résolution des Nations unies qui appelle à un arrêt total des hostilités dans cette partie du globe.

M. Tarek Aziz n'a pas précisé combien de temps son gouvernement était prêt à attendre une réponse de Téhéran à l'invitation des Nations unies, mais a affirmé que Bagdad souhaitait ce délai « le plus court possible ». Le chef de la diplomatie irakienne qui venait de rencontrer son collègue américain, M. George Shultz, pendant 35 minutes, puis le secrétaire d'Etat adjoint Richard Murphy pendant une heure, a qualifié ces entretiens d'« amicaux et utiles ». Il a notamment remercié le gouvernement américain pour son rôle dans l'adoption de la résolution des Nations unies. Selon M. Aziz, l'Iran essaie d'« intimider pour parvenir à une solution de bric et de broc ou à un arrêt partiel des activités dans le Golfe, ce qui lui permettrait de continuer la guerre, de continuer l'invasion de notre territoire ».

Lundi après-midi, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, avait indiqué que l'objectif du gouvernement américain « était d'inciter les deux parties en présence à accepter et à se conformer à l'intégrité de la résolution des Nations unies ». Celle-ci, a-t-il souligné, appelle à un cessez-le-feu sur terre, dans les airs et sur mer. M. Redman a d'autre part, relevé que si le gouvernement de Téhéran avait critiqué à plusieurs reprises la résolution des Nations unies, il ne l'avait jamais formellement rejetée.

En tous les cas, l'Iran Khomény est prêt à mener la lutte jusqu'au bout. Répondant lundi les commandants des gardiens de la révolution, il les a encouragés à poursuivre la bataille dans le Golfe pour préparer la chute de l'hérésie. « Dieu, a-t-il dit, préparera le terrain pour la chute de l'hérésie. C'est Dieu qui vous donnera cette force pour que vous arriviez à ce but. » – (AFP-Reuters.)

Après les déclarations de M. Genscher

L'Irak prend des mesures de rétorsion contre Bonn

L'Irak a annulé la réunion de la commission économique mixte germano-irakienne prévue début août, à Bonn, et interrompu les négociations en cours avec des firmes ouest-allemandes pour protester contre les récentes déclarations du chef de la diplomatie de RFA, M. Hans-Dietrich Genscher, sur le conflit irano-irakien.

M. Genscher avait déclaré, vendredi, au lendemain de la visite à Bonn du ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, que l'Irak avait commencé la guerre avec l'Iran, réaffirmant ainsi une position qui a toujours été celle de la RFA et de la plupart des pays occidentaux. M. Genscher avait, en outre, déploré qu'au cours de cette « terrible guerre », les Irakiens aient fait usage de gaz toxiques.

La décision irakienne constitue un revers pour Bonn, qui s'efforce de jouer un rôle de médiateur dans le conflit du Golfe. La RFA est l'un des rares pays occidentaux qui entretiennent des relations normales avec les deux belligérants, et M. Genscher a souvent souligné l'influence modératrice de son pays. « Le gouvernement de la RFA observe une stricte neutralité dans la guerre entre l'Iran et l'Irak », a affirmé le secrétaire d'Etat ouest-allemand aux affaires étrangères, M. Juergen Rühfus, lors d'un entretien récent avec l'ambassadeur d'Irak en RFA, M. Abdelrazzak Kassim El Hashimi. Selon M. Rühfus, « le gouvernement fédéral ne s'est jusqu'ici pas prononcé

sur le fait de savoir qui était le responsable du déclenchement de la guerre ». Il a ajouté que « la RFA, en tant que membre de l'ONU, s'était engagée à fond pour l'application de la résolution du Conseil de sécurité ordonnant aux deux belligérants de conclure un cessez-le-feu ».

De source diplomatique à Bonn, on précise que les négociations interrompues par l'Irak portaient sur des contrats avec les firmes Mannesmann et Strabag (métallurgie, machines-outils) pour d'importants projets de construction en Irak. De même source, on n'exclut pas que l'Irak prenne d'autres mesures contre la RFA. L'Irak a importé en 1986 pour 1,4 milliard de deutschemarks de la RFA et exporté vers ce pays pour 227,5 millions de deutschemarks. – (AFP, Reuters.)

● Les exportations pétrolières de l'Irak. – L'oléoduc reliant les champs pétroliers irakiens de Kirkouk au port turc de Yumurtalik, sur la Méditerranée, a atteint, lundi 27 juillet, la capacité de 1,5 million de barils par jour, a déclaré le ministre irakien du pétrole, M. Essam Abdel Rehim Al-Jalabi. Il a indiqué que les travaux d'élargissement du pipeline irako-turc « permettront désormais d'augmenter de 500 000 barils par jour les exportations de l'Irak ». M. Al-Jalabi avait indiqué en mai que les exportations pétrolières de l'Irak avaient dépassé le cap de 2 millions de barils/jour. – (AFP.)

Les suites du détournement du DC-10 d'Air Afrique

Nouvelles menaces des Cellules vertes contre la Suisse

L'organisation clandestine des Cellules vertes a réclamé à nouveau, lundi 27 juillet à Beyrouth, la libération immédiate de Hussein Hariri, le pirate de l'air libanais arrêté vendredi à Genève, et a menacé les autorités suisses de représailles si elles ne s'exécutaient pas.

Dans un appel téléphonique à une agence de presse occidentale, un interlocuteur a affirmé que « les Cellules vertes savent parfaitement où et quand elles frapperont les intérêts suisses et exigent la libération immédiate du moudjahid (combattant de la foi) Hussein Hariri ».

Dans ce nouvel appel, l'organisation a précisé qu'elle ne s'attaquerait pas aux employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au Liban, « en raison du caractère humanitaire de leur mission, notamment vis-à-vis de nos frères dans les prisons israéliennes ».

« Nous demandons au CICR, qui nous est venu en aide à Ansar (le camp de détention établi par Israël lors de son occupation du Liban sud) et dans la prison d'Adit (au nord d'Israël), de ne pas craindre notre organisation et à ses employés de se déplacer librement partout au Liban », a ajouté l'interlocuteur.

Vingt-huit délégués suisses du CICR se trouvent actuellement au Liban, selon le responsable de cette organisation à Beyrouth, M. Dominique Gros.

Le Comité international de la Croix-Rouge a fait savoir lundi qu'il ne communiquera pas aux autorités judiciaires helvétiques le dossier de Hussein Ali Mohammad Hariri.

Un porte-parole du CICR à Genève a déclaré que « seul l'intérêt ou une personne régulièrement mandatée par l'intérêt » pouvait consulter le dossier établi par l'orga-

nisation humanitaire. Selon le porte-parole, « il s'agit d'un dossier concernant des données purement liées à la détention de M. Hariri ».

Des doutes planaient toujours lundi soir à Genève sur la véritable identité du pirate de l'air et les autorités judiciaires suisses n'avaient pas déterminé devant quelle juridiction serait traduit le jeune homme, actuellement détenu dans une prison genevoise. – (AFP.)

● ÉTATS-UNIS : pas de cour martiale pour le commandant du Stark. – Le capitaine de frégate Glenn Brindell, qui commandait le Stark, le navire touché par deux missiles irakiens le 17 mai, dans le Golfe, ne sera pas traduit en cour martiale, en dépit d'une recommandation en ce sens d'une commission d'enquête. A la suite de l'envoi d'une lettre de réprimande par un hiérarchiste, le capitaine a accusé de prendre sa retraite. – (AFP.)

Amériques

PANAMA : l'aggravation de la crise

Le général Noriega engage l'épreuve de force avec l'opposition

La crise politique s'aggrave à Panama, où le gouvernement a fait arrêter, le lundi 27 juillet, l'ancien chef d'état-major, le colonel Diaz Herrera. A la suite de la fermeture de trois journaux d'opposition, les États-Unis ont appelé les autorités à cesser d'entraver la liberté de la presse.

PANAMA de notre envoyé spécial

La tension est montée de plusieurs crans au Panama, lundi 27 juillet, premier jour de la grève générale décrétée par l'opposition et massivement suivie par la population. La décision des autorités de donner l'assaut à la résidence du colonel Roberto Diaz Herrera, à l'origine de la crise politique qui secoue le pays depuis le début du mois de juin, a cependant permis au gouvernement de reprendre l'initiative.

Les forces armées ont reçu l'ordre d'occuper les locaux des trois quotidiens d'opposition, *La Prensa*, *El Siglo* et *El Extra*, qui n'ont pu paraître lundi. Les chaînes de télévision et les stations de radio n'ont pas échappé au couperet : elles sont dorénavant soumises à un décret datant de 1962 qui les fait passer sous le contrôle de l'Etat.

Après plusieurs semaines d'indécision, le général Manuel Antonio Noriega, commandant des forces de défense et « homme fort » du Panama, a opté pour la manière forte. Aux petites heures du matin, deux hélicoptères ont lâché d'importantes quantités de gaz lacrymogène sur la résidence du colonel Diaz

Herrera située dans un quartier huppé de la capitale. Selon la version officielle, l'ancien chef d'état-major des forces armées s'est rendu compte qu'il était encerclé. Quarante-cinq personnes ont été arrêtées sur les lieux, dont une journaliste panaméenne. Selon des informations non confirmées, les prisonniers auraient été transférés sur l'île de Contadora située dans l'océan Pacifique, à environ 75 kilomètres de la côte panaméenne.

« Ni morts, ni blessés »

Les rumeurs les plus folles ont circulé toute la journée sur le sort réservé au colonel et aux membres de sa famille qui avaient transféré leur résidence en véritable forteresse gardée par quelques dizaines d'hommes bien armés. Selon ces rumeurs, le colonel et son fils âgé de quinze ans, ainsi que quatre autres personnes, avaient été tués au moment de l'assaut. Les autorités ont finalement publié un communiqué affirmant qu'il n'y avait eu « ni morts ni blessés » et que tous les détenus étaient « en bonne santé ».

Le quotidien du soir pro-gouvernemental, *la Republica*, a publié une photo montrant le colonel en pyjama et son fils au moment de leur arrestation. Ainsi se termine pour le colonel Diaz Herrera la partie de bras de fer qu'il avait engagée avec le général Noriega, le 8 juin dernier, lorsqu'il l'avait accusé publiquement de fraude électorale, de meurtre d'un ancien ministre, Hugo Spadafora, et d'avoir « planifié » l'accident d'avion qui coûta la vie en 1981 à l'ancien homme fort du Panama, le général Omar Torrijos.

Ces accusations, renforcées par des informations en provenance de Washington, ont provoqué une crise politique sans précédent dans ce petit pays d'Amérique centrale de deux millions d'habitants.

La crise a des répercussions sur les relations avec les États-Unis, qui souhaitent le départ du général Noriega. Les milieux d'affaires, qui n'ont jamais accepté le régime populiste mis en place en 1968 à la suite d'un coup d'Etat, ont pris la tête du mouvement de contestation. De nombreux secteurs de la société, en particulier les classes moyennes, ont emboîté le pas. Plus d'une centaine d'organisations patronales, politiques, syndicales et religieuses ont créé un mouvement, la Croisade civique, qui, depuis plus de sept semaines, tente d'obtenir par des moyens pacifiques le départ du général Noriega et l'organisation d'élections libres.

Une grève très suivie

Les manifestations sur la voie publique ayant été interdites par un décret promulgué le 7 juillet, la Croisade civique a déclenché une grève générale de quarante-huit heures qui devait se poursuivre mardi. Contrairement aux informations totalement fantaisistes des journaux gouvernementaux et des radios officielles qui proclamaient lundi l'« échec de la grève de l'oligarchie », l'immense majorité et, dans certains quartiers, la totalité des commerces étaient fermés. Les rues étaient désertes et quelques rares autobus circulaient. Lundi, Panama était une ville morte.

Du moins jusqu'à ce que, vers 15 h 30, heure locale, un immense

convoi de quelque deux mille voitures particulières envahisse soudain les grandes artères de la capitale, en particulier dans le quartier bancaire, haut lieu de la contestation contre le régime. Il s'agissait, cette fois, de partisans du général Noriega, qui, reprenant les méthodes de leurs adversaires, avaient décidé de faire une démonstration de force. Conspuant les États-Unis, lixionneux ainsi que les couleurs – bleu, blanc, rouge dans les deux cas – du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) au pouvoir, les manifestants ont défilé pendant environ deux heures.

Au même moment, conformément au mot d'ordre de la Croisade civique, les adversaires du régime, qui étaient restés chez eux, tapaient sur des casseroles. Mais, pour une fois, les amis du général Noriega ont réussi à faire plus de bruit.

La polarisation a atteint un niveau tel au cours des derniers jours que le dialogue entre les deux camps risque de devenir encore plus difficile. Les autorités ont pour l'instant eu recours davantage à l'intimidation qu'à la violence (il n'y a eu « que » trois morts en cinquante-deux jours d'agitation). Mais les dirigeants de l'opposition se terrent par crainte d'être arrêtés, certains d'entre eux changeant régulièrement de domicile.

Les lignes téléphoniques de plusieurs personnalités ont été coupées et la suspension des journaux d'opposition risque de limiter encore davantage leur marge de manœuvre face à un pouvoir qui a décidé de réagir avec vigueur.

BERTRAND DE LA GRANGE.

ISRAËL : le procès de Demjanjuk

« Je n'ai jamais été à Treblinka »

JÉRUSALEM de notre correspondant

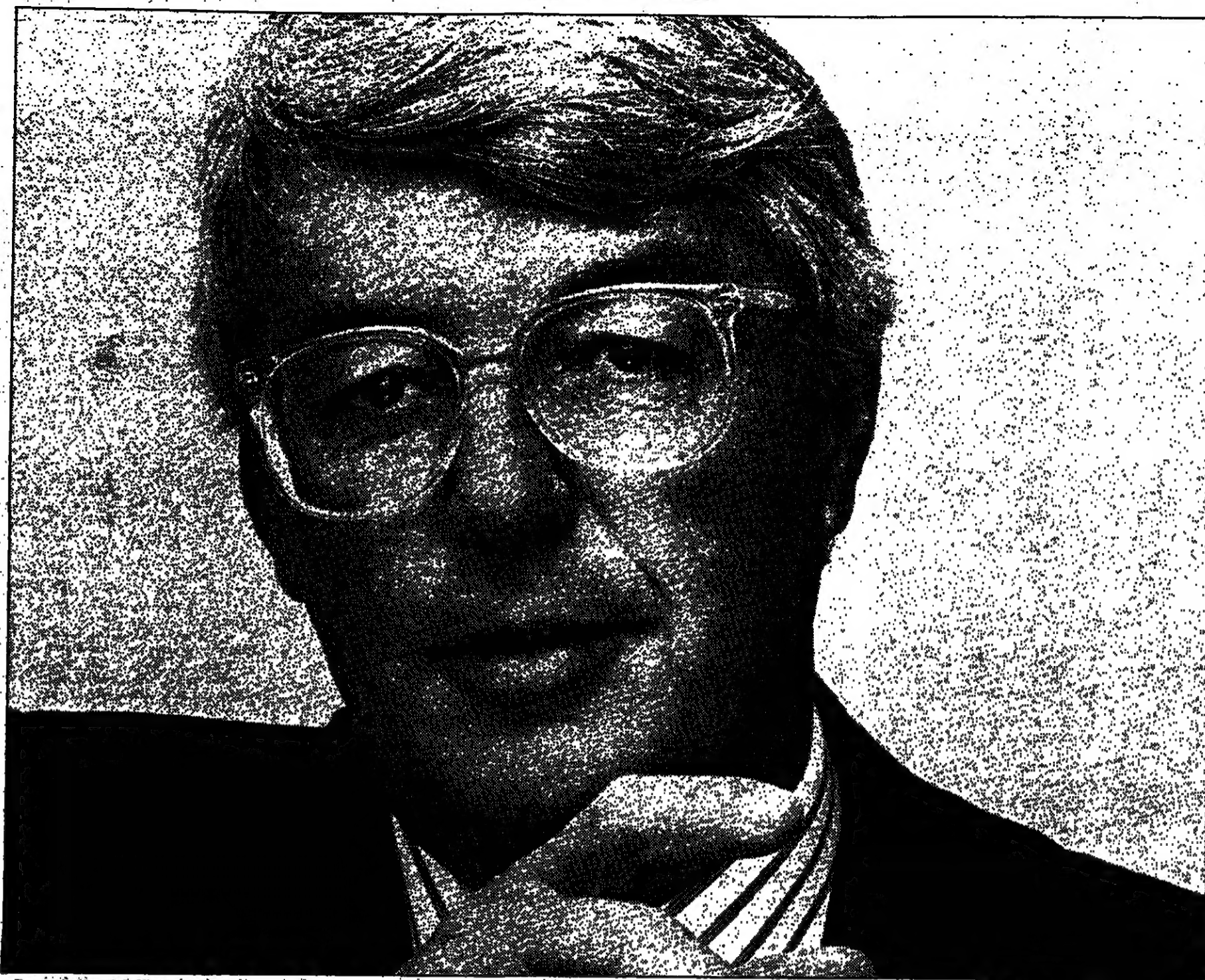
Depuis l'ouverture de son procès il y a cinq mois, John (Ivan) Demjanjuk se taisait. Il assistait presque sans broncher aux dépositions acablantes des survivants de Treblinka, des historiens et des experts. A présent, c'est son tour d'essayer de desserrer l'étau dans lequel les témoins de l'accusation l'ont enfermé. C'est ce qu'il s'est évertué à faire dès le début de son interrogatoire en affirmant : « Je n'ai jamais été à Treblinka ni à Sobibor. »

Assis au banc des accusés, John Demjanjuk a commencé lundi 27 juillet à retracer en détail, d'une voix grave, les différentes périodes de son existence : son enfance misérable en Ukraine, son enrôlement dans l'armée rouge, sa capture par les Allemands. Son témoignage devrait durer plusieurs jours. Il répond avec assurance, en ukrainien, aux questions de son avocat américain, Mr John Guil. Et lorsque ce dernier lui demande : « Avez-vous, comme l'affirme l'accusation, pris part aux atrocités qui se sont déroulées à Treblinka ? », il s'exclame en s'adressant aux juges : « Je vous en prie, croyez-moi, ne me mettez pas une corde autour du cou pour les actions d'un autre. Depuis le début du procès, je vis dans la hantise de Treblinka. Je compare profondément avec le peuple juif et avec ce que les nazis lui ont fait. »

Si John Demjanjuk n'est pas « Ivan le Terrible », si, comme il le prétend, « il y a erreur sur la personne », où se trouvait-il entre juillet 1942 et septembre 1943 ? Il s'agit de la période controversée de sa biographie. Selon l'accusation, durant ces quatorze mois il a d'abord subi un entraînement d'audilaire SS au camp de Trawniki, puis a été envoyé à Treblinka, où il actionnait les moteurs des chambres à gaz. Au cours de l'audience de lundi, John Demjanjuk a présenté sa propre version selon laquelle il a passé toute cette période dans un camp de prisonniers à Chełm, en Galicie, avant d'être enrôlé en Allemagne dans l'armée de libération du général Vlassov.

Cette version pourra-t-elle être étayée par d'autres témoignages ou, au contraire, volera-t-elle en éclats au cours du contre-interrogatoire ? Le procès Demjanjuk est en tout cas entré dans une phase décisive. M. Yoram Shefiel, l'avocat israélien d'« Ivan le Terrible », se fait fort de prouver que son client est victime d'une véritable cabale. Il a, en effet, accusé à la fois le KGB (en remontant aux crimes de Staline) et le ministère américain de la justice de fournir de faux documents ou de dissimuler des faits afin de faire passer son client pour « Ivan le Terrible ». Ce qui lui a valu cette remorque sarcastique d'un des juges : « Si telle est votre ligne de défense, vous êtes en difficulté. » (Interim.)

-l'Heure de Vérité-



François-Henri de Virieu.

*Dépassionner les débats
en les gardant passionnants.*

Passion du spectacle, passion du cinéma, passion de l'information et du reportage,
passion de la musique et de la chanson. Sur Antenne 2, nous faisons ce que nous
aimons, et quand on aime vraiment ce que l'on fait, on le fait bien, avec passion.



Antenne 2. Profession Passion.

هكذا من الأفضل

Enquête

Les avatars de la politique française L'engrenage franco-iranien

(Suite de la première page.)

Les dirigeants et les commentateurs iraniens, eux, ne l'ont jamais caché à qui prenait la peine de ne pas se boucher les oreilles.

Tout a déjà été écrit sur les origines de l'engagement français aux côtés de l'Irak, définitivement scellé par M. Chirac lors de son voyage à Bagdad, fin 1974, puis lors de la visite de M. Saddam Hussein — il n'était alors que le numéro deux de la « révolution » irakienne — à Paris, en septembre 1975. Le premier ministre de M. Giscard d'Estaing, connu pour ne pas lésiner sur l'émotivité, n'y va pas de main morte puisqu'il lance alors au visiteur qui n'a déjà pourtant rien d'un pur démocrate : « Vous êtes mon ami personnel. Soyez assuré de mon estime, de ma considération et de mon affection. »

Deux mois plus tard, Paris et Bagdad vont signer un accord de coopération sur l'énergie nucléaire pacifique, celui-là même qui conduira Israël, en juin 1981, à détruire la centrale nucléaire de Tammuz, dans la banlieue de Bagdad. Une polémique, depuis, oppose M. Chirac et M. Giscard d'Estaing pour savoir qui est vraiment responsable d'une démarche sans doute aventureuse. Elle est de peu d'intérêt en ce qui concerne notre sujet puisqu'elle ne relève que de préoccupations de politique intérieure.

L'heure de vérité

Après 1975, les signatures de contrats en tout genre ne cessent plus. Seuls quelques esprits grincheux y trouvent à redire : ces relations fructueuses ne se déroulent-elles pas alors que l'Iran et l'Irak — les deux ennemis héréditaires — ont fini par régler sous les bons offices de l'Algérie leur querelle frontalière ? Et pourquoi la France s'inquiéterait-elle de la chute du chah ? N'est-ce point M. Giscard d'Estaing qui avait eu la bonne idée d'accueillir en exil le nouveau maître de l'Iran ? Que cela se soit fait à la demande du chah, qui préférerait savoir son vieil ennemi à Neauphle-le-Château plutôt que dans quelque pays voisin ou en Algérie, comptait bien peu alors.

L'heure de vérité vint plus tard : en septembre 1980, lorsque

M. Saddam Hussein croit le moment propice pour attaquer l'Irak et régler des comptes vieux de plusieurs siècles. Après un moment d'hésitation, M. Giscard d'Estaing ne déçoit pas l'embargo sur les livraisons d'armes à Bagdad. Ne dit-on pas que l'Irak a toutes les chances de venir rapidement à bout d'une République islamique désorganisée, au bord du chaos et de l'anarchie ?

La victoire de M. Mitterrand à l'élection de 1981 intervient dans un tout autre contexte : le pays des mollahs a résisté beaucoup mieux qu'on ne le pensait. Les livraisons d'armes à Bagdad se sont poursuivies, et les dettes irakiennes à la France n'ont fait qu'augmenter. Qu'à cela ne tienne : hier, on s'interdisait toute interrogation sur le bien-fondé de la coopération avec l'Irak en pensant que Bagdad réglerait vite son compte à un régime islamique particulièrement dérangeant. Aujourd'hui, on allait s'interdire tout état d'âme en invoquant la nécessité d'éviter une défaite de l'Irak, d'éviter, comme devait le dire M. Cheysson, « que les Iraniens, j'allais dire les Persans, ne se lancent comme dans le passé dans de grandes conquêtes vers l'ouest ».

La première épreuve intervient en juillet 1981, lorsque, un beau jour, la France voit atterrir sur son territoire l'ancien président Bani Sadr, en rupture avec les ayatollahs, et M. Radjavi, chef de file des Moudjahidins du peuple, qui rêve de transformer l'Iran en une sorte de Corée du Nord. Instruit par le sort qui avait été réservé par Téhéran aux diplomates américains en poste dans le pays, M. Mitterrand décide le rapatriement de la plupart de nos représentants, y compris l'ambassadeur, le truculent Guy Georgy. Le président de la République a-t-il eu raison ou tort ? Bien malin qui peut le dire aujourd'hui, mais cette mesure de prudence fut particulièrement mal vécue par les autorités iraniennes.

La crise va encore s'aggraver, en 1983, lorsque Paris décide de prêter cinq Super-Etendard, armés de missiles Exocet, à l'Irak. Les dirigeants iraniens parlent

alors de cobelligérance, et, quoi qu'on en dise à Paris, leur point de vue est plus que défendable : les autorités françaises ne puisent-elles pas dans leurs stocks pour aider dans sa guerre un Etat qui n'a plus les moyens de payer son armement ? L'envoi des Super-Etendard en Irak ne coïncide-t-il pas, d'ailleurs, avec l'octroi à Bagdad d'un prêt de 1 milliard de dollars garanti par la COFACE ? C'est dans ce contexte qu'aura lieu, en octobre 1983, l'opération suicide revendiquée par le mystérieux Dihad islamique contre le quartier général du contingent français de la force d'interposition stationnée au Liban ; l'opération se soldera par une soixantaine de morts français et par le retrait, peu de temps plus tard, du contingent. Plus qu'étrange coïncidence ?

L'arrivée à la tête du ministère des affaires étrangères, en décembre 1984, de M. Roland Dumas va marquer une inflexion de la politique française face au conflit Iran-Irak. Certes, les ventes d'armes à Bagdad vont se poursuivre, mais c'est sous M. Dumas qu'a lieu la seule vente avérée, bien que démentie, d'armes françaises à l'Iran (des obus). C'est aussi sous son ministère que commence la valse des émissaires en tout genre chargés de négocier la récupération des otages français détenus au Liban. Peine perdue : les dirigeants iraniens, en grands experts, alimentent volontiers la suspense, mais se gardent bien de conclure. Parfaitement au fait des subtilités de la situation politique française, ils paraissent beaucoup plus intéressés par une défaite des socialistes aux élections de 1986 que par le règlement du contentieux franco-iranien. Entre Mitterrand le « nonant », et Chirac le « pro-iranien », ils paraissent avoir clairement choisi le second.

Conscient du préjugé favorable — encore que paradoxal — dont il jouit à Téhéran, M. Chirac va jouer d'entrée de jeu, après les élections de 1986, la carte de la normalisation avec l'Iran. Il y sera fort encouragé par son ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, extrêmement sensible au sort des otages fran-

çais. Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas M. Chirac, moins d'un mois après, d'invoquer devant la presse diplomatique, « l'Irak, notre ami et notre allié ». Commentent alors des discussions qui vont durer jusqu'à la fin de 1986, mais qui sont passablement biaisées, car chaque partie poursuit un but différent : Paris cherche avant tout la libération des otages ; Téhéran veut avant tout récupérer l'argent prêt à Eiradif par le chah, et veut que Paris adopte une position de neutralité dans la guerre du Golfe soit en suspendant ses ventes d'armes à l'Irak, soit en les étendant à l'Iran.

Au début de 1987, cinq otages — dont trois seulement sont « significatifs » pour reprendre l'expression de M. Raimond — ont été récupérés. Mais le processus de négociation paraît bloqué. D'autant plus que, à partir de mars, les enquêtes de la DST commencent à mettre à jour une certaine responsabilité iranienne dans les attentats qui avaient ensanglanté Paris au mois de septembre 1986 et que la police avait hâtivement attribués au clan Abdallah.

Un lourd bilan

Le gouvernement a le choix : soit fermer les yeux, soit poursuivre. M. Chirac donne le feu vert à M. Pasqua et à M. Pandraud pour poursuivre l'enquête qui va déboucher sur le cas Gordji et la crise actuelle. A-t-il alors clairement indiqué à son ministre des affaires étrangères que le temps de la normalisation était bien fini ? Certains le nient au quel d'Orsay. Toujours est-il que pendant quelques semaines les deux politiques vont se chevaucher, ce qui ne contribuera pas à la clarté mais qui sera mis à profit par Téhéran pour semer encore un peu plus de confusion.

Aujourd'hui, les choses sont claires, certes, mais le bilan provisoire est lourd. Le temps des épreuves non choisies dues à un engrenage non maîtrisé commence. L'opinion publique est d'autant moins incitée à s'interroger sur les conséquences du soutien inconditionnel à l'Irak que Bagdad bénéficie depuis long-



temps en France de l'appui d'un lobby puissant et très diversifié. Les organisations ouvertement pro-irakiennes comme les Amitiés franco-irakiennes, France-Irak ou le Comité de solidarité pour le Proche-Orient, ne jouent finalement qu'un rôle secondaire dans la défense des intérêts irakiens, car elles ont une action trop ouvertement propagandiste. En fait, c'est à l'intérieur de chaque parti politique — exception faite du PC — qu'on trouve d'influents responsables qui ne ménagent pas leur soutien à Bagdad. Le cas le plus connu est, bien sûr, celui de Jacques Chirac, véritablement fasciné par Saddam Hussein depuis 1974 et qui a justifié sa position, comme bon nombre d'autres gaullistes, en invoquant « la politique arabe du général de Gaulle », qui a permis de supplanter la Grande-Bretagne dans un pays considéré naguère comme une chasse gardée de la Couronne.

Les socialistes ne sont pas en reste, même s'ils ne se sont ralliés à la cause irakienne qu'après leur arrivée au pouvoir : en octobre 1980 encore, le bureau exécutif du PS fustigeait « la politique mercantile irresponsable » de M. Giscard d'Estaing et de M. Barre à l'égard de l'Irak. Moins de deux ans plus tard, bon nombre de responsables, à commencer par M. Chevènement et ses amis du CERES, vibrent pour l'Irak, dont ils vantent le carac-

tère laïque et socialiste quitte à fermer les yeux sur l'aspect autoritaire et répressif du régime. M. Joxe et Cheysson ne cachent pas non plus leurs sympathies pour Bagdad, ce qui explique aussi le traitement de faveur qui sera longtemps réservé aux Moudjahidins de M. Radjavi, dont les méthodes n'ont rien de mieux que celles des mollahs les plus expéditifs. Le moins chaud à l'égard de l'Irak est sans doute M. Jospin. M. Mitterrand n'apparaît pas non plus comme un grand enthousiaste mais il invoque volontiers « la parole de la France » et « la continuité de l'Etat », c'est-à-dire les contrats en cours, pour justifier la poursuite de la coopération avec l'Irak.

Le lobby pro-iranien a, bien sûr, des ramifications dans l'administration et dans certains milieux industriels de l'armement. Comment n'en irait-il pas ainsi ? Comment, par exemple, les firmes Dassault ou Thomson resteraient-elles indifférentes ? Et chez les « civils », Saint-Gobain, Technip, SPIE-Batignolles, tous bénéficiaires d'énormes contrats ?

Il n'empêche : l'action de ce lobby ne risquerait pas de favoriser une vraie réflexion sur l'engrenage irakien.

JACQUES AMALRIC.

Les relations avec Bagdad

Un partenaire économique paradoxal

Régulièrement réaffirmée, la « constance » de la politique de coopération avec l'Irak n'a pas évité à la France de connaître les déboires de tous les partenaires de Bagdad. Aucun pays occidental n'entend sopper les ponts avec ce pays de 15 millions d'habitants, véritable « éponge de pétrole », dont le potentiel a toujours de quoi faire rêver les investisseurs. Mais le poids de près de sept ans de guerre avec l'Iran et la chute des cours du pétrole ont remis à un horizon indéterminé les chances d'industrialisation rapide d'un Etat contraint de vivre à l'heure des restrictions.

Le président Saddam Hussein avait un temps caressé l'espoir de cumuler la politique « du beurre, des canons et de la vidéo ». Il lui a fallu déchanter. Dès 1983, le poids de la dette devenait tel que Bagdad décidait de reporter le paiement du principal jusqu'en 1988 et commençait à réduire ses projets d'investissements. L'effondrement des cours de l'or noir a accéléré le processus, alors que le pétrole assure la quasi-totalité des recettes à l'exportation et plus de la moitié du produit national brut. De 11,6 milliards de dollars en 1985, ces recettes sont tombées à 7,5 milliards un an plus tard. La remontée des cours devrait assurer cette année des rentrées de 11,5 milliards, et la barre des 14 à 15 milliards pourrait être atteinte en 1988 si les projets d'accroissement des capacités d'écoulement se concrétisent : 500 000 barils-jour supplémentaires par la voie turque, la plus sûre actuellement, 1 million de plus au cas où les négociations avec les Saoudiens aboutiraient sur le doublement de l'oléoduc de Yanbu.

Encore faudrait-il que les pays de l'OPEP continuent d'accepter de voir l'Irak dépasser largement le quota théorique de 1,6 million de barils par jour octroyé lors de la conférence de l'Organisation en juin dernier (le Monde du 30 juin). Les ventes de Bagdad représentent déjà 2 millions de barils par jour et leur plafonnement paraît difficilement compatible avec les impératifs d'un budget militaire estimé à quelque 5 milliards de dollars en 1987 ou l'achat incompressible de 6 milliards de produits alimentaires et de pièces de rechange chaque année.

L'autre contrainte, et non des moindres, est l'accumulation d'une dette dont

la partie civile est estimée entre 55 et 60 milliards de dollars, sans compter la part des pays de l'Est, fort actifs en Irak. Sur cette somme, environ 30 milliards ont été octroyés par les pays du Golfe à des conditions privilégiées : le solde, 25 à 30 milliards, représente à lui seul le meilleur produit national brut qu'ait connu l'Irak, en 1980. Autant dire que les Irakiens ont été amenés à multiplier les rééchelonnements. Avec la France, les négociations se sont déroulées en deux temps. En janvier 1987, un premier accord est intervenu permettant d'étaler sur trente-trois mois les paiements couvrant les échéances 1987 et une partie de la dette 1986 déjà rééchelonnée : au total, 400 millions de dollars sur un endettement civil de 3 milliards de dollars avec Paris.

Le problème de la dette à court terme était plus délicat et couvrait les arriérés accumulés depuis 1986. Un accord de principe est intervenu début juillet. Il pourrait alimenter un flux modeste mais plus régulier d'échanges, notamment pour les entreprises dépendant de pièces détachées françaises : à chaque remboursement irakien répondra l'ouverture d'un crédit deux fois plus élevé. Théoriquement, cette règle du deux contre un permettra à Bagdad de bénéficier de 1 milliard de francs de nouveaux prêts, cet accord de recyclage portant sur 500 millions de francs. Théoriquement, car sa mise en œuvre s'annonce malaisée. Elle pourrait malgré tout dégaier une situation commerciale peu brillante.

Le recul des exportations

Le temps où les exportations françaises représentaient bon an mal an 10 milliards de francs est bien révolu. En 1986, elles n'ont atteint que 3,39 milliards, une contraction de 44,6 % sur l'année précédente. Durant les quatre premiers mois de 1987, nouveau revers, de 53,7 % cette fois par rapport à la période correspondante de 1986. Le tableau est semblable pour les importations de produits irakiens, réduits de 67,6 % en 1986 et, pour la période janvier-avril 1987, de 58,4 %, la chute des cours du pétrole expliquant largement ce phénomène. De 3,73 milliards

de francs durant les quatre premiers mois de 1986, les échanges bilatéraux retombent ainsi à 1,55 milliard un an plus tard, Paris enregistrant un déficit de 219 millions de francs.

Ce recul, la France n'est pas le seul pays à le connaître avec l'Irak. Mais, plus que d'autres, les sociétés françaises dépendent des grands contrats et ont durablement ressenti leur quasi-disparition depuis octobre 1982. Une centaine à cette époque, elles ne sont plus que soixante-quatorze présentes aujourd'hui à se contenter essentiellement de commandes de fournitures, alors que les Japonais, les Allemands, les Italiens ou les Britanniques parviennent à pousser leur avantage sur le marché des produits finis.

Le pétrole illustre d'ailleurs jusqu'à la caricature les paradoxes des relations franco-irakiennes. Le mécanisme qui, depuis 1983, assure aux compagnies françaises 80 000 barils par jour de pétrole irakien et offrait ainsi, indirectement, une garantie de paiement des achats d'armes, n'a pu être renouvelé en juin 1986, faute d'un accord sur les prix. Depuis lors, Bagdad n'a apparemment pas manqué de clients et a renforcé ses liens, notamment avec les pays de l'Est et des pays en développement comme la Turquie mais aussi le Brésil, l'Inde ou la Corée du Sud, sous forme d'accords de trocs parés à long terme. La France quant à elle s'est retournée vers le mieux-offrant.

C'est ainsi que l'Irak, après avoir assuré 6,5 % de l'approvisionnement français en 1986, en cinquième position parmi les fournisseurs de Paris s'est retrouvé en huitième position à la fin des cinq premiers mois de 1987. Les lois économiques ayant parfois peu à voir avec celles de la diplomatie, l'Irak dans le même temps se voyait propulsé du huitième au troisième rang. Une première place n'est pas exclue en juin. Ce retournement a sa logique. Insensibles aux discrètes pressions gouvernementales exercées récemment sur les compagnies françaises, les filiales des compagnies pétrolières étrangères profitent des rabais offerts par les Irakiens pour s'approvisionner sur le marché spot. Mais il est des Irakiens de l'histoire économique dont certains gouvernements aimeraient se passer.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

En dix ans, un flot d'armes

Depuis une dizaine d'années, bien avant le début du conflit avec l'Iran en 1980, un flot d'armes françaises s'est déversé sur l'Irak. Longtemps tributaires de l'aide soviétique (un traité d'amitié et de coopération entre Moscou et Bagdad a été signé en 1972), les Irakiens ont commencé à s'intéresser à l'armement français en 1968. Il s'est alors agi d'une livraison éventuelle d'avions de combat Mirage III. Mais l'affaire resta sans suite. Les contacts furent sérieusement noués entre la France et l'Irak pendant l'année 1975. Les industriels français attribuent ce regain d'intérêt envers leur production à un double souhait de Bagdad : contrer la volonté hégémonique de l'Iran du Shah sur la région du Golfe et montrer aux Soviétiques que, sans vouloir se passer de leur assistance militaire, il ne garantissait pas pour autant une exclusivité à Moscou, dont le lobby politique pesait.

Plus concrètement, c'est à partir de 1977 que des ordres d'achats massifs ont été passés à la France par le gouvernement irakien, et c'est principalement, entre 1980 et 1982, que le commerce a atteint son apogée, lorsque les Français profitèrent, pour s'imposer, de la suspension provisoire des livraisons d'armes soviétiques à Bagdad. Durant ces années-là, on évalue à environ 50 milliards de francs le montant des transactions entre la France et l'Irak. Au point que certaines usines, notamment dans l'industrie des missiles tactiques, ont travaillé au niveau de 40 à 50 % de leur production annuelle au profit des seuls besoins de l'armée de terre irakienne.

Des problèmes financiers incessants

Aujourd'hui que les livraisons de matériels soviétiques ont repris à forte cadence, la France est demeurée la deuxième fournisseur de l'Irak.

La France vend un peu de tout à l'Irak, des armements terrestres, navals et aériens. Ce qui ne veut pas dire que le client obtient tout ce qu'il veut. Mais, avec Bagdad, les Français ont inauguré une pratique qu'ils n'ont plus rééditée ensuite : celle de prêter, temporairement, des matériels prélevés dans l'équipement de leurs forces armées nationales. On se

souvient, ainsi, de la cession, en octobre 1983, de cinq avions d'attaque Super-Etendard de la marine nationale, qui furent utilisés pour la première fois, en mars 1984, par les Irakiens contre les installations pétrolières iraniennes de Kharg.

Désormais, les avions Mirage F-1 livrés par la France à l'Irak sont en mesure d'accomplir cette mission contre les activités pétrolières iraniennes, à terre ou en mer, grâce aux missiles Exocet AM-39 dont ils sont armés. De même, les hélicoptères Super-Frelon peuvent être équipés de ces mêmes engins.

Pour le reste, l'aviation irakienne a reçu des missiles air-air de combat aérien, des missiles air-sol à guidage laser et des missiles antiradars. L'armée de terre s'est largement approvisionnée en hélicoptères antichars (des Gazelle armés de missiles Hot ou des Alouettes-III équipées de missiles AS-12), en hélicoptères de transport de troupes Puma, en canons d'artillerie de 155 mm, en blindés de reconnaissance Panhard, en missiles antichars Milan portables par l'infanterie ou en missiles antichars SS-11 montés sur des hélicoptères ouest-allemands. La défense aérienne a reçu des missiles sol-air Crotale et Roland, tandis que la marine irakienne, dont la modernisation a été longtemps négligée, a placé des missiles antinavires Otomat sur ses bateaux de surface.

Un tel flot d'armes, dans un pays dont l'économie est bouleversée par la guerre, pose d'incessants problèmes financiers aux deux partenaires. Même si l'on évalue à 40 milliards de dollars, entre 1980 et 1985, les aides de plusieurs Etats arabes (l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, Qatar, Bahreïn et les émirats du Golfe) au profit de l'Irak, le financement par Bagdad de ses achats d'armes reste acrobatique. Périodiquement, les Irakiens réclament à la France un rééchelonnement de leur dette et ils proposent une contrepartie en pétrole. Les industriels français concernés y sont, tout aussi périodiquement, hostiles, même s'ils ne sont pas les décideurs. Ils viennent, à nouveau, de le rappeler au gouvernement, estimant la dette et le total des paiements différés à 5 milliards de dollars.

JACQUES ISNARD.



un flot d'armes

Enquête

dans le Golfe depuis treize ans Le poids des otages

Quand il prend les rênes du gouvernement quelques jours après sa victoire électorale du 16 mars 1986, M. Jacques Chirac a sans doute à l'esprit la dernière semaine de la campagne électorale qui s'est clôturée par la ridicule polémique télévisée à propos des otages entre deux émissaires officiels se réclamant de M. Mitterrand et du gouvernement.

Malgré la multiplication des émissaires officiels et officieux, les socialistes ont échoué dans leur tentative de faire libérer avant les élections les otages du Liban. La radio iranienne se félicite, quant à elle, de leur échec électoral, l'attribuant même à « la pression des musulmans contre la politique de soutien à Israël et à l'Irak ». A contrario, M. Chirac bénéficie d'une bonne image que n'altère même pas sa réputation pro-iranienne, et Téhéran ne cache pas sa satisfaction de devoir maintenant traiter avec le nouveau gouvernement.

Dès sa déclaration de politique générale à l'Assemblée, le 9 avril, le premier ministre donne le ton : « Tout en maintenant les liens solides d'amitié et de coopération qui nous unissent à l'Irak, déclarait-il, nous espérons rétablir le dialogue avec l'Iran, grand pays à l'égard duquel la France a éprouvé une amitié constante. Pour bien montrer sa volonté de normaliser ses liens avec Téhéran, M. Chirac a envoyé le même jour dans la capitale iranienne MM. Ross et Bonnefous, respectivement secrétaire général du Quai d'Orsay et directeur d'Afrique du Nord-Moyen-Orient.

Des gestes

C'est la première visite à ce niveau de représentants français depuis la révolution iranienne de 1979. Mais un message qu'il lui a fait transmettre par ses envoyés, M. Chirac reçoit de son homologue iranien une réponse sans ambiguïté : « Les négociateurs affirment que la France n'éprouve pas d'hostilité à notre égard. De notre côté, nous attendons de voir s'il prend des mesures concrètes pour le prouver. Nous avons donc des problèmes existants. C'est vous qui devez maintenant démontrer votre bonne volonté quant à leur solution. » Les problèmes existants, M. Mousavi les énumère : « Le remboursement du prêt iranien (1 milliard de dollars) consenti à l'époque du chah en faveur d'Eurodif ; l'arrêt du soutien à l'Irak dans la guerre du Golfe et l'arrêt du soutien aux terroristes installés en France sont des problèmes fondamentaux auxquels la France doit s'efforcer de trouver une solution si elle désire normaliser ses relations avec l'Iran », dit-il.

Les choses ont le mérite d'être claires, et déjà la normalisation apparaît incompatible sur un point fondamental : le soutien de la

France à l'Irak. M. Chirac le répète à de multiples reprises, ce point n'est pas négociable. L'Iran en fait une condition sine qua non.

Pourquoi alors avoir malgré tout engagé la normalisation ? C'est là qu'intervient le problème des otages dont M. Chirac a dit aussi à l'Assemblée : « Ma première pensée en arrivant au gouvernement a été pour les Français détenus au Liban. Sachez que tous nos efforts et toute notre attention sont mobilisés vers cet objectif : leur libération. »

Déjà l'ambiguïté est là entre ceux qui estiment non sans raison, qu'il faut rééquilibrer la politique française entre l'Irak et l'Iran, et ceux qui considèrent que le pays ne doit pas être négligé, et ceux qui souhaitent normaliser avant tout dans l'espoir de récupérer les otages du Liban.

Quoi qu'il en soit, les gestes en faveur de la normalisation avec l'Iran vont vite, et en pensant aux otages, Paris n'oublie pas la Syrie. Dès avril, les observateurs français au Liban, devenus la cible de tous ceux qui contestent la présence française dans ce pays, sont retirés. Peu après, une lettre des membres de l'équipe d'Antenne 2 enlevée le 8 mars 1986 à Beyrouth arrive par l'intermédiaire de l'Hôtel Matignon, ce qui donne à M. Boudouin l'occasion d'insister sur la « diplomatie secrète et active » que mène le gouvernement.

Le 21 mai, le vice-premier ministre iranien est reçu à Paris par M. Chirac et lors le climat « très amical » de ces entretiens. M. Mousavi n'en rappelle pas moins les trois conditions de la normalisation exigées par Téhéran. Sur ce point, rendons justice à l'Iran, Téhéran ne vacille jamais.

Le 22 mai, devant la presse diplomatique, M. Chirac dénonce — une pique à ses prédécesseurs — « les émissaires officiels avec des personnages couleur de muraille qui se promènent d'aéroport en aéroport prétendant avoir des contacts et parfois même, hélas, qui en ont », sans doute pour faire ressortir l'efficacité de sa politique de dialogue avec des Etats. L'Iran d'abord, dont M. Chirac vient de recevoir le vice-premier ministre ; la Syrie ensuite, à laquelle le premier ministre confie publiquement un rôle au Liban, estimant même que l'accord de Damas a été « réglé un peu rapidement ». Téhéran et Damas peuvent s'estimer satisfaits.

Les négociations financières avec Téhéran sont engagées au niveau des experts, et le 7 juin, Paris remplit une des conditions posées par Téhéran : l'expulsion à peine déguisée du chef des Moudjahidines du peuple, M. Massoud Radjavi. La « récompense » ne se fait pas attendre longtemps : après un délai de décence de treize jours, Philippe

Rocho et Georges Hansen, d'Antenne 2, sont libérés. L'Organisation de la justice révolutionnaire, qui avait revendiqué leur enlèvement, fait état « d'indices, de faits et d'engagements nouveaux du gouvernement français ».

Paris, déjà, a mis le doigt dans l'engrenage, et le « départ » de Massoud Radjavi, dont on peut certes estimer que les activités étaient contraires au devoir de réserve, est jugé comme un aveu de faiblesse au Moyen-Orient. Dans l'enthousiasme du succès, certains responsables français ne veulent pas voir ce qui demeure la condition sine qua non de l'Iran, l'arrêt du soutien français à l'Irak, et pensent même que toute l'affaire va se régler vite. « Vous verrez, ils seront tous là le 14 juillet », nous affirme alors un diplomate qui suit les choses de très près.

Cette première libération — suprême assise iranienne ? — n'a-t-elle été qu'un moyen de mieux ferrer le poisson français ? Peut-être. Les négociations financières avancent, mais les Iraniens remettent en question un premier accord paraphé en juillet sur un remboursement de 330 millions de dollars en acompte de la dette française. La rencontre d'un moment envisagée entre MM. Raimond et Velayat, le ministre iranien des affaires étrangères, pour contrebalancer l'accord est ajournée.

Sanglante pression

Au mois d'août, le Hezbollah (pro-iranien) s'attaque aux soldats français de la FOUJ au sud Liban. Ils seront bientôt regroupés à Nadnoura, et le 2 septembre, le Dajihad islamique, qui détient les deux diplomates français, MM. Carton et Fontaine, Jean-Paul Kauffman et Michel Seurat, dont la mort a été annoncée sans que la preuve en soit jamais donnée, « somme Paris de s'écarter de la politique américaine ». « Le gouvernement de M. Chirac pourrait malheureusement la politique obscurantiste de l'ancien gouvernement », déclare notamment le Dajihad. Si, à Paris, on ne s'explique pas officiellement les termes de ce communiqué, la vague d'attentats qui déferle sur la capitale, et dont la DST affirme aujourd'hui qu'elle était commanditée par l'Iran (ce que disaient alors un certain nombre d'informateurs, dont les Palestiniens), constitue une nouvelle et sanglante pression.

Ce qui n'empêche toutefois pas le chargé d'affaires iranien à Paris, M. Haddadi, de se déclarer « ravi » de l'évolution des négociations, et « optimiste » quant à l'avenir des relations franco-iraniennes... La presse de Téhéran, elle, dénonce « la duplicité des déclarations des responsables français » et affirme que la France « souffre aujourd'hui parce que ses paroles n'ont pas été en conformité avec ses actes ».

Le message est visiblement mal compris à Paris, puisque, les 27 et 28 septembre, MM. Raimond et Velayat ont huit heures d'entretien à New-York qui ne permettent pas d'arriver à régler le « simple » contentieux financier. Le 30 septembre, Radio-Téhéran rappelle une nouvelle fois que « le soutien politique et militaire de Paris à l'Irak reste une entrave à la normalisation ». En attendant, il faudra encore un mois de négociations entre experts pour parapher le nouvel accord financier le 27 octobre.

Entre temps, la Syrie, accusée par Londres, qui a rompu ses relations diplomatiques d'être à l'origine d'un attentat manqué contre un Boeing d'El Al, « négocie » avec Téhéran la libération de deux otages français le jour où se tient la réunion des Douze qui doit décider d'éventuelles sanctions contre Damas. Deux otages français, certes, mais pas ceux qu'on attendait à Paris. Bien imprudemment d'ailleurs, des espoirs avaient été donnés aux familles d'Aurel Corné et de Jean-Louis Normandin. La déception est d'autant plus grande que M. Sontag avait été élevé pour servir d'échange dans le cadre d'une sombre affaire de trafic de drogue, et que la personnalité de M. Coudari et ses états de service antérieurs ne laissent beaucoup perplexes. Ce dernier n'a pas cru, depuis, de revenir à Beyrouth-Ouest.

Contre mauvaise fortune, on fait bonne figure, mais il faut attendre le 17 novembre pour que M. Raimond appose sa signature après celle de son collègue iranien sur le document financier paraphé par les experts fin octobre. De très bonne source, on affirme alors à Paris que la France

n'a pas signé cet accord sans avoir obtenu des Iraniens qu'ils s'engagent à, suivant l'euphémisme habituel, « user de leur influence » sur leurs amis Libanais qui retiennent les otages.

Et on attend avec fébrilité à Paris les gestes en retour. Le 22 décembre, l'OJIR annonce de Beyrouth qu'elle va libérer un des deux otages français qu'elle détient, le jour même où le directeur de cabinet de M. Balladur est à Téhéran pour reprendre les négociations financières. Le 24 décembre, Aurel Corné est libéré. L'OJIR se félicite de « modifications enregistrées dans la politique de la France et estime que le gouvernement de M. Chirac est décidé à corriger les erreurs commises dans les domaines politique et économique ».

La pierre angulaire

Mais la joie de ce nouveau succès dissimule mal, du côté des responsables français, un sentiment d'irritation grandissant. Visiblement, on attendait les deux derniers otages de l'OJIR ; une promesse n'a pas été tenue. M. Chirac ne remercie pas l'Iran, et M. Raimond exprime publiquement sa déception à l'Assemblée nationale, le 9 janvier : « Lorsqu'il y a eu la libération de M. Corné, dit-il, nous attendions mieux. J'ai écrit à mon collègue iranien, M. Velayat, pour lui dire que nous attendions mieux et que la politique de confiance que nous menions avec l'Iran sur un plan général devrait permettre d'aboutir plus vite sur cette affaire des Français détenus au Liban. »

Les négociations financières périclitent. Un haut fonctionnaire iranien, M. Ahani, est bien encore reçu en janvier par M. Chirac, mais l'atmosphère a changé. Visiblement, la déception de décembre pèse lourd et le camp de ceux qui pensent que l'on n'arrivera à rien avec les Iraniens marque des points.

Au Quai d'Orsay, certains veulent encore y croire et les contacts sont maintenus. M. Raimond le répète, la clé des otages est à Téhéran.

En mars, des menaces de mort pèsent sur le dernier otage français de l'OJIR, Jean-Louis Normandin, et l'OJIR annonce une nouvelle fois le soutien de la France à l'Irak. Mais à Paris, la police démantèle un réseau terroriste d'inspiration pro-iranienne et la machine va s'emballer jusqu'à aboutir à la rupture.

Une rupture qui se fera dans la cohabitation parfaite, tant la politique intérieure a joué son rôle pendant toute cette crise. Et de ce point de vue c'est sans déplaisir que l'Elysée contemple l'échec d'un processus que le précédent gouvernement avait tenté d'annoncer sans succès. La faille exploitée par Téhéran se situe entre les diplomates qui croient toujours à la nécessité de normaliser avec l'Iran et les policiers qui n'hésiteront pas, eux, à employer des méthodes qui s'apparentent dangereusement à celles de leurs adversaires.

En fait, la question des otages était la pierre angulaire de tout le processus de normalisation. L'Iran a cru, encouragé par des concessions — beaucoup de zones d'ombre entourent le dossier franco-iranien, — qu'il pourrait obtenir un changement politique de Paris dans la guerre du Golfe, compte tenu de la volonté de faire libérer les otages. Mais il a trop demandé pour des « résultats » jugés trop faibles et le chef du gouvernement s'est lassé aussi brutalement qu'il avait engagé le processus de normalisation. Ce qui n'empêche pas les plus fervents partisans d'une politique de rapprochement avec l'Iran — il en reste — d'imaginer maintenant un échange entre Gordji et un ou plusieurs otages.

Tout ceci explique sans doute les ambiguïtés d'une diplomatie publique et secrète, dont le but était avant tout humanitaire, alors qu'il n'aurait dû être que politique. Rien ne dit que le sort des otages n'aurait pas été réglé. Mais en cherchant à mêler les deux, tout en proclamant qu'on ne le faisait pas, la France a échoué sur tous les tableaux et risque d'en faire les frais jusqu'à la prochaine élection présidentielle.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

"Passionnant"

Bernard Frank "Le Monde"

André Giresse
Président du Club d'Alger de 1980-1981
Philippe Bernert

Seule la Vérité blesse

L'honneur de déplaire

Plon

« Giresse fustige les mensonges de la police, les compromissions de certains ministres, la faiblesse des magistrats et la surnoise raison d'Etat. »
GILLES GAETNER « L'EXPRESS »

« C'est une bonne partie de la magistrature qui est citée devant le tribunal de l'opinion publique. Il me semble que c'est sans précédent. »
GEORGES SUFFERT « FIGARO MAGAZINE »

« "La justice n'est noble qu'impartiale." André Giresse a raison. Toujours raison. Contre tout et tous. »
PIERRE GEORGES « LE MONDE »

« Giresse brosse de la classe politique et de la haute magistrature comme il les a pratiquées un tableau qu'on pourrait intituler : "La voyoucratie française, 1950-1985." »
JEAN CLÉMENTIN « LE CANARD ENCHAÎNÉ »

« L'affaire de Broglie est traitée de façon magistrale avec un suspense digne des plus savoureux polars américains de contre-espionnage ! »
SOPHIE CARQUAIN « FRANCE-SOIR »

« Un document-choc où l'on découvre un homme différent de sa réputation. »
PATRICK LEFORT « TELE 7 JOURS »

« Giresse, non seulement passionnant, mais souvent féroce. Une forêt de révélations. »
JEAN-MICHEL ROYER « LE PARISIEN LIBÉRÉ »

« Un livre choc écrit au vitriol. »
JACQUES CHAMBAZ « LE QUOTIDIEN DE PARIS »

Plon

Formation en Gestion d'Entreprise

Programme complet de première formation en gestion pour étudiants sans expérience professionnelle — Durée : 9 mois à plein temps — Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac) — Prochaine session : 12 octobre 1987/25 juin 1988.

Basic Management Training

Programme d'entraînement à la gestion globale des PME/PMI pour jeunes cadres avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle — Durée : 5 semaines à plein temps — Admission sur dossier — Prochaine session : 12 octobre/13 novembre 1987.

Administration de l'Entreprise

Programme de formation à la direction des PME/PMI, niveau MBA, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle — Durée : 6 mois à plein temps — Admission sur dossier, entretien et tests — Prochaine session : 11 janvier/25 juin 1988.

Top Management Workshop

Ateliers de perfectionnement et d'échange d'expériences pour chefs d'entreprises et dirigeants de PME/PMI — Durée : 5 week-ends — Prochaine session : octobre 87/mars 88 (1 week-end par mois).

Pour en savoir plus
cochez le ou les programmes qui vous intéressent, découpez cette annonce et retournez-la avec votre carte de visite à l'ECADE. Ou lancez-nous un coup de fil !
Vous recevrez sans engagement un dossier complet d'information sur le ou les programmes de votre choix et sur l'ECADE, l'une des plus anciennes business school d'Europe, établie à Lausanne depuis 1960.

ECADE
Ecole
d'Administration
et de Direction
des Entreprises
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 221.511.

Handwritten text in a box: "Handwritten signature or note in Arabic script."

Politique

La visite du premier ministre en Dordogne et en Lot-et-Garonne

M. Jacques Chirac réaffirme la nécessité d'un « effort de rigueur »

M. Jacques Chirac s'est rendu le lundi 27 juillet à Agen et à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) puis à Périgueux (Dordogne). Le premier ministre était accompagné de MM. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, Jacques Valade, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales, Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, et André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés.

PÉRIGUEUX
de notre envoyé spécial

A Agen, le premier ministre, après avoir été accueilli à la mairie, a posé la première pierre d'un centre de formation du rugby avant de visiter, à quelques kilomètres de là, les locaux de l'Institut du génie des procédés agro-alimentaires avant de déjeuner avec les maires et personnalités du département.

A Villeneuve-sur-Lot, M. Chirac n'a séjourné que quel-

ques dizaines de minutes. Le temps d'entendre les doléances du maire, M. Georges Lapeyronie (UDF). Il y a répondu en soulignant, comme à Agen, la nécessité du désenclavement de la région qui devrait être facilitée à l'avenir par la création de l'axe autoroutier Clermont-Ferrand-Bordeaux et par l'amélioration des réseaux routiers locaux.

M. Chirac a aussi insisté, à diverses reprises, tout comme ses interlocuteurs, sur les imperfections d'une décentralisation trop marquée, selon lui, dans les années passées, par la « politisation ».

En outre, a souligné M. Chirac, cette décentralisation, au demeurant inéluctable et souhaitable, n'a pas le plus souvent été accompagnée de la déconcentration nécessaire et a abouti à l'enrichissement des régions les plus riches et à l'appauvrissement des plus pauvres. Le premier ministre a ensuite gagné Périgueux.

Accueilli par M. Yves Guéna, maire et député RPR de la Dordogne, le premier ministre, après une promenade à pied dans la vieille ville et une rapide visite de chantiers, a entendu en fin de

journée, au palais des fêtes, le maire de Périgueux lui détailler la situation économique dramatique de la vallée de l'Isle frappée par l'effondrement de l'activité d'une fabrique de chaussures (Marbot-Bata) de Neuville.

Après avoir énuméré les remèdes qui seront utilisés pour essayer de redresser cette situation (fonds de conversion, nomination d'un chargé de mission auprès du préfet, intervention de la DATAR, orientation prioritaire d'une fraction des programmes intégrés méditerranéens PIM, appel à la Communauté européenne, et... construction prochaine d'une prison de moyenne importance à Neuville), le premier ministre a élargi son propos aux dimensions d'une critique en règle de la politique économique menée, selon lui, de 1981 à 1986.

« Nous avons perdu
notre compétitivité »

Désireux d'évoquer l'essentiel, M. Chirac s'est interrogé : pourquoi la désindustrialisation, en Dordogne, dans le Lot-et-Garonne, et ailleurs ? Pourquoi le développement du chômage ? Pourquoi la France est-elle « touchée plus que d'autres » alors qu'elle « avait vocation d'être touchée moins que d'autres » ?

M. Chirac a souligné alors que « pendant vingt ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 80, chaque année, le taux de croissance officiel de l'économie de notre pays était supérieur à celui de tous les autres pays industriels de la Communauté ». Et trois années sur quatre, le premier de l'OCDE, c'est-à-dire de tous les grands pays industriels du monde.

« Et tout d'un coup, a-t-il ironisé ensuite le premier ministre, nous sommes les derniers ou quasiment les derniers. Y a-t-il une fatalité ? Est-ce que les Français tout d'un coup ont perdu courage, imagination, initiative ? Certainement pas (...). Ce qui a changé, c'est notre mode de gestion. Ce qui a changé, c'est l'idée que l'on pouvait faire tout supporter à nos entreprises, qu'elles n'avaient qu'à payer, que l'on pouvait travailler moins et gagner plus, que l'on pouvait augmenter sans cesse les avantages sociaux sans que les bénéfices soient en danger. »

Résultat : « quelque chose de très simple (...). nous avons perdu notre compétitivité ». « Politique absurde et irresponsable s'il en fut », a continué M. Chirac, et qui, de surcroît, a créé des déficits dont nous ne savons plus comment sortir ».

Pour le premier ministre, « nous », c'est-à-dire les responsables de la politique conduite entre 1981 et 1986 — « nous avons créé en France une situation de faillite. En cinq ans, alors c'est très gentil de dire « n'y a qu'à » ou de pousser des glissements ici ou là. C'est ça la réalité, et qui va payer ? C'est nous naturellement. Et comment ? Par un effort de rigueur. Nous ne pouvons pas l'éviter ».

Pour M. Chirac, « la France a désinvesti pendant cinq ans ». Certes, « nous n'avons pas été les seuls à nous laisser aller, concède le premier ministre. Nous avons été les seuls à nous laisser aller si longtemps ».

M. Chirac a comparé alors la France à « ses partenaires européens qui ont pris plusieurs années d'avance en matière de redressement et de rigueur et qui maintenant en perçoivent déjà les effets ».

Pour le premier ministre, « seule une politique de sérieux et de fermeté consistant à ne pas dépenser plus qu'on ne gagne, à rembourser nos dettes (...) à nous engager dans la voie de l'investissement et de la compétitivité, à demander à nos concitoyens de travailler davantage, à gérer notre système de sécurité sociale avec sérieux (...) » permettra « à la France de retrouver sa vocation qui est d'avoir un taux de croissance grâce aux qualités de ses hommes et de ses femmes supérieure à celui des autres ».

Cette « politique de sérieux (...) » exclut, conclut le premier ministre, le laxisme qui a trop longtemps marqué la politique de la France à contretemps quand les autres faisaient autrement et quand la crise aurait exigé que l'on fit autrement.

Après avoir pris part à une réunion de militants du RPR, M. Chirac a regagné Paris en fin de soirée.

M. K.

Le Conseil national de la gauche reçoit le renfort de dix-huit personnalités

Le Conseil national de la gauche et des forces de progrès, constitué en juin 1986 à l'initiative du Parti socialiste pour constituer une structure de réflexion ouverte aux personnalités de tous les courants de la gauche, vient d'enregistrer dix-huit renforts. MM. Olivier Stinn et Henri Fiszbin, qui ont annoncé ces adhésions le mardi 28 juillet, ont souligné que celles-ci traduisaient le souci de « priorité sociale » et la « dimension culturelle » de cette instance, qui tiendra son premier colloque fin octobre ou début novembre.

« Notre analyse est que les hommes de progrès sont aujourd'hui plus nombreux que les hommes de tradition, contrairement à ce qu'on pourrait croire parfois, et notre conseil a vocation à les rassembler », a déclaré le député socialiste du Calvados. Comme des réajustements auront lieu, il est utile qu'il y ait une organisation qui en soit le symbole, au-delà des partis traditionnels, et qui incarne une force morale. Un peu comme François Mitterrand est parvenu, pour sa part, à incarner la présidence de la République l'ensemble des valeurs du camp de progrès ».

Parmi les dix-huit personnalités qui rejoignent le Conseil national de la gauche figurent notamment des écrivains : Marguerite Duras, Françoise Sagan, Jean Lacouture ; des universitaires : MM. François Gros, Emile Fauriol, Jacques Ruffié ; des syndicalistes : Gérard Gaume, Michel Rolant ; des dirigeants agri-

coles : MM. Henri Baron (Loire-Atlantique), Guy Saint-Martin (Lot-et-Garonne), l'ancien président de la Fédération des parents d'élèves, M. Jean Andrieu, l'ancien secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, M. Guy Georges, l'ancien président de l'UNEF-ID, M. Marc Rozemblat, un sociologue, M. Adil Jazouli, etc.

La composition du Conseil

Après ces ralliements, la composition du Conseil est la suivante par ordre alphabétique (les noms des dix-huit nouveaux membres sont indiqués en italique) : Jean Andrieu, Henri Baron, Jean-Michel Baylet, Haguenet Bouchard, René Buhl, Henri Caillet, Alain Calmat, Jean-Pierre Chevènement, Michel Crépeau, Jean-Louis Delecourt, François Dubin, Marguerite Duras, Laurent Fabius, Henri Fiszbin, Gérard Gaume, Guy Georges, François Gros, Simone Jff, Adil Jazouli, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Félix Lacambre, Yves Lacoste, Jean Lacouture, Brice Lalonde, Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Emile Fauriol, Jean Poperay, Michel Rocard, Michel Rolant, Yvette Roudy, Marc Rozemblat, Jacques Ruffié, Françoise Sagan, Guy Saint-Martin, Roger-Gérard Schwartzberg, Olivier Stinn, Anne Zelensky.

Désaccord au PS

M. Queyranne ne juge « pas judicieuse » l'appréciation de M. Rocard sur les contrôleurs aériens

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, ne partage pas le point de vue de M. Michel Rocard sur la grève des contrôleurs aériens. Le 27 juillet, au cours de son point de presse hebdomadaire, le député du Rhône a dénoncé la « stratégie de pourrissement » employée, selon lui, par le gouvernement. Il a qualifié le ministre chargé des transports, M. Jacques Doufflaque, de « récidiviste », faisant ainsi allusion à la grève des cheminots de l'hiver dernier.

Invité à réagir aux déclarations faites dimanche à La Bêle par M. Rocard, qui avait affirmé que la revendication des contrôleurs aériens était « incompatible avec leur statut en droit », M. Queyranne a répondu que l'appréciation de l'ancien ministre de l'Agriculture ne lui semblait « pas judicieuse » (1).

Le porte-parole du PS s'est étonné, d'autre part, de l'optimisme affiché, le matin même, par M. Philippe Séguin à propos de la situation

de la Sécurité sociale. Il a critiqué l'« absence de rigueur » du « L'été est propice aux mauvais coups et aux opérations politiques », a-t-il déclaré en réponse aux questions sur les décisions de la CNCL concernant les autorisations d'émission sur la bande FM. Il a critiqué à ce sujet la « soumission de la Commission à l'emprise des lobbies et des puissances financières », en estimant, au passage, que TFI et la 5 « vidant impunément les cahiers des charges », et la CNCL « apparaît de plus en plus impuissante à faire respecter la législation ».

(1) Evoquant à nouveau ce mouvement de grève, lundi soir, sur Antenne 2, M. Rocard a affirmé les mêmes que « le gouvernement voit le pourrissement et s'est montré « provocant ». Le député des Yvelines a réaffirmé que les organisations syndicales s'étaient quant à elles « mises en position de tout ou rien », alors qu'il faut « savoir terminer un conflit » et négocier. M. Rocard s'est demandé, à ce propos, « si le temps n'est pas venu de chercher une médiation ».

La gestion socialiste en accusation

(Suite de la première page.)

M. Jacques Chaban-Delmas, qui sait de quoi il parle, le coupe : « Trois-quarts aille ! »

« Ça vous est réservé, monsieur le président. »

Donc, rugby. En mots. En pierres. Pour poser la première d'un centre de formation des jeunes et des cadres techniques, presque tous ceux qui comptent dans le ballon ovale, apparatchiks et joueurs. On signe un parchemin qui va être scellé dans le béton. Le stylo du « président » (de la Fédération française de rugby, Albert Ferrasse), fait grève. « Mettez une croix ! », lui souffle le premier ministre.

Daniel Dubroca, le capitaine de l'équipe de France, est content. Le grand chelem dans le Tournoi des cinq nations, la finale malheureuse d'Auckland en Coupe du monde. Content mais pas amnésique : le séjour que vous nous aviez promis à Bora-Bora, M'sieu, pour nous récompenser, est-ce qu'on pourrait le faire plus tard, ailleurs ? Ce n'est pas le jour de négocier : « Où vous voudrez, quand vous voudrez », accorde le premier ministre.

Un petit détour par Mac Orlan — « une sortie de maître, c'est une entrée dans la vie », un autre par la buvette-musée du Sporting Union agnais. L'ancien rugbyman Chaban-Delmas, qu'un photographe cruel oblige à plier des articulations rétives pour la photo-souvenir, hurle, de plaisir : « En avant ! En avant ! La balle. A moi ! Ah ! »

Recordman toutes catégories des doléances en tout genre, le président du conseil général du Lot-et-Garonne, M. Jean François-Poncelet, est tout de même gentiment traité. Impérieusement il a osé suggérer que quelques appareils et quelques chercheurs figurant ont été installés en hâte dans les locaux de l'Institut de génie des procédés alimentaires flambant neuf mais désespérément vide, que le premier ministre visite à Foulayronne. Qu'à cela ne tienne. Le président du conseil général demande, qu'il s'agisse de la mairie de Foulayronne ou de la mairie de Villeneuve-sur-Lot, le premier ministre visite à Foulayronne. Qu'à cela ne tienne. Le président du conseil général demande, qu'il s'agisse de la mairie de Foulayronne ou de la mairie de Villeneuve-sur-Lot, le premier ministre visite à Foulayronne.

A Villeneuve-sur-Lot, même litanie. Le maire énumère ses « problèmes », et le premier ministre les solutions qui vont y être apportées. Lorsqu'il annonce que la « déviation sud » doit bien évidemment être prolongée par la « tronçon de déviation nord », le directeur départemental de l'équi-

pement exulte : « Parfait, parfait, parfait... 200 000 balles d'études », glisse-t-il à un « officieux » du cabinet du premier ministre.

A Périgueux encore, fief de M. Yves Guéna, ancien baron du gaullisme, qui fut il y a quelques années un frère ennemi, une sorte cordiale est de mise. Ce ne sont pas quelques poignées de manifestants de la CGT qui vont la troubler. Ici, un peu plus nombreux qu'ailleurs, ils s'en prennent, massés (mais moins de deux cents) devant la mairie, au « cas-seur » (de l'industrie) Chirac.

A Villeneuve-sur-Lot, les manifestants n'étaient qu'une vingtaine à stigmatiser une autre « casse » : celle des Vergers occitans. A Agen, pas plus d'une dizaine à dénoncer la baisse des prix (agricoles) et les quotas laitiers, vache à l'appui. A Périgueux, M. Chirac rigole : sous les banderoles de la CGT, il a vu des gens applaudir quand même. On sait y faire...

Un coup de pied à la « cigale »

Ce n'est qu'à la fin des fins, prenant appui sur les malheurs de la vallée de l'Isle, qu'il ne rigole plus du tout. La France est pour ainsi dire « en faillite ». Suivez son regard. Le drame s'est noué entre 1981 et 1986. Vous faites le rapprochement ? Pendant que nos voisins se faisaient fourmis, nous étions ruinés par une cigale. Vous ne devinez pas où niche l'insecte ?

Bien sûr, M. Chirac fait ce qu'il peut pour redresser la fable. Mais il faut de l'énergie. Et du temps. Cinq ans par exemple. Faites le calcul.

Métamorphose. Toute la journée, l'ambassadeur du mieux possible, comme l'avait joliment dit le matin le capitaine Dubroca, s'était baladé. Mais dans les mots, le regard et les raclements de gorge du Jacques Chirac vespéral ne subsiste plus que le slogan d'une banderole baladeuse et impérieuse, promettée dans Agen : « Chirac, président ! »

A Villeneuve-sur-Lot, brouillés avec la chronologie ou éperdus de changement, les gens massés derrière les barrières sur la place de la mairie l'avaient accablé de : « Bonjour monsieur le président, bonjour ! »

Ces enthousiastes étaient un peu en avance. Mais M. Chirac, qui voudrait bien se sortir de la mêlée que pour entrer à l'Elysée, leur devait bien ce coup de pied à la « cigale », qui hante ses journées de travail et ses plus doux rêves de victoire en finale.

MICHEL KAJMAN.

En Nouvelle-Calédonie

Les déçus du « lafleurisme » s'organisent

NOUMÉA
de notre correspondant

Quel obscur ressentiment les a donc conduits à s'arracher de l'anonymat et à afficher leur dissidence ? A braver les éléments naturels ? (Il pleuvait dru sur Nouméa) et les éléments moins naturels, comme dit M. Henri Lelou, le maître de cérémonie, dans une allusion aux pressions diverses que devraient subir ces deux cents Calédoniens rassemblés, le vendredi 24 juillet, dans une salle de la chambre de commerce et d'industrie de Nouméa ?

Depuis plusieurs mois, les observateurs avaient pu noter que le ras-le-bol s'enflait au sein de la famille anti-indépendantiste face à « l'hégémonie de l'état-major du RPCR » (le Monde du 28 mai), mais la fronde restait diffuse, guettée à chaque instant par le risque de se dissoudre dans des états d'âme velléitaires.

C'était compter sans la pugnacité de M. Lelou, ancien secrétaire général de l'administration territoriale en rupture de « lafleurisme », qui mûrit son coup depuis longtemps et qui vient de franchir le Rubicon en convoquant l'Assemblée générale constitutive de son Association pour le renouveau calédonien — événement un brin sulfureux que la chaîne publique de télévision RFO a jugé plus sage de boycotter.

« Les algiris, les exclus, les revanchards », comme les dénonce la Lettre du RPCR, eux, ont répondu à l'appel, et la mouvance se voit maintenant dotée d'un bureau, d'un comité directeur, en attendant la publication de son acte de naissance au Journal officiel de Nouvelle-Calédonie.

En vérité, le baptême de ce nouveau-né de la politique locale fut célébré dans une studieuse sérénité. Chacun était invité à taire ses petites rancœurs personnelles. « Nous ne devons pas nous tromper d'adversaire », expliquait M. Lelou ; nous n'allons pas faire figure d'opposition caractérisée aux chefs de la majorité, métropolitains ou locaux. Nous sommes partisans de la solution française en Nouvelle-Calédonie, nous rejetons l'indéfectibilité de l'indépendance, et nous allons simplement faire valoir des nuances au sein du camp loyaliste ».

D'ailleurs, la première initiative du Renouveau calédonien, qui se veut une « structure de réflexion, d'étude et de proposition » sans ambitions politiciennes, sera de faire campagne en faveur du « oui à la France » lors du prochain référendum. M. Lelou espère bien, en se prévalant d'une certaine représentativité (il compte déjà dans ses rangs une douzaine d'élus municipaux ou territoriaux), obtenir l'accès à la campagne officielle radio-télévisée. Il ne devrait pas, pour l'instant en

tout cas, rencontrer trop d'embûches dans ses démarches. Le ministre des DOM-TOM M. Bernard Pons, voit plutôt d'un bon œil, dit-on, l'éclosion de ce nouveau courant « loyaliste » qui permettra peut-être de repêcher les électeurs dissidents du RPCR tentés par l'abstentionnisme. Car, au ministère des DOM-TOM, on ne perd pas de vue que le véritable enjeu du prochain scrutin, ce sera de franchir la barre des 50 % de participation.

FRÉDÉRIC BOBIN.

EN BREF

● M. Le Pen n'a pas dans le Calvados. — Faute d'avoir pu trouver un lieu pour organiser un rassemblement dans le Calvados, la tournée des plages de M. Jean-Marie Le Pen ne fera pas étape dans ce département, comme cela était, en principe, prévu pour le mi-août. Les dirigeants locaux du Front national ont jugé « regrettable que, dans un département où l'industrie fond à vue d'œil, où l'agriculture est en perte de vue, où règne un chômage très au-dessus de la moyenne, le seul homme politique centriste de la vérité aux Français ne puisse s'exprimer ».

● Tournée des plages des jeunes du RPR. — Pour le troisième année consécutive, les jeunes du RPR commenceront le 2 août une tournée des plages, dont le slogan sera : « 88, transformons l'essai avec les jeunes du RPR ! »

A la Réunion

Deux députés communistes envisagent leur démission

SAINT-DENIS-DE-LE RÉUNION
de notre correspondant

MM. Paul Vergès et Elie Hoarau, chefs du Parti communiste réunionnais, députés apparentés communistes, envisagent de démissionner de leurs fonctions lors de la prochaine rentrée parlementaire. Les deux députés réunionnais entendent protester contre le contenu de la loi-programme pour les départements d'outre-mer qui fait référence à la parité sociale globale entre les DOM et la métropole, au lieu de proposer l'égalité sociale.

MM. Vergès et Hoarau ont précisé, le lundi 27 juillet à Saint-Denis-de-La Réunion, que leur démission de l'Assemblée nationale sera effective le 6 octobre si la commission nationale d'évaluation de la parité sociale (actuellement en cours d'installation) ne fixe pas d'ici là le montant des prestations sociales versées outre-mer à au moins 99 % des prestations servies en métropole.

Actuellement, de nombreuses prestations sociales ne sont pas étendues dans les DOM en vertu du critère d'activité nécessaire aux familles pour les percevoir.

Les experts évaluent à environ 1 milliard de francs le manque à gagner pour les familles réunionnaises au titre de l'égalité sociale. En cas de démission, MM. Vergès et Hoarau seraient remplacés par MM. Laurent Vergès (fils du secrétaire général du PCR) et Claude Hoarau (maire communiste de Saint-Louis).

A. D.

Handwritten notes and signatures in the right margin, including the name 'M. K.' and various illegible scribbles.

Avignon

« La Manivelle », de Pinget, au cloître des Carmes
Trois chenapans du tohu-bohu

Un trio de grands comédiens qui s'amuse à faire les clowns. C'est toujours un plaisir même si la pièce est la cinquième de Pinget au programme.

A son tour, la Comédie-Française présente de Pinget. Même avec Jean-Paul Roussillon, Michel Aumont, Jean-Paul Moulinot, on finit par se lasser. Le Festival rend hommage à l'auteur et l'invite dans ses jardins. Mais les spectateurs des nouvelles générations réclament des programmes variés. Leur problème, c'est l'argent qui file trop vite. C'est aussi celui du Festival à cause de l'été pourri. On en est au mistral. L'équipe de direction en est aux vives nerfs. Le public change, celui de la danse arrive. Le « off », pourtant, inlassablement, poursuit sa petite musique.

« Artistes », c'est le terme qu'emploie le grand nombre, le corps de la nation, pour désigner les femmes, les hommes, qui « font » dans le théâtre. Les mots « acteur », « comédien », n'ont pas vraiment de droit de cité. Et les artistes ne sont pas Picasso, Debussy, ou Rodin. Ce sont Raimu, Gabin, Arletty, Madeleine Renaud, Gérard Philipe. Ce sont ceux que nous voyons créer, en plein jour, à la devant nous. Ceux qui donnent leurs preuves.

N'est pas artiste qui veut. Jouer sur les planches, c'est plus difficile, ça demande plus de dons extrêmes que, par exemple, écrire des pièces. Tchekhov le disait. Les grands artistes vivants, ils se sont toujours comptés sur les doigts de la main, disons les doigts des deux mains. Et puis, il y a, par dizaines, les bons, les excellents artistes, qui jouent très bien.

« Nous disions : deux « chenapans ». C'est vrai. Ils aiment faire des coups. Roussillon, lorsqu'il s'adressait au Théâtre français, méconnaissait les comédiens de Molière en tant que « messes des morts ». Aumont, lui, déstabilise plutôt les œuvres au coup par coup, attaquant le bâtiment de ses bourrasques de croquignoles.

Un coup pendable

Cet été 87, ils ont décidé de se payer la tête des festivaliers d'Avignon. Pour ce genre de mauvaises actions, mieux vaut être trois, comme les Pieds Nickelés ou les protagonistes du *Trio turbulent*, le chef-d'œuvre de Gyp, qui était paru dans la Bibliothèque rose, et qui était le parfait manuel de tous les coups pendables que l'on peut faire, enfant, pendant les vacances, pour casser le moral des parents.

Il s'agissait donc, pour la fine équipe Aumont-Roussillon, de dépraver, d'« entraîner », comme disent les surveillants généraux au lycée, un troisième petit camarade, un influençable. Ils sont allés chercher, sur sa plage de Trouse-Chemise, dans l'île de Ré, où il se reposait sagement, le gentil Jean-Paul Moulinot, qui n'est pas n'importe qui, qui a été magnifiquement, récemment, dans l'*Yvanov* de Tchekhov, mis en scène par Claude Régy.

Et voilà nos trois gaffards qui jettent leur dévolu sur l'un des bons lieux d'Avignon, le cloître des Carmes. Bon lieu, mais pas sans

défaut : il y a un « écho » terrible dans le quartier. Pendant les pièces, la scène est traversée par les bruits des rues et places d'alentour, les aboiements des chiens, les salves de « kilomètres », les cloches, les pétards, les cris des gars de café qui annoncent « Trois express en terrasse, trois ! » et tutti quanti.

Il y a eu, dans les années 50, un film sur la campagne de Russie. Il avait été doublé aux studios de Billancourt, qui n'étaient pas vraiment étanches, à l'époque. Alors on voyait Napoléon qui, d'une fenêtre du Kremlin, regardait brûler Moscou et on entendait distinctement le receveur de l'autobus, sur le quai, devant le studio, crier : « Point-du-Jour section ! ». Le cloître des Carmes, c'est un peu ça. Et nos chenapans le savaient.

Ils ont jeté leur dévolu sur une « pièce » de Robert Pinget, appelée *La Manivelle*, et dont voici l'idée générale : assis sur des plants en beau milieu d'un gros carrefour traversé par les camions, les autocars, les motos, de vieux copains, qui, au milieu du vacarme, n'entendent pas un mot de ce qu'ils disent, égrenent quelques propos défilés, mais, à propos de boules.

Nos artistes se sont installés tout au fond de la scène, sur le bord à droite. La partie droite de l'assistance a perçu un mot sur vingt, vaguement. La partie gauche n'a rien perçu, rien, à part les gros moteurs de la bande sonore de la pièce et les bruits et cris divers du quartier.

Le public a beaucoup aimé. De toute façon, regarder le trio Roussillon-Aumont-Moulinot faire les clowns sur une scène, c'est un régal. Et le théâtre de Robert Pinget, c'est si incertain, exprès, que, tant qu'à faire, le fin du fin est de n'en rien entendre.

Tout de même, cinq pièces de Robert Pinget dans ce Festival d'Avignon 1987, n'est-ce pas un peu beaucoup ?

MICHEL COURNOT.

Au bonheur du « off »

Images musicales

Un violon paranoïaque, un piano perturbé, un accordéon jovial, trois musiques pour le « off ».

La violon a traversé le Festival « off » en solo. Son interprète, Roger Garmier, jouait *Ostinato*, de Michel Fustier, un exposé théâtral-musical des « états d'âme d'un authentique virtuose méconnu ». L'auteur, un violoniste amateur et passionné, accessoirement mineur de fond, professeur, contrôleur de gestion, auteur de « textes dramatiques pour congrès » et d'ouvrages techniques sur l'invention, a écrit la pièce sur mesure pour ce musicien fou de théâtre depuis qu'il a tiré l'archet dans *Mozartement votre*, d'Eric Westphal, et dans le *Poor Gyn*, monté par Patrice Chéreau. La double jou de Roger Garmier, intense et léger tour à tour, expressif et inspiré, a su combler les amateurs de spectacles de chambre. *Ostinato* sera repris à Lyon, où son interprète enseigne le violon au conservatoire.

Le piano, lui, continue de se déchaîner au Théâtre du Chien-qui-fume, où Beaux Quartiers donne *Everest Annapurna*, les « aventures pour piano et voix » de deux petites filles boutonneuses qui contournent *Tintin au Tibet* et les voyages de leur tante, Alexandra David-Néel. Le Festival « off » 1988 avait été marqué par le raffinement de la *Parodie*, un jeu de compositions plastiques et musicales sur le monde de Balzac. *Everest Annapurna*, n'est pas moins inventif sur le plan sonore, aux dérapages astucieux de Debussy du chant

mongol et aux compositions pour piano préparé de Catherine Verbeur, mais les petites filles portent trop les stigmates de l'âge ingrat pour communiquer leurs enchantements.

Mieux vaut donc rechercher la poésie du voyage au cinéma Vox, où le Théâtre à Bretelles donne le plus joli spectacle — et le plus modestement intelligent du Festival « off », *Vie d'André Collin*. Le héros est un bataillon de l'imaginaire qui traverse à coup de rames quatre siècles d'histoire, de la mort de Léonard de Vinci à nos jours : un prétexte à méditation, pour les auteurs Anne Queesemond et Laurent Berman, sur les courtes-circuits des « Lumières », les égarements du progrès, les énigmes non résolues de la civilisation. Venu du théâtre de rue, ces deux artistes philosophes animent mots et paysages, en utilisant le diorama, le théâtre d'ombres, les jeux d'anagrammes sur écran et toute sorte de projections truquées, techniques bien plus savantes que leur usage populaire ne le laisse croire. La partition d'accordéon de François Tusques accompagne ce voyage initiatique de sa romance faussement naïve. La *Vie d'André Collin* dure une heure : juste le temps de répondre à regarder et à écouter les images.

BERNARDETTE BOST.

★ *Everest Annapurna* : tous les jours, à 16 h 15, au Théâtre du Chien-qui-fume (rue des Teinturiers), jusqu'au 6 août.

★ *Vie d'André Collin* : tous les jours à 11 heures au cinéma Vox (place de l'Hôtel), jusqu'au 6 août.

CE JOUR-LÀ

La visite de l'auteur

Le week-end dernier, Robert Pinget a rendu visite à ce Festival qui lui rend hommage. Il n'a pu voir — les représentations sont terminées — David Wenham dans *Hypothèses*. Mais il l'a entendu, sur France-Culture, et trouvé « remarquable ». Il verra la reprise, à la rentrée. A Avignon, il s'est assis discrètement parmi les spectateurs de la *Manivelle* et Abel et Béla, mis en scène par Jean-Paul Roussillon ; ceux de *Letras mortas*, mis en scène par Chantal Morel, une jeune femme qu'il a rencontrée il y a deux mois. « Elle m'a beaucoup touché », a-t-il dit simplement, en répondant aux questions des journalistes, en fin d'après-midi. « Pas plus de dix minutes », avait-il affirmé : Pinget n'aime pas les interviews, préfère répondre « par écrit, car j'ai ainsi le temps de réfléchir ». Puis il s'est défilé, à l'époque Bockst, d'un ami très cher, son amour du théâtre, sa fascination pour les comédiens, quelques souvenirs de tournées avec Hussenot, qu'il remplace même un soir, paré de

ses lectures : peu de romans (mais il lit toujours avec plaisir ceux de Robbe-Grillet), *Les journaux*, en gros, et surtout des essais. *L'Histoire des religions*, de Mircea Eliade, par exemple. On l'a interrogé sur ses personnages : Martin, Lévent. « C'est possible, a-t-il répondu, étudié avec humour, qu'ils aient gardé quelques secrets, je ne vais pas les dévoiler. Les questions qu'ils se posent, auxquelles on ne peut pas répondre, c'est l'existence ». Pinget vit hors de Paris, dans une province qu'il assure ne jamais décrire. « Je suis un poète, je travaille sur le langage, sur l'inspiration ». De quoi est-elle nourrie, cette inspiration ? Après, c'est plus complexe. Il a dit encore préférer le présent au passé, ou à l'avenir, adorer l'ambiguïté. Un bel épagneul roux s'est glissé dans l'assistance. « Le chien a-t-il des questions ? », a murmuré Pinget. Non. Alors, on s'est levé.

ODILE QUIROT.

Le mauvais temps, c'est de l'argent

A dix jours de la clôture, Avignon fait ses comptes. Devenant de moins en moins, autant de subventions, un peu moins de spectateurs (pour cause pluie). Le festival présente en effet chaque soir huit spectacles en huit lieux découverts, au risque des intempéries. Un risque qu'il est impossible de couvrir par les assurances, comme l'explique son directeur administratif, Elias Ozil : « Les assurances nous ont demandé 800 000 F pour nous prémunir de la pluie, soit 10 % de nos recettes propres qui atteignent cette année 8 millions de francs. C'est plus que ce que nous avons perdu en trois ans en raison du temps : c'est trop ».

Deux jours de mauvais temps ont conduit, cette année, les responsables du Festival à arrêter pendant quarante-huit heures toutes les représentations en plein air, donc à rembourser huit mille places, dont trois mille cinq cents pour la seule cour d'honneur qui couvre 35 % des recettes en salles. Il en résulte une perte de 500 000 F dont on ne sait pas encore qui l'assurera.

Petite déception commerciale aussi pour le *Soulier de satin*. Si le coefficient de remplissage des « nuits intégrales » a avoisiné les 100 %, les représentations en deux soirées n'ont rempli le

qu'à 75 %. L'an passé, la *Tempête*, mise en scène par Alfredo Arias, avait un taux de remplissage de 110 % : on avait dû vendre les marches pour satisfaire le public. Preuve, s'il en était, que la production du *Soulier* était bien un acte de courage.

Le Festival a reçu, cette année, 13,7 millions de francs de subventions publiques qui ont couvert 55 % de ses ressources. Le mécénat est venu boucler, à hauteur de 10 %, un budget global de 25 millions de francs. La Caisse d'équipement des collectivités locales a apporté 1,5 million tandis qu'Air France (pour le *Soulier*), la FNAC (pour les « musiques des fleuves ») et les vins des côtes du Rhône (pour la compagnie Martine Graham) s'engageaient pour 1 million.

Une dizaine d'entreprises régionales ont enfin aidé, à titres divers, certains spectacles. Les dépenses sont consacrées, pour 60 %, aux frais de production et, pour 40 %, aux frais d'administration générale du Festival. Ses promoteurs voudraient porter la participation des mécènes à 15 % ou 20 % des ressources et multiplier les financements croisés qui, selon Alain Crombecq, permettent d'engager des productions ambitieuses sans trop de risques, en raison de la qualité et de la réputation du label « Avignon ».

D. S.

Les pendules à l'heure

Les CEMEA sont des associations qui organisent le séjour de spectateurs jeunes, désargentés, bien entendu, mais et qui pour beaucoup, habitent hors de l'Hexagone. Ils sont logés dans des hôtels fermés pour cause de vacances, assistent à un maximum de spectacles, demandent à des metteurs en scène, des auteurs, des journalistes de venir leur parler. J'aime bien ce genre de rencontres, me trouver en face de gens schématisés, avides, qui connaissent concrètement ce dont ils parlent. Ils ne craignent pas les questions de base, ne se lassent pas facilement de bluffer. Ils aident à remettre les pendules à l'heure.

Ils ne s'expriment pas d'une seule voix. Quand ils m'ont invité, le premier qui s'est lancé s'enquête pour les classiques. A Avignon, il est en manque. Il est à peu près le seul, le seul en tout cas à le dire. Les autres semblent plutôt en manque de nouveauté. Il faut d'ailleurs s'entendre sur le contenu des mots « nouveauté », « classique ». La médiane coïncide avec l'extrême envers ce qui n'est pas encore connu.

Les grands coups médiatiques les laissent froids. Les stars sur



Festival 87

scène également. Sauf un qui s'en trouve rassuré, comme les classiques rassurent l'autre. On parle de « crise du metteur en scène ». Pourtant ces jeunes gens ne mettent ni en doute ni en question le talent de Vitez, de Chéreau, encore qu'ils regrettent de payer le prix fort pour les spectacles d'élevés, en particulier pour *Catherine de Heilbronn*, amputée du dernier acte. Ils n'ont pas un centime à gaspiller. Mais il

ont entre vingt et vingt-cinq ans, et se montrent durs envers « la génération 68, qui monopolise toute la place ». Pour un peu, ils traiteraient de vieux ringards ceux qui ont représenté la jeunesse triomphante, et sont d'ailleurs à peine quadragénaires. Après tout, c'est logique, mais cruel à entendre, d'autant plus qu'il ne sont ni amers ni agressifs. Simplement, ils parlent de nos jeunes loups comme s'il s'agissait

d'animaux préhistoriques, d'une peuplade lointaine.

Ils ne les connaissent pas, ne les comprennent pas. Une jeune fille blonde raconte que, participant au mouvement lycéen de décembre, elle a appris les difficultés des vingt-huit compagnies manœuvres de dissolution, et cherché à voir des responsables. « On leur a proposé de venir en amphithéâtre, peut-être faire quelques choses ensemble. Ils se seraient adressés à trois mille personnes. Le moment était super-favorable. Mais non, ils ont préféré nous inviter à deux ou trois, qu'ils avaient vus à la télé. Ils nous ont emmenés à la Carabochère et c'est tout. Comme s'ils avaient peur ».

Elle répète : « Comme s'ils avaient peur ». En définitive, ce qui manque le plus, c'est le contact, l'information. La question évidemment me touche. On a parfois l'impression que les individus sont enfermés dans un carcan de paranoïa qui les empêche d'entendre autre chose que le tranquillisant murmure des approbations machinales.

COLETTE GOGAARD.

DANSE

Une star égyptienne à Châteaullon

Le retour de Samia Gamal

Après quinze jours de programmation ouverte sur le monde, après l'événement Samia Gamal, le Festival s'achève mercredi sur une cérémonie soufi de dévotionneurs turcs.

Promu théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) en février dernier, Châteaullon ne pouvait faire moins qu'associer le plateau et l'écran dans une représentation quotidienne du corps en mouvements : spectacle vivant et cinéma auraient dû normalement se partager la vedette. Mais l'ivresse de la piste, les ailes de l'horreur et surtout les défilés techniques ont fasciné le jeu de cette confrontation.

Restait la scène où, sans interruption pendant quinze jours, se sont succédés les chorégraphes d'aujourd'hui (Karole Armitage,

Jean-Claude Gallotta, Maguy Marin, Garth Fagan et de jeunes compagnies européennes), la tradition (claqueurs américains de Lavinia Robinson, cérémonie soufi des dévotionneurs de Turquie, danse orientale, flamenco) et des musiques propres à réveiller le danseur ou l'agité qui, si on l'ignorait encore, sommeille en chacun d'entre nous (le jazz avec Ray Charles et Steve Lacy, le rai avec Chata Fabela, Cheb Sakhoul et Cheb Mami, des groupes arabes d'Afrique et des Antilles, scratch et le rap franco-américain).

Dans ses voiles d'or

En matière de scratch, difficile d'ignorer le disc-jockey Dee Nasty, mixer mécanique de tout ce qui peut ressembler à un son. Penché sur son platine, les écouteurs vissés sur la casquette, il s'amuse de manettes en vogue, fier d'être vis-à-vis du disque le plus grand empêcheur de tourner

en rond. Autre obsessionnel, de la parole cette fois, le toaster Ponce Leslie, baratinneur du soir souvent teinté d'idéologie anti-fasciste et anti-raciste, débite sans trêve à une allure vertigineuse en français et sur un air de reggae.

Avec Samia Gamal, la star des années 50 de la comédie musicale égyptienne, le public n'a pas bougé, médusé, muet d'admiration. Celle qui, en quatre-vingt films, tourna pour la plupart au Caire, est devenue pour des générations la vedette incontestée de la danse orientale (1), était bien là, trente-sept ans après sa première — et dernière — apparition sur une scène française. Magiquement, comme dans la *Diabesse*, son film préféré, réalisé par Henry Barakat en 1948 où, d'un claquement de doigts, elle exagait le moindre des désirs du chanteur Farid el Atrache, il a suffi qu'elle apparaisse dans ses voiles d'or pour que le temps s'arrête. Comme si les images somptueusement fixées des grandes comédies musicales égyptiennes n'avaient jamais quitté

l'écran. Comme si Châteaullon pouvait être, un instant, le cabaret caennais *Badya* où elle fit ses débuts. Toute de grâce et d'élégance, sensuelle et souriante à la fois, telle une « diva orientale », Samia Gamal ondule, tournoie au son des cordes et frémit au rythme de la derboucha.

Le public, vite séduit, aurait voulu la garder toute la nuit. Un vœu presque exaucé puisque, pour quelques privilégiés noctambules, elle a encore dansé dans la salle de restaurant après le spectacle jusqu'à plus de 4 heures du matin. Il a fallu que l'orchestre s'arrête : elle n'a jamais pu résister à une seule note de musique de son pays. Samia Gamal a fêté ses soixante-deux ans en mai dernier.

JEAN-LOUIS MINGALON.

(1) Epurée, divisée, synthèse harmonieuse de la tradition et des chorégraphies de l'époque para-hollywoodienne, la danse orientale, un art aux yeux de celle qui la pratique, n'a pas grand-chose à voir avec la caricature commerciale de la danse du ventre.

صلى الله عليه وسلم

Culture

MODE

Joyeux Noël

Les collections se suivent, toujours plus ornées, plus décorées. Le sapin de Noël est de rigueur.

Sandales spongieuses et tailleurs de lin humectés par la pluie, les rédactrices maudissent cette année les ventificateurs. Étonnés, les badauds les regardent s'enfuir du Grand Hôtel avec un chasemouche sur la tête. Le ton reste toujours aussi « couture » : on trouve sa voisine « incroyablement personnelle », on trinque au champagne, et les photographes agglutinés de chaque côté du podium n'en finissent pas de s'éponger le front. Pour les trois mille clientes que compte la haute couture, l'hiver s'annonce plus luxueux que jamais. D'un défilé à l'autre, la mode apparaît ici cosse, chargée de passementeries baroques, de colliers de jais brodés en guirlandes, de volants, de broches, de lames, de plissés, de chichis grand style.

Curieusement, le temps bascule, le mot « tendances » part en poussière. Il ne reste plus que le rêve, les falbalas romantiques et les trucs en plume, étoiles garnies de chinchilla, tailleurs de velours du Tyrol brodés de regard, robes en mousseline noire ourlée de vision... D'un défilé à l'autre, on devine qu'en hiver le soleil se couche vraiment très tôt.

Chez Balmain, les belles de nuit se parent d'une robe tourbillon retenue par une jarretière-cocarde de strass et de jais. Les plus sportives deviennent précieuses : robes bermuda en dentelle, fourreaux de velours noir incrustés de taffetas drapé et rebrodé.

Jean-Louis Scherrer, lui, nous a entraîné à Vienne. Le mythe s'est étoffé de knickers de velours, de tailleurs de tertiaire bordés de renard verveine, et de smoking à revers de satin rouge pour les garçonnades d'Egon Schiele. « La grande musique, c'est vraiment reposant », souffle une consœur émerveillée par toutes ces tenues « sissiesques », robes brodées de volutes rococo, jupes traînantes en taffetas, capuche de la mariée bouillonnante, crêpeuse. Attendri, tout aussi par ces robes en mousseline rebrodée d'or à la façon de Klimt, ces couleurs de petite four, on retrouvait Vienne, ses flots de chocolat, ses pluies de cerises confites et ses cafés noirs à houppette.

Chez Nina Ricci, les impératrices s'emmitouflent dans des paletots couleur électrique, dans des manteaux-bijoux de vision, avant d'effleurer le crâne des photographes avec leur longue cape Watteau. On se protège, on se calfeutre, on brode des ours et de baguettes de jais.

Seul ou presque, Pierre Cardin essaie d'échapper à l'hiver paquebot : les robes s'ouvrent comme des papillons, les manteaux libellule



Robe du soir à volants de Nina Ricci

même si peu à peu les robes-manteaux « en tissu d'homme », les tailleurs-jacquette de flanelle obéissent la place à des robes de mousselines serries de ours et de baguettes de jais.

en faille noire tournoient sous des fourreaux paillétés à la Zizi Jeanmaire. Mais les jupes bouillonnent comme des têtes américaines retenues par des nœuds de velours. On se protège, on se calfeutre, on brode des ours et de baguettes de jais.

LAURENCE BENAIM.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

« A un dottor' della mia sorte... » !

1 Explication de texte

Je ne réponds presque jamais à vos lettres, vous êtes bien placés pour le savoir. Et c'est dommage, car elles me font plaisir, et si je les compare à celles que je lis dans les journaux, elles sont, voire, modestes d'être en souffrance, d'un niveau plus qu'honorable. Après cette mention « bien », que dire pour ma défense ? Si j'invoque la paresse, on ne sera pas loin de la vérité. C'est vrai aussi que beaucoup de lettres gentilles et prestes sont des poignées de main plutôt que des questions.

Mais il y a les autres. Et ce sont elles qui posent problème comme un fait expresse ! Pour me donner bonne conscience, je me raconte qu'il ne s'agit pas de décevoir d'y répondre par une carte de courtoisie où l'arrête du Monde seule aurait de l'importance. Découvrir cette correspondance, ce serait me condamner aux « Digressions » à perpétuité !

Ces jours-ci, mon système de protection avec ses différentes sonneries d'alarme s'est trouvé mis en défaut par une lettre charmante qui m'a laissé perplexe. Une dame me remercie de lui avoir signalé (en novembre ou en décembre 1986) la Bible d'Amiens, de Ruskin. Elle y a pris plaisir. Elle s'est amusée et instruite. Elle s'est même rendue sur les lieux. Et ce plaisir, elle l'a fait partager à des amis, me dit-elle. Jusque-là, c'est parfait, je bois du petit lait. J'entends Ruskin et Proust chanter mes louanges dans le ciel. Les autres critiques littéraires ne sont plus mes cousines. « Aujourd'hui, ajoute cette aimable correspondante, je commande The Kennel Murder Case et peut-être vous en donnerai-je des nouvelles ! »

Le charme est rompu. La panique me gagne. C'est tout juste si je n'envoie pas à ma lectrice un télégramme pour lui dire de n'en rien faire. D'attendre mon prochain papier. Qu'ai-je pu déjà raconter sur ce policier antédiluvien ? Je cherche avec fânerie si j'ai pas gardé un exemplaire de ce Monde. Ruskin et Van Dine, Swann et Philo Vance, il ne faut tout de même pas confondre. Vous, les indifférents, The Kennel Murder Case (autrement dit l'Affaire du Scotch terrier), ce vous est sorti de la tête. Ce que j'écris, vous n'y prenez pas garde. Porton amère, fade orangeade, fruits de la passion, qu'importe, ce n'est qu'un moment à passer. Je vous comprends. Si je me donne quelque peine pour écrire mon papier, le travail fait, je ne m'en souviens plus. Un blanc. Comme si cet article et ceux qui l'ont précédé, j'attendais qu'ils aient pris la forme d'un gros livre joutif pour qu'ils parlent enfin ! Mes papiers seraient des brouillons d'une correspondance imaginaire. L'écrivain, chez moi, l'emporte sur le conseiller.

Aussi la lettre de M^{me} J. M. qui me met en face de mes responsabilités m'arrache de ma torpeur. C'est mon crédit qui est en jeu ! M^{me} J. M. bien comprise ? Me suis-je bien expliqué ? Ce « policier » n'avait rien d'exceptionnel sinon que je l'avais lu sans déplaisir, charmé par son côté vieillot qui me changeait des « noirs » qui, eux-mêmes, étaient passés de mode. Enième variante sur le thème de la chambre où il y a un cadavre, un crime, et où personne n'a pu rentrer ni sortir. L'homme qui résout l'énigme étant ce riche et raffiné amateur, l'une des figures favorites du « policier » à l'ancienne. Dans le cas présent, les dédies de notre héros sont par ordre d'importance : la cérémonie chinoise, les chiens écossais et la cuisine française. Le tout se passant dans un New-York des années 30 qui donne à ce roman la touche poétique dont il était dépourvu au moment de sa publication.

Tant qu'à faire et chez le même éditeur « 10-18 », j'aurais mieux fait de vous conseiller la lecture de la Mythologie du roman policier (en deux tomes) de Francis Lacassin, dont

le seul défaut est d'être un peu bavard, et surtout, un ouvrage plus ancien qui date de 1983 : *Autopsies du roman policier*, recueil de textes d'écrivains célèbres, généralement anglo-saxons, réunis et présentés par Uri Eisenberg, qui font le tour de la question. Tout ce que l'on peut dire sur ce genre (et quand, précisément, le policier est devenu un genre) en pour et en contre est exposé, débattu par des écrivains, des philosophes et des poètes éminents comme Chesterton, Edmund Wilson, W. H. Auden, Somerset Maugham, Mary McCarthy, Orwell, McLuhan, Gorki, Walter Benjamin et Borges. Après s'être muni de ces préservatifs, c'est sans remords que l'on peut pratiquer le crime, s'enfoncer dans le vice ! Ce que vient de me rappeler M^{me} J. M., c'est que la critique littéraire ne se prend pas, malgré les apparences, au sérieux. Ce qu'il dit ou rien, pour lui, c'est le même chose.

Nous n'imaginons pas un instant ce que serait la vie des libraires, des éditeurs et des écrivains si vous dénez, soyons modestes, cent mille à nous croire, cent mille à partir à la recherche, toute affaire cessante, et la même semaine, du livre dont nous vous avons parlé avec ferveur. Tout s'explique, c'est parce que nous ne croyons pas à notre influence que nous sommes si déboussillés dans nos jugements. Pourquoi ne pas faire plaisir à cet ami écrivain, à cet éditeur sympathique, puisque presque personne n'a vérifié la qualité de la marchandisation. Et quand nous envenons tel livre médiocre, qui n'a vraiment pas besoin de nous pour se vendre, c'est pour avoir l'air de procéder le mouvement, plutôt que de traîner bêtement à sa queue : « Puisque ces succès nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs ! »

2 Regrets sur un tournedos

C'est sans inquiétude que je vous verrais me prendre au mot et vous procurer les deux livres que maintenant je vais vous conseiller : le *Gloacchino Rossini* de Frédéric Vitoux (Seuil, 89 F) et la *Vie de Rossini*, de Stendhal (préface et chronologie de Pierre Brunel, Ed. Parution, 128 F). Si vous achetez les deux, je vous suggère de commencer par le Vitoux. Vitoux débroussaille le terrain pour ceux qui, comme moi, ont surtout retenu, du grand homme de Pesaro, le *Barbier de Séville* et le *tournedos*. Vitoux, qui me paraît s'y connaître mieux en opéra qu'en cuisine, est injuste avec ce tournedos tartiné de foie gras et de truffe qu'il qualifie d'*« infériorité culinaire »*. Il fait appel, pour renforcer son jugement, au témoignage d'Auber, qui constatait, avec mélancolie : « Rossini est un très grand musicien et fait de la belle musique, mais une exécrable cuisine », et celui de l'ambassadeur d'Autriche à Paris Richard von Metternich, qui, évoquant ses soirées à la fameuse table du musicien, 2, rue de la Chaussée-d'Antin, s'écriait : « J'ai des frissons chaque fois que j'y pense. »

Du foie gras et des truffes, c'est vrai, Rossini en a mis partout quand il ne composait plus dans le tournedos, mais dans les caufs brouillés, l'omelette, la poularde, la sole. N'est-il pas écrit (cf Larousse gastronomique, page 858) : « Manger et aimer, chanter et digérer : tels sont à vrai dire les quatre actes de cet opéra bouffe qu'on appelle la vie, et qui s'évanouit comme la mousse d'une bouteille de champagne. »

Ce tournedos qui fut un des moments de la cuisine bourgeoise, une des spécialités du Café anglais, a mauvaise réputation parce qu'il est devenu le symbole, la Bastille qu'il faut abattre, de la grande cuisine malsaine du dix-neuvième siècle. Le tournedos Rossini,

c'est l'anti-nouvelle cuisine par excellence. C'est le crime de lèse-majesté commis à l'égard des principes élémentaires de la diététique. Notre balance se révolte contre ce plat lourd en calories. Cholestérol, triglycérides, diabète et infarctus commencent leur danse infernale. Notons au passage que Gioacchino Rossini, avec ses truffes, son foie gras et ses macarons (c'est lui qui inventa « un procédé original pour faire de foie gras le macaron » à l'aide d'une seringue en argent !), est l'homme n°1 à la fin du dix-huitième siècle, a enterré un nombre respectable de régimes en France ! Il n'a pas été donné à tous les végétariens de l'époque de voir défiler pendant leur vie la Révolution, le Directoire, le Consulat, le Premier Empire, la Restauration, Charles X, la Monarchie de Juillet, la Deuxième République, etc., et c'est vraiment par courtoisie envers Napoléon III, son frère, que Rossini n'a pas voulu assister à sa déchéance, préférant quitter la scène deux ans avant Sedan, en 1868 !

Vitoux nous permet de « réviser », notre Rossini avec clarté et plaisir. Il n'omet rien d'essentiel (et dans son « troisième mouvement », consacré à l'œuvre de Rossini, s'inspirant des travaux de l'Américain Philip Gossett, il nous permet d'avoir une idée précise de l'œuvre considérable de ce compositeur, qui s'est tu pourtant pendant les quarante dernières années de sa longue existence). Son choix discographique est précieux pour le débutant. Il privilégie les enregistrements intimes jusqu'à la *Petite Messe solennelle*. Sur le manuscrit de cette œuvre, Rossini, s'adressant directement à Dieu, lui écrit : « J'étais né pour l'opéra bouffe. Tu le sais bien... » Pour les éditions privées, Vitoux pousse l'amabilité jusqu'à nous indiquer où nous pouvons nous les procurer : La Phonographe (73, rue Blanche, Paris 9^e) et Papageno (1, rue Marivaux, Paris 2^e).

Bien entendu, Frédéric Vitoux s'interroge sur le silence de Rossini, plus singulier encore que celui de Rimbaud. Rossini se tait à l'âge où Rimbaud meurt. Il n'a composé que de 1810 à 1829. Et après, il semble s'être incliné avec politesse et ironie sous les quarante rappels d'un public de plus en plus persuadé de sa gloire ! Mais de cela nous reparlerons avec Stendhal. Quand Stendhal s'offre le luxe de divaguer dans un livre merveilleux, insolite, sur le génie de Rossini, son cadet de neuf ans !

3 Le grand Richard Thorpe

Je ne sais pas si Enrico Caruso, dix-neuvième enfant d'une famille, dont le père était mécanicien, qui débuta en 1873 au Teatro Nuovo de Naples, où il est né, dans un opéra de Morelli, l'*Amico Francesco*, avant de chanter dans la Bohème, de Puccini, à la Scala de Milan, six ans plus tard, a jamais interprété du Rossini. Vitoux est muet sur ce point. Je l'apprendrai (1) peut-être tout à l'heure en regardant le *Grand Caruso* (1951) sur FR 3, qui débute, hélas, le cycle Richard Thorpe du Cinéma de France.

Ce metteur en scène prolifique, né en 1896 dans le Kansas, aura sauvé notre mois de juillet télévisé, ravagé par les réformes. On présente Thorpe comme un ticheon. J'aimerais bien que tous les cinéastes fameux m'aient procuré le plaisir que j'ai ressenti à regarder *Night Must Fall*, le *Prisonnier de Zenda*, *Quentin Durward*, etc. ; cette sarabande de films qui vont à une vitesse folle. Richard Thorpe a trop tourné pour avoir eu le temps de prendre ces poses devant la postérité qui gâchent la pellicule !

(1) Oui. Il a chanté dans le *Barbier de Séville*.

Communication

Après les choix de la CNCL concernant les radios parisiennes

L'angoisse des « provinciaux »

La bande FM parisienne retrouve la parole ! La musique s'efface et laisse place aux débats, discussions, appels d'auditeurs et récits des grandes heures de la FM. La bande se réveille en sursaut, avec un ton d'autant plus déterminé que les propos d'auditeurs plus vifs qu'une certaine langue avait insidieusement envahi les ondes. Le réseau Liberté lancé par Radio-ici et Maintenant a pris de l'expansion. Ce sont désormais vingt-cinq stations qui retransmettent le soir un même programme chacune devenant tour à tour hôte et invitée. Mardi Radio-Alligre, mercredi Future Génération... Des heures de débats... autour de la FM. Des heures de manifestations d'amitié de la part d'auditeurs, de concours et d'observateurs divers Jean-Paul Baudouin, le patron de NRJ téléphonait lundi vers 23 heures, son soutien à Ici et Maintenant, tandis que François Jouffé, responsable des programmes de FIP venait dans les studios révéler une discussion un peu trop larmoyante.

La province suit avec attention l'évolution de la situation parisienne, y cherchant des signes d'une philosophie de la CNCL en matière de radio. Partout une même observation : les réseaux sont les grands gagnants, les associations servent surtout d'illibis, et l'on prédit la mort des petites ou moyennes stations commerciales restées encore indépendantes.

Président du SIRT (syndicat interprofessionnel de radios et télévisions indépendantes) et directeur du réseau régional RVS (Rouen, Caen, Le Havre), Eric Haurille avait déposé une candidature pour une fréquence parisienne, « vitrine des radios de province ». Il lance ici un cri d'alarme, signe de l'inquiétude croissante des radios commerciales de province, face aux grands réseaux.

« Pourquoi ce pessimisme ? Qu'annoncent les choix récents de la CNCL ?

La mort prochaine du petit cheval, l'extinction des radios indépendantes de province. Le phénomène est en cours. Les uns après les autres les radios s'effondrent, déposent les armes, se tournent vers les réseaux et leur tendent les clés de leur maison. Sur les 1 600 radios qui ont, dit-on, été autorisées depuis 1983, il n'en reste de viables et d'indépendantes que 60 à 80. Les autres, en dehors des radios associatives, ont été absorbées dans un réseau national. Il existe même dans certaines villes quelques potentats locaux qui se sont assurés la propriété de la quasi-totalité des fréquences et gèrent à frais minimes les récepteurs de plusieurs grands réseaux.

Vous bénéficiez cependant de l'antennité et d'une bonne croissance de terrain.

Mais quelle force, quels moyens de résistance une radio indépendante peut-elle opposer au royaume compressé des réseaux débiquant à grand bruit dans une ville ?

Forts d'une meilleure rentabilité financière (leurs stations ne sont que de simples réémetteurs de programmes diffusés par le satellite), ils disposent de moyens considérables pour organiser leur promotion, renforcer leur notoriété — déjà très forte grâce à leur implantation parisienne — et grignoter l'audience. Le match avec eux n'est plus à armes égales.

— Les radios indépendantes de province ont quand même d'autres atouts pour séduire et conserver leur auditoire. Ne croyez-vous plus dans la radio de proximité ?

— Si, puisque c'est elle qui, depuis sept ans, guide notre démarche. Mais faire de la proximité implique des équipes rédactionnelles autonomes, donc des charges dix fois plus lourdes que celles d'un réseau national. Si les recettes publicitaires des radios étaient proportionnelles à leurs audiences, nous pourrions nous battre. Après tout, Métropolis à Lille compte plus d'auditeurs que Chloé-FM. Et l'audience de RVS en Normandie dépasse celle de 95.2 en Ile-de-France... Mais nous sommes loin d'avoir le chiffre d'affaires que mériteraient les performances. Ce pays est tellement centralisé ! Faute d'avoir une image forte à Paris, les radios de province sont ignorées des médias-planners nationaux qui préfèrent acheter de l'espace sur un réseau national ou une station périphérique. Ce sera moins efficace, mais c'est tellement plus simple. Pourquoi la région de Sud-Radio est-elle à Paris ? Et pourquoi RMC s'est-elle tant battue pour pouvoir être entendue dans la capitale ?

— L'achat d'espace ne s'est-il pas affiné ?

— On assiste au contraire à un formidable mouvement de concentration et de centralisation. La dictature de dix millions de Parisiens sur les quarante-cinq autres millions de provinciaux. Et l'impression pour nous, radios de province, d'appartenir au tiers-état.

— On espérait qu'un lieu d'accompagnement le mouvement en cours la CNCL aurait une politique active visant à désamorcer le paysage audiovisuel du futur. Mais ses choix à Paris semblent le glas des radios indépendantes de province. Elle leur a refusé une fréquence-vitrine à Paris, essentielle pour se faire connaître, alors même qu'elle extorquait, par châtiment des centaines de fréquences de province à des réseaux nationaux venus, de Paris, porter la bonne parole. Car s'en est fini de la fameuse diversité FM ! Cinq ou six programmes similaires irrigueront la France, asséchant le marché publicitaire, ne laissant survivre qu'une poignée de radios associatives, après avoir étouffé les stations commerciales et provoqué le chômage de nombreux artisans. La boucle sera ainsi bouclée.

ANNICK COJEAN.

(Publicité)

Lettre ouverte aux treize membres de la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés) :

Gabriel De Broglie, Jean Aurin, Jacqueline Baudrier, Michel Benoit, J.-P. Sourysson, Roger Bouzinau, Daisy De Galard, Michel Droit, Pierre Huet, Bertrand Labrousse, Yves Rocco, Pierre Sabbagh, Catherine Tessa.

RADIO 3 : LA CULTURE BAILLONNÉE

La CNCL a aujourd'hui communiqué la liste des radios privées autorisées à émettre sur la bande FM en région parisienne.

Radio 3 ne figure pas sur cette liste, ce qui signifie qu'elle risque de ne plus pouvoir émettre dans l'avenir.

La CNCL a toujours refusé de recevoir les responsables de RADIO 3 et refuse encore actuellement de les entendre.

A la suite de sa décision, on peut se demander si la CNCL a même ouvert le dossier présenté par RADIO 3.

Ce dossier répondait entièrement aux critères retenus par la CNCL pour l'attribution des fréquences aux radios culturelles.

Depuis sa création en 1981, RADIO 3 est au service de l'homme et de la culture. Elle se présente comme un réseau culturel diffusant ses émissions dans plusieurs villes de France, dans les DOM-TOM et sur les ondes nationales de plusieurs pays (Afrique et Madagascar).

La part de RADIO 3, c'est l'aube du XXI^e siècle de réconciliation sagesse ancestrale et imagination créatrice.

Véritable carrefour d'échanges et de réflexion, la station est ouverte à toutes les voix susceptibles d'enrichir l'homme et les met à la portée de tous.

Cheque année, plus de 3 000 personnalités du monde artistique, scientifique, littéraire et philosophique viennent partager leurs dernières découvertes et défendre leur conception du futur.

Une nouvelle fois la culture est baillonnée. Faut-il se taire ?

La direction de RADIO 3 en appelle à l'arbitrage du chef de l'État, du premier ministre, et du ministre de la Culture et de la Communication. Un rendez-vous a été demandé à M. de Broglie et Rocco, responsables de la CNCL. Un manifeste de cent personnalités éminentes du monde culturel, artistique, médical et scientifique est en cours de constitution.

Un appel est lancé à tous les auditeurs de Paris et de l'ensemble du réseau national pour soutenir l'action de RADIO 3 vis-à-vis de cette décision arbitraire et injuste. Les lettres sont à envoyer en double exemplaire, d'une part à la CNCL — 56, rue Jacob, 75272 Paris Cedex 06 — à l'attention de M. de Broglie.

D'autre part, à RADIO 3 — 199 bis, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

Envoyer la lettre à la CNCL, la riposte de cette décision injuste doit être immédiate.

théâtre

cinéma

AVIGNON DE FESTIVAL VUS PA

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France
entre le mardi 28 juillet à 0 h TU et

Evolution probable du temps en France
entre le mardi 28 juillet à 0 h TU et
le mercredi 29 à 24 h TU.

Les vents de nord-ouest vont continuer de souffler, amenant sur la France de l'air relativement frais et humide, jusqu'à jeudi.

L. Fulci. 1.30 Cinéma : *Le vampire de Düsseldorf*. ■■ Film franco-hispano-italien de R. Hossein (1964). Avec R. Hossein, M.-F. Pisier, R. Dutoit, P. Valdes.

20.30 Cinéma : Le pistolet de Rampo. □ Film italien de Duccio Tessari (1966). Avec G. Gemma, G. Martin, M. Wood. Des bandits mexicains ont dévalisé une banque et ont tué deux réfugiés dans une ferme isolée. Le film vise à assurer les services d'un tueur sympathique pour les éliminer. Le western italien n'est pas ce qu'il est de plus médiocre. L'acteur Montgomery Wood est, en réalité, Giuliano Gemma. **22.05 Série : Mission impossible.** 23.00 Les cinq dernières minutes. 0.15 Les dossiers de l'agence O. 1.10 Série : Filles à Hollywood. 1.55 Série : Mission impossible. 2.45 Les chevaliers du ciel.

20.30 Téléfilm : Les jeunes pionniers. De Michael O'Herlihy, avec Roger Kero et Linda Purl. Des jeunes mariés affrontent une invasion d'insectes puis les rigueurs de l'hiver en 1870 dans le Dakota. **22.00 Série :** Maîtres et valets. Saga d'une famille anglaise. **22.50 Journal.** **23.05 Magazine :** Images et desserts. **0.00 Série :** Maîtres et valets (rediff.). **0.50 Musique :** Boulevard des clips.

20.35 L'air du soir. 22.00 Concert (en direct de la cour Jacques-Cœur à Montpelliér) : Hommage à Ravel, de Banequart : Ariane à Naxos : ouverture et danse, de R. Strauss : Symphonie n° 2 en si bémol majeur, D. 125, de Schubert, par la Philharmonie de chambre de Pologne, dir. Michel Béroff. sol : Françoise Pollet (soprano), Augustin Dumny (violon). Peter Nagy (piano); entracte : Air de concert pour soprano, orchestre et violon obligé, K. 490 ; Air de concert pour soprano, orchestre et piano obligé, K. 505 ; Concerto en sol majeur pour violon et orchestre, K. 216, de Mozart. 0.30 Jazz. Lucie and Co., de Philippe Lacarrière (extraits).

20.15 Mémoires du siècle. Marc Biancpain, président de l'Alliance française. 21.15 L'exotisme de l'autre (2^e partie). 22.15 Festival d'Arignon. Rives et dérivés. Musique des fleuves : Le Zaire. 23.50 Entretien avec... Marlene Dietrich (2). 0.05 Du jour au lendemain.

20.30 **Cinéma** *Ça va cogner*, © Film américain de Buddy Van Horn (1980). Avec Clint Eastwood, Sandra Locke, Gene Grey et John Williams. *Smith, Un garsiste spécialiste*
Sur la casse des voitures accidentées se livre à des combats de boxe clandestins. Il est contacté par un chef de bande new-yorkais. Une suite - inutile - de Doux, dur et dingue. Intrigue embrouillée, laidou et lourdier. Seul Clint Eastwood est possible. 22.25 **Journal** 22.50 **Documentaire** : *Arignon*, 40 ans de Festival. Jean Vilar par René Allio. 22.30 **Mini-Films**. *Tintarella di luna*, de Gaspar Noé ; *Rupture* de Stock, de Claude Guyonnet ; *Au clair de l'autre*, de Norbert Aubertham. 23.50 **Préface à la nuit**.

20.30 **Cinéma** : La cage aux lions. ■ Film américain de Colin Higgins (1982). Avec B. Reynolds, D. Parton, dom DeLuise, Ch. Burning. 22.20 **Flash d'Informations**. 22.30 **Cinéma** : Le shérif est en prison. ■ Film américain de Mel Brooks (1974). Avec Cl. Little, G. Wilder, S. Pickens. D. Huddleston. 0.05 **Cinéma** : L'an-dell. ■ Film italien de L. Fulci (1981). Avec K. Mac Coll, D. Warbeck, S. Keller.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4537

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Le dur à cuire de la Légion. — II. Emancipation de jeunes sujets qui deviendront peut-être des grandes perches. — III. Produire une détonne ou, tout simplement, reproduire. — IV. Etat comparatif. Le grand du mari peut devenir le petit de la femme. — V. Fals une apparition après une longue attente. Porte conseil ou porte tort. — VI. Indication sur la demeure d'un disparu. Se prend dans plus d'un tour normand. — VII. Qui est fait, non en vain. — VIII. Appel au poète, au poète en latin. — IX. Dieu, la Divinité. — IX. Le jardin du pommier et du pêché. Qui n'aest plus qu'un timbre faux ou carrement timbré. — X. Eve ne l'a pas connu. Pièce d'un puzze anatomique. — XI. *Facteur de liaison* dont la «conjonction» s'avère impossible devant une négation. Un éternel relatif.

VERTICALEMENT

1. Ses rouges sont muets, mais son langage ne manque pas de verbe. — 2. Elle est blonde et fraîche, mais de nature légère. A obligé plus d'un à piquer une tête. Orientation à gauche pour un homme — dirigeant. — 3. Qualité qui ne s'accommode pas de règles rigoureuses. — 4. Pompettes pour trop pompé. Ses ongles s'émoussent dans l'onde. — 5. Impalpable, sauf sur un lit. Saint bernais. — 6. Un d'ailleurs. Le pactole du faïen. Interjection. — 7. Façon d'avancer tout en marquant le « pas ». — 8. Entrée d'économie rurale. — 9. Avait l'œil sur le frie et le froc. — 10. Suspendre un jugement. Un solide ridou nous se repère.

Horizontalement

I. Mémoire. — II. Averse. Gê. —
III. Rires. Nés. — IV. Tel. Urine. —
V. Irisée. On. — VI. Na ! Bout. —
VII. Ed. Urus. — VIII. Tentation. —
IX. Laos. Est. — X. Fini. Créé. —
XI. Otarie. Es.

1. Martinet. Fô. - 2. Evier. Délin.
- 3. Merlin. Nana. - 4. Ora. Sau-
voir. - 5. Issue. Ras. - 6. Ré.
Rebut. Ce. - 7. Ni. Osier. -
8. Genou. Osée. - 9. Mésaventures.


RESULTATS COMPLETS N°30
LOTO SPORTIF

[illegible]

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

Mercredi matin, les nuages abondants sur la moitié nord du pays, seront parfois accompagnés de petites pluies près de la Manche et sur le Nord-Est.

Plus au sud, les éclaircies seront souvent belles, mais attention aux brumes et nuages bas qui se formeront de l'Aunain au Massif Central.

An cours de la journée, le temps très nuageux ou couvert s'étendra vers l'Aquitaine, les régions du Centre et le nord des Alpes; quelques pluies sont possibles, elles seront plutôt marquées de l'Auvergne aux Alpes du nord.

Le temps deviendra lourd et nauséux des Pyrénées au sud du Massif Central et des Alpes, et des pluies à caractère

orageux pourrait apparaître en soirée : le beau temps chaud se maintiendra près de la Méditerranée.

Enfin, de la Bretagne aux Pays de Loire et à la Normandie, de belles éclaircies prédomineront de nouveau l'après-midi : les neiges accompagnées de quelques averses resteront, en revanche, abondantes sur le Nord-Est.

Le vent d'ouest à nord-ouest soufflera assez fort près des côtes, parfois fort près de la Manche.

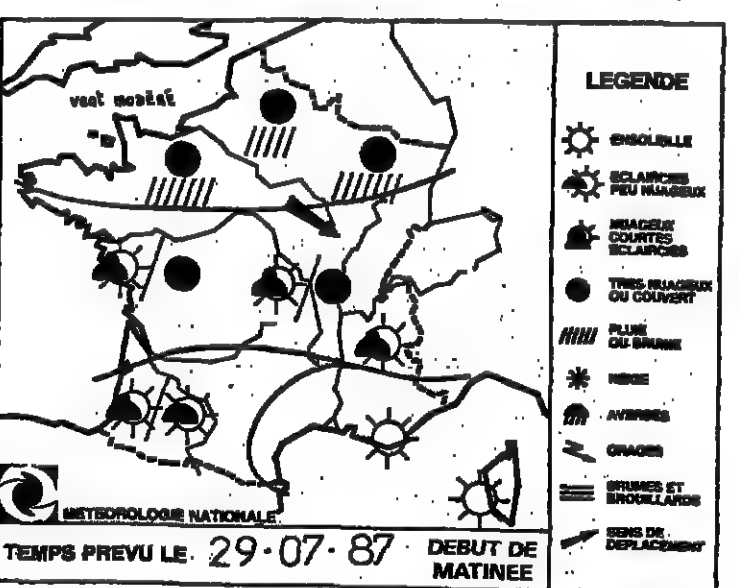
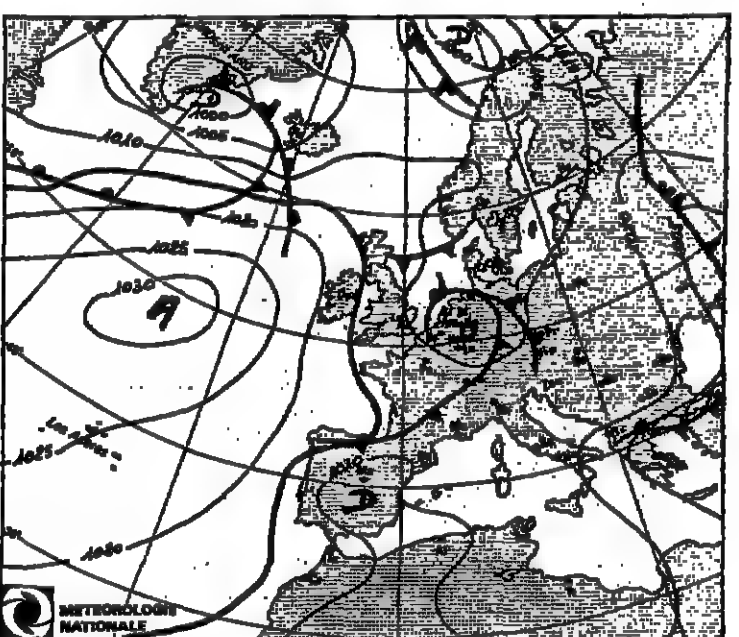
Sur le Languedoc et la Provence, un vent d'ouest dominant soufflera modérément.

Les températures maximales avoisneront 19 à 24 degrés sur la moitié nord, 25 à 31 degrés plus au sud.

SITUATION LE 28 JUILLET 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 JUILLET A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-7 à 8 heures TU et le 28-7-1987 à 8 heures TU le 27-7-1987

[illegible]

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Audience instantanée, région parisienne 7 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	28.3	Barra Barbara 9.8	Actual. régio. 9.8	Actual. régio. 3.8	Larry et Balth 2.0	Ordis de vie 2.4	Chez soi 0.5
19 h 46	28.8	Roya fortune 11.2	Bouvard 6.8	Actual. régio. 4.8	Quand emploi 2.0	Supercopier 2.0	Starkey Hutch 2.0
20 h 16	39.5	Journal 13.7	Journal 13.2	La classe 3.9	Stalg 13 2.4	Supercopier 4.9	Starkey Hutch 1.5
20 h 55	42.9	Train Gun Hill 10.2	Nouv. testam. 13.2	Viens du bel 7.3	Flagr. désir 2.4	Doc. Cordelier 3.4	Film cinéa 8.8
22 h 08	33.7	Pub 7.8	Pub 5.4	Viens du bel 11.7	Flagr. désir 3.4	Doc. Cordelier 4.4	Claie de lune 2.0
22 h 44	22.0	2 contre Léon 4.4	Mag. festival 1.5	Soir 3 4.9	Comed 2.0	Doc. Cordelier 7.3	Claie de lune 2.0

Echantillon : plus de 100 sonars en Ile-de-France dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Comblant les trous de mémoire

Une expérimentation inédite démontre le rôle de l'inconscient dans le rappel des souvenirs. C'est une piste intéressante pour la rééducation des amnésiques.

Par le Pr FRANÇOIS LHERMITTE (*)

CHACUN d'entre nous connaît les « trous de mémoire » et sait qu'il est généralement vain de pourchasser la recherche du mot manquant, celui-ci revenant, semble-t-il, « tout seul » à la mémoire quelque temps plus tard. Banalité du quotidien, ce fait pose une question précise : comment les mécanismes du « rappel », qui ont été, seuls, défaillants, retrouvent-ils leur activité ? Voici l'hypothèse émise : au moment où ces mécanismes ne répondent pas à la recherche, voire à l'exigence du sujet, le cerveau envoie une sorte d'ordre aux processus neurophysiologiques (inconscients) de l'inconscient ; ceux-ci continuent à explorer les traces à long terme, support des souvenirs, alors que la pensée consciente poursuit son cours sur des thèmes différents ; lorsque la cible est touchée, celle-ci est mise en activité, d'où son irruption inopinée dans la conscience : « Ah ! C'est X-Y ! »

La vérification de cette hypothèse chez le sujet normal se heurte à des obstacles méthodologiques quasi insurmontables. Chose en un : dans l'intervalle qui sépare le moment où le trouble mnésique s'est manifesté et l'entretien ultérieur, le sujet ne doit pas avoir pu penser au thème du ou des souvenirs qui lui ont

manqué. Cela est inimaginable. L'effort, même, de ne pas y penser est déjà y penser.

L'idée nous est venue de contourner cet obstacle en recourant à des patients atteints d'un « syndrome amnésique pur ». La formation des « traces à long terme » dans le cortex cérébral, contreparties biochimiques des souvenirs, et leur rappel se réali-

sent grâce à un circuit complexe, enfoui dans le cerveau, qui joue un rôle d'« activateur ». Sa destruction (traumatisme, encéphalite à virus, infarctus, etc.) provoque ce « syndrome amnésique ». Les patients oublient les événements auxquels ils participent avec une intelligence normale (amnésie antérograde) et sont incapables d'évoquer des souvenirs qui leur étaient familiers (amnésie rétrograde). Ces deux perturbations étaient nécessaires à l'expérience qui a été entreprise.

L'expérience a consisté en une courte série d'interrogatoires séparés par des intervalles de deux ou trois jours. Chacun a porté sur trois thèmes : deux correspondant à des lieux parfaitement connus du patient, et un à

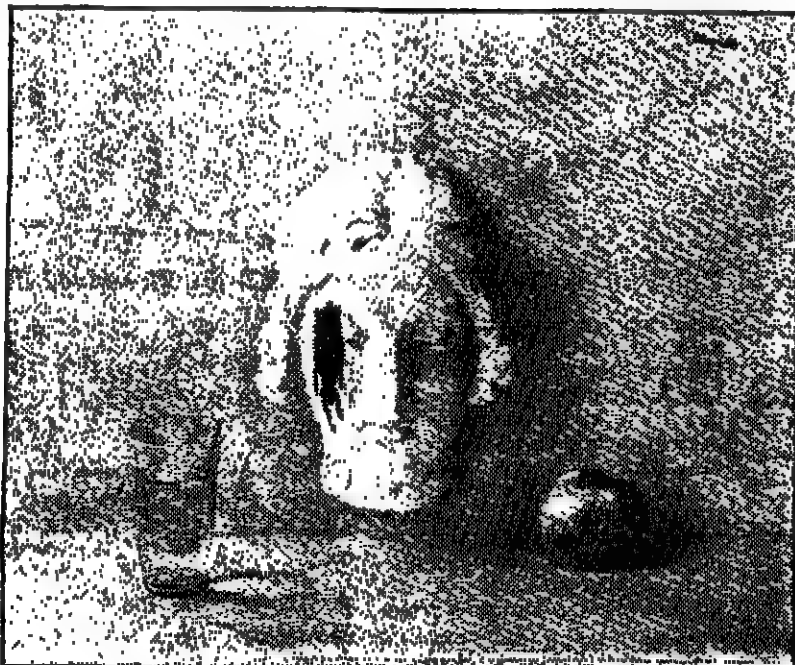
un événement frappant de la vie personnelle. L'examineur posait des questions sans fournir la moindre information. L'amnésie rétrograde et l'amnésie antérograde ont joué, chacune, un rôle propre. La première, sur les thèmes de l'interrogatoire, pour le recueil des oublis ; la seconde, pour répondre à la condition *sine qua non*, à savoir que le sujet, oubliant plus tard, ne pouvait y repenser plus tard. Cet oubli a été vérifié.

L'étude, menée avec l'aide du docteur M. Serdaru, a porté sur trois femmes. Il suffit d'indiquer leur âge, quarante-cinq, trente-sept et vingt ans, et de citer les thèmes sur lesquels elles ont été interrogées. *Cas 1* : le quartier de Passy, le trajet en voiture Paris-

Poitiers-Gençay, lieu de sa naissance et de ses vacances, et le jour de son mariage avec un Algérien, en 1962. *Cas 2* : le quartier Latin, la région de la Lozère où la patiente était née et revenait tous les ans, et le jour où, à Paris, elle

apprit le décès de sa mère en Israël. *Cas 3* : le quartier de Passy, le lieu où elle passait ses vacances, et le jour de la rupture des fiançailles de sa meilleure amie.

(Lire la suite page 16.)



René Magritte
La mémoire 1947
Collection privée
document la Colothèque

AVORTEMENTS INTERDITS EN ÉTÉ ?

TROUVE-T-ON sans mal un centre d'IVG (interruption volontaire de grossesse) à Paris ? Pour les responsables du Planning familial, la réponse ne fait guère de doute. « Tous les ans, le même scénario se reproduit », explique la directrice du centre d'accueil de Paris. Certaines unités implantées dans les hôpitaux ferment pendant les vacances et les femmes ont du mal à obtenir des rendez-vous dans les délais prévus par la loi. Il n'est pas facile de trouver un lit.

En été, les centres d'IVG tournent effectivement au ralenti : sur les vingt-trois unités parisiennes, seule dix fonctionnent normalement en juillet et huit en août. Les autres réduisent leur activité de 50 %, voire plus. Ainsi, les deux centres de l'hôpital Cochin (Gynécologie et Port-Royal) se limitent à une interruption unique de grossesse par jour, « avec possibilité de passer à deux en cas d'urgence ».

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui : en 1985, le colloque de l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception (ANCC) dénonçait ce fonctionnement réduit en s'appuyant sur une enquête réalisée de juillet à septembre 1984 auprès de deux cents femmes à Paris : plus de la moitié d'entre elles faisaient état de demandes non satisfaites.

L'administration de l'Assistance publique de Paris ne paraît pas émue par ces accusations. En 1987, comme tous les ans,

les fermetures de lits ont été décidées par les chefs de service et les directeurs, en fonction des absences du personnel médical. Et comme tous les ans, une circulaire précisant les dates d'ouverture de tous les centres parisiens est parvenue aux responsables de ces unités : elle doit leur permettre d'orienter les femmes en fonction des lits disponibles.

En fait, le vrai différend porte sur l'appréciation du nombre de demandes d'IVG recueillies pendant les mois d'été. « Nous constatons tous les ans une baisse des interventions en juillet et en août », explique-t-on à l'Assistance publique de Paris. « Malgré ce fonctionnement réduit, nous parvenons à répondre à toutes les demandes. » Le Planning familial tient un tout autre langage. « Pendant les vacances, nous avons reçu jusqu'à quatre-vingt-dix femmes par jour. Certaines avaient été refusées dans plusieurs hôpitaux parisiens. Nous les orientons alors vers les cliniques privées... en espérant que les délais ne seront pas dépassés. »

En agissant de cette manière, le Planning familial a bien conscience de renforcer une tendance typiquement parisienne : l'importance du secteur privé. Dans la capitale, en effet, plus de 85 % des dix mille IVG pratiquées chaque année ont lieu dans des cliniques, soit le double de la moyenne nationale.

ANNE CHEMIN

Fond de cuisine industrielle

L'agro-alimentaire est à la recherche de produits de base standardisés.

POUR Patrick Noël, chercheur à l'établissement national de la recherche agronomique (INRA), il n'y a au fond que deux sauces : la mayonnaise et la sauce blanche. Cette horreur culinaire recouvre une réalité. A quelques exceptions près, les sauces sont des émulsions ou des empois. Elles utilisent les propriétés émulsifiantes des protéines, qui permettent de mélanger intimement l'huile et l'eau — plus précisément des corps gras hydrophobes et des solutions aqueuses. C'est la mayonnaise. Ou alors elles mettent à profit le pouvoir épaississant et gélifiant de glucides complexes comme l'amidon. Voilà pour la sauce blanche.

L'INRA de Nantes n'a pas pour vocation spécifique d'étudier les sauces. On y travaille sur les propriétés fonctionnelles des composants alimentaires, en vue de leur compréhension, puis de l'établissement d'une liaison entre ces propriétés et les caractéristiques organoleptiques des aliments, enfin de l'élaboration de nouvelles techniques utilisables par l'industrie agro-alimentaire ou de l'obtention de matières premières non conventionnelles. Les recherches ont été récemment étendues au problème physiologique de la nutrition de l'homme sain, qui gouvernent en partie les mêmes propriétés fonctionnelles. Ces dernières recherches, menées en collaboration avec la faculté de médecine de Nantes et le centre hospitalier régional, touchent un domaine encore presque vierge, la recherche médicale s'étant surtout intéressée à la nutrition du malade.

Comme toute industrie, l'agro-alimentaire fournit des produits standardisés et a donc besoin de matières premières dont les caractéristiques soient constantes, bien reproductibles d'une livraison à

l'autre. Ce n'est pas le trait dominant de la production agricole. D'où l'intérêt d'un prétraitement des produits, isolant les divers composants (protéines, sucres, graisses...), et fournissant des matériaux de base standardisés à partir desquels on peut construire en terrain sûr.

Autre problème. Les aliments traditionnels sont consommés dès qu'ils sont cuits. Ce n'est pas le cas des produits de l'industrie agro-alimentaire. Ceux-ci doivent se conserver un temps plus ou moins long, et supporter d'importantes variations de températures. Pour reprendre l'exemple des sauces, certaines doivent tenir à la cuisson, d'autres à la congélation. Elles doivent souvent pouvoir supporter plusieurs variations de température. C'est l'affaire de propriétés rhéologiques des constituants qu'il faut connaître et éventuellement modifier.

Une bonne part des recherches faites à Nantes portent sur l'amidon. Cette matière première peut être extraite de nombreuses céréales et de féculents ; elle est constituée de longues chaînes de glucoses, linéaires (amylose) ou ramifiées en une sorte d'arbre (amylopectine). Chauffé en présence d'eau, l'amidon donne un empois visqueux ; une partie de l'amylose se dissout, les molécules, qui étaient, en gros, parallèles, s'écartent et prennent des directions variées, formant un réseau qui peut emprisonner de l'eau ou des corps gras. Les techniques actuelles permettent d'isoler aisément l'amidon, et d'obtenir à des prix de l'ordre de 4 francs le kilogramme un produit utilisable en charcuterie, et aussi pour la fabrication d'aliments « allégés » — où l'amidon remplace des graisses, ce qui abaisse à la fois le coût et la valeur calorifique. On produit même

des amidons « pré-gélatinisés » par passage dans un jet de vapeur, d'usage plus commode, et qui donnent des empois moins visqueux — ce qui peut d'ailleurs être un inconvénient, car le consommateur associe inconsciemment valeur nutritive et viscosité, bien que ces deux caractéristiques n'aient aucun rapport.

L'amidon manque de liant

Mais en tant que liant l'amidon a un défaut : la possibilité d'une synergie — séparation d'un liquide à faible viscosité, laissant une masse solide — lors des variations de température. Cela tient au fait que les molécules peuvent s'organiser en faisceau, constituant un bloc solide et laissant échapper l'eau. Pour éviter cet effet, on a été conduit à transformer chimiquement l'amidon. L'industrie produit actuellement des amidons modifiés qui résistent à cinq cycles de réchauffement-refroidissement. Mais la législation limite l'emploi de ces produits — la proportion d'amidon modifié doit être inférieure à 5 % dans les aliments destinés aux adultes, à 3 % dans ceux pour enfants. Or l'extraction de l'amidon — par passage dans une filière qui le comprime et le chauffe, à pour effet de casser certaines molécules. Si la dégradation est forte, l'amidon perd ses propriétés liantes ; mais si elle reste modérée, ces propriétés subsistent ; les molécules ne peuvent plus s'organiser en faisceau, et l'on évite ainsi la synergie. Des crèmes patisseries utilisant de l'amidon extrudé résistent à la congélation.

D'autres recherches du même établissement visent à isoler des protéines qui ont des propriétés intéressantes. Par exemple, les protéines du plasma sanguin ont un bon équilibre en acides aminés et peuvent améliorer la consistance de produits charcutiers. Certaines protéines de légumineuses ont un important pouvoir moussant et peuvent être des additifs intéressants. Elles peuvent aussi être utilisées comme constituant de base d'aliments ; mais il y faut des

traitements qui les rendent plus appétissantes. En effet, ces protéines isolées sont obtenues sous forme de poudre, et il faut leur donner une texture fibreuse, rappelant celle de la viande ou du poisson. L'extraction a été employée, mais ne donne qu'une structure imparfaite. Aussi s'en-on mis au point à Nantes un procédé de filage, directement adapté de celui en usage dans l'industrie textile, qui permet d'obtenir des fibres satisfaisantes. Il faut ensuite les agglomérer, les colorer et les aromatiser. Ce dernier point est celui qui présente actuellement les plus grandes difficultés. Les industriels ont créé divers additifs qui renforcent les goûts des aliments, mais c'est un autre problème de donner un goût satisfaisant à une matière première parfaitement insipide. On s'arrête par exemple à reproduire parfaitement la saveur d'aliments naturels, mais les goûts obtenus ne sont pas désagréables et l'on peut déguster à Nantes des aliments synthétiques rappelant assez bien la quiche, le beignet de poisson ou le bourguignon de bœuf.

Œufs en barre

Les recherches faites à Nantes s'inscrivent dans tout un ensemble d'études sur les aliments — et pas seulement ceux du futur. L'industrie agro-alimentaire a pris conscience de la nécessité d'études fondamentales. Les producteurs d'œufs disent avec juste raison que la valeur nutritionnelle de l'œuf est excellente. Mais en tant que matériau pour la cuisine industrielle, l'œuf, fragile, difficile à stocker — on n'a jamais pu convaincre les poules de faire des œufs cubiques et incassables, — n'est pas adapté. On sait faire des boudins d'œufs durs, longs cylindres calibrés qu'il n'y a plus qu'à découper en tranches lors de l'emploi. Mais ils ont actuellement un défaut grave : le jaune de l'œuf prend une consistance caoutchouteuse. L'étude des propriétés rhéologiques devrait résoudre ce problème. Autre exemple : les fibres alimentaires — le mot recouvre tout

un ensemble de molécules, principalement des celluloses, qui ne sont pratiquement pas digérées — ont la propriété de faciliter le transit intestinal, et l'on suppose que leur consommation modérée réduit le risque de certaines maladies cardiovasculaires. D'où une vogue des produits à base de son de blé. Or ce dernier a un inconvénient : il concentre les pesticides et contient un acide qui bloque l'assimilation du calcium. Des travaux ont montré que le constituant actif de son n'est pas situé dans la couche extérieure. On pourrait donc se débarrasser des pesticides en abrasant les grains.

On peut aussi songer à remplacer le son par d'autres produits, comme la pulpe de betterave, qui a des propriétés anticholestérol. Mais ce n'est pas au point. Parfois, ce n'est pas le désir de trouver des produits nouveaux, mais la simple préservation

des produits anciens qui motive les recherches. Un exemple est l'hygiène des fromages frais. C'est un sujet fort mal connu. Or, avec la mise en place du grand marché européen, ces fromages seront soumis à la concurrence étrangère, et si l'on peut les attaquer au plan de l'hygiène sans que leurs producteurs aient des éléments de réponse, les conséquences en seront graves. De même faut-il assurer le maintien de certaines productions agricoles traditionnelles qu'une rentabilité insuffisante ferait disparaître. C'est le cas de plusieurs légumes. Plusieurs grands cuisiniers ont alerté l'INRA à ce propos. L'un d'eux s'est engagé à mettre à sa carte un poisson renommé, l'omble chevalier, si l'on pouvait lui assurer un approvisionnement régulier.

MAURICE ARVONNY.

Cet été à Paris
rafraîchissez votre anglais.

GRATUIT :
votre test de niveau

A la carte :

Cours intensif :

20 h/semaine

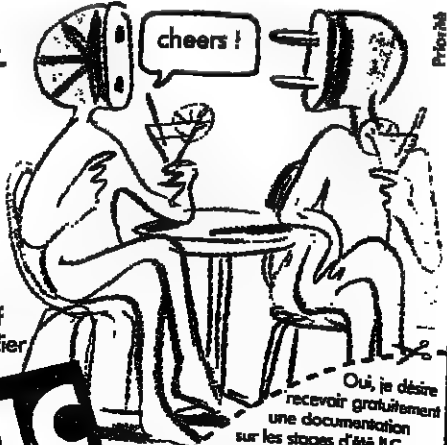
Cours combiné :

30 h/semaine

Dont 20 h cours collectif

10 h cours particulier

INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE
20, Boulevard de la République
75001 Paris
Tél. 43.25.41.37



Où je désire
recevoir gratuitement
une documentation
sur les stages d'été ILC.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

هكذا من الاصل

Comblent les trous de mémoire

(Suite de la page 15.)

Les résultats obtenus ont été identiques chez les trois patients. Seuls, ceux du cas 1 sont mentionnés. L'accroissement des informations fournies de séance en séance, sur les deux items des lieux, fut spectaculaire, au point d'atteindre les performances des sujets-témoins. Les plans géographiques ont été dessinés progressivement par l'examineur, qui s'arrêtait en cas de non-réponse. On se rend compte de l'extrême précision des informations : le nom de tous les magasins de la chaussée de la Muette (avec parfois le nom du propriétaire), le coin où se trouvent la station de taxi, le kiosque à journaux, le métro, la pharmacie, et là où l'on vendait du muguet le 1^{er} mai ; en face, l'étal de l'écailler devant un petit café dans une maison à un seul étage, le grand pan de mur de l'immeuble situé au 3 de l'avenue Mozart et la tourelle située à son cinquième étage...

Le passé repeuplé

L'accroissement du nombre des souvenirs évoqués ne peut être dû qu'à une activité des processus mentaux inconscients. Cette affirmation repose sur la preuve que nous avons obtenue de l'oubli des interrogatoires précédents (amnésie antérograde), c'est-à-dire de l'impossibilité d'être la patiente d'y repenser dans les intervalles de temps qui séparent les séances. Bref, au cours de chaque interrogatoire, les questions qui restaient sans réponse ont mis en activité des processus neurophysiologiques inconscients qui servent au rappel. Deux remarques : aucun des souvenirs ainsi rappelés à la conscience à telle ou telle séance n'a été oublié dans les séances suivantes, ce qui signifie que le processus de rappel, une fois mis en activité, demeure ; le rappel croissant des souvenirs sur un point du plan ou du trajet a entraîné une diffusion du rappel des souvenirs sur d'autres points qui n'avaient pas encore l'occupation d'être évoqués (phénomène de généralisation du rappel).

En revanche, les souvenirs attachés à un jour de la vie ne sont pas enrichis et certains révoqués ont comporté d'innombrables faiblesses. L'exemple du cas 1 (6, 7, 7 et 7 informations par séance) est valable pour les deux autres. Ici, la situation est tout autre : elle fait appel à la succession éphémère et jamais renouvelée des instants — qu'on appelle le présent — qui passent et s'enfuient à la manière d'un train d'ondes vu sur un oscilloscope. Les traces à long terme, fragiles et remaniées par le temps, ne sont soumises à aucun apprentissage, contrairement aux premières. Ces résultats s'accordent avec la distinction, soutenue en psychologie cognitive, entre mémoire didactique, mémoire émanative, d'un côté, et mémoire chronologique, biographique, épisodique, de l'autre. La validité de ces résultats a été confirmée sur un groupe de patients atteints d'un état démentiel débutant, sénile ou précoce (maladie d'Alzheimer), dont l'amnésie était principalement liée aux lésions du cortex cérébral, donc à l'effacement des traces à long terme elles-mêmes. Dans ce cas, l'enrichissement des performances ne pouvait se produire. C'est ce qui a été constaté.

La réalité d'une activité opératoire de l'inconscient dans le rap-

pel mnésique nous paraît, ainsi, démontrée. A notre connaissance, aucune expérimentation de ce genre n'avait été entreprise jusqu'à ce jour. Son intérêt théorique se double d'un intérêt pratique : l'épreuve peut être adaptée en une méthode de rééducation. L'une des patientes (cas 2) l'avait comprise toute seule : elle notait sur un cahier tout nouveau souvenir, et se relisait régulièrement. Ainsi, elle a dit avoir « repeuplé les mondes de son passé... tout en s'amusant ». Une réelle méthode de rééducation a été mise au point à l'hôpital de la Salpêtrière. Il est prématuré d'en parler. Je m'autorise une remarque. Beaucoup d'entre nous recourent plus ou moins et sans le savoir à ce procédé. Tous en bénéficieraient. Nombre de grands écrivains, Flaubert, Zola, Proust, entre autres, ont utilisé de précieux carnets. Comme chacun se plaint de sa mémoire, pourquoi ne pas construire sa propre méthode, à n'importe quel âge, donc dès la jeunesse ? Mais que personne ne prétende que cette allusion se réfère à la science ! Ni même que cette note au passage soit un conseil d'homme fondé... J'y crois, mais ne sais pas.

L'intérêt de cette expérimentation dépasse la seule mémoire pour toucher à des activités mentales plus complexes, la résolution des problèmes. Seules, des anecdotes sont connues. Celle justement dénommée l'« esprit de l'escalier » et celle des cruciverbistes (le mot croisé qui n'a pas pu être réalisé le matin est « résolu de lui-même », le soir, lorsque le sujet s'y penche à nouveau). Plus encore, nous avons tous vécu de telles expériences pour des problèmes dont la solution, que nous ne trouvions pas, s'est imposée, un jour, comme de par le bon sens. L'« Eureka ! » d'Archimède en est l'exemple historique, encore qu'il fasse intervenir, en plus, une association d'idées. Maintes découvertes par « intuition » répondent, sans doute, à ce mécanisme. Dans l'avenir, il nous paraît possible d'imaginer des protocoles expérimentaux aptes à le démontrer. Impliquant, alors, une activité de l'intelligence, ils constitueraient un progrès de taille.

P. FRANÇOIS LHERMITTE, membre de l'Institut.

Un palais juif en terre arabe

La France participe à l'audacieuse reconstruction, près d'Amman, d'une demeure patricienne érigée vers 180 avant Jésus-Christ.

IRAK-EL-EMIR
de notre envoyé spécial

L'« falaise du prince ». A une vingtaine de kilomètres d'Amman, mais à l'écart de la grande route, l'étroite vallée encaissée de l'oued Sir, où poussent l'iris noir et le peuplier gris-vert abrite depuis les années 20 des Bédouins sédentarisés se livrant sans en avoir l'air à de paisibles activités d'arboriculture et d'élevage. Au fur et à mesure qu'on avance sur la petite route sinueuse au serpent du torrent, apparaissent, sur les parois rocheuses, des signaux antiques, ouvertures au bloc taillé dans la pierre contrastant avec l'habitat léger contemporain, frugales maisons de brique que deux oranges suffisent à dérober aux regards.

Des sculptures colossales

Et puis, soudain, le vallon devient val, s'élargit, s'aplanit, s'éclaircit et au ciel bleu écarlate s'adosse un vaste bâtiment aux allures de temple, en calcaire blanc, orné de panthères de brèche rose. « Contrairement aux apparences c'est une demeure patricienne évidemment, construite vers 180 av. Jésus-Christ, en pleine période hellénistique », explique François Larché, le jeune architecte du Centre national français de la recherche scientifique (CNRS), qui, depuis quelque dix ans, a consacré la majeure partie de son temps à la reconstruction du palais d'Irak-el-Emir.

En dépit des arguments politiques que pourraient éventuellement en tirer ses adversaires tant israéliens qu'arabes, la Jordanie n'a pas hésité à encourager le réajustement, en terre arabe, d'un édifice qui fut bâti par un notable israélite, frère d'un grand-prêtre de Jérusalem. C'est en effet Hyrcan, prince lettré parlant araméen, hébreu et grec, l'un des

héritiers de la puissante famille juive des Tobies, célèbre pour sa fortune sur les deux rives du Jourdain dès le cinquième siècle av. Jésus-Christ, qui éleva Irak-el-Emir, estimant la plupart des spécialistes de cette période.

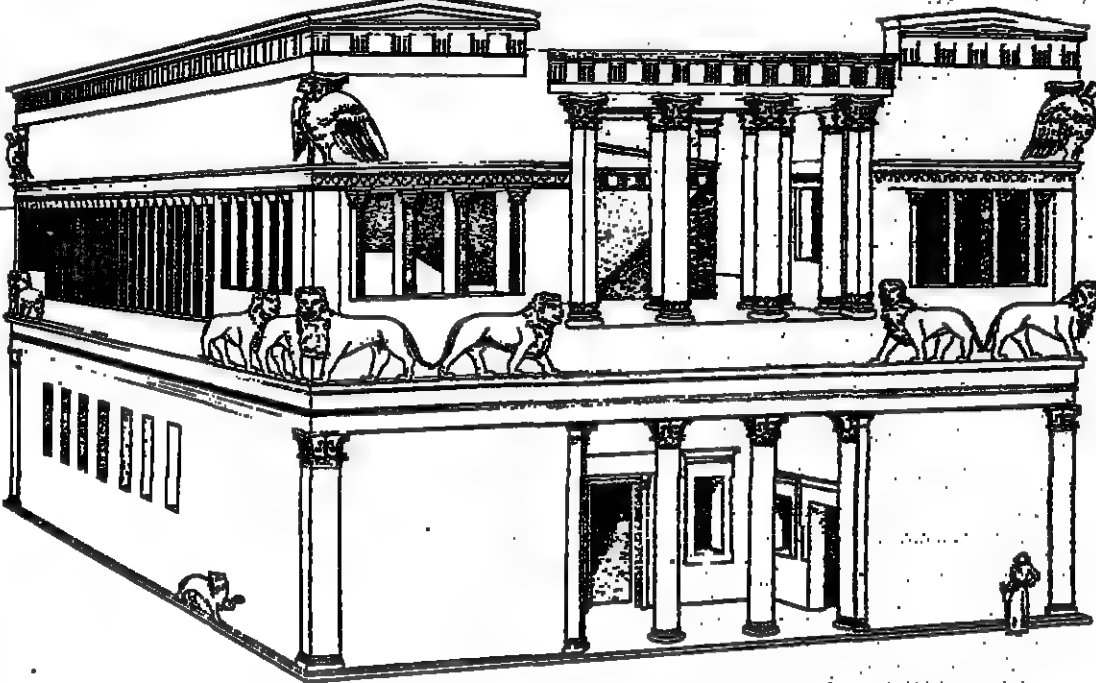
Y compris son coreligionnaire, l'historien militaire Flavius Josèphe qui, écrivant ses *Antiquités*

ment inaugurée, au début de cet été. Malgré les risques réels d'exploitation politique de l'entreprise, dans une région aux sentiments historiques et religieux à vif, la France avait apporté son concours scientifique et technique et accessoirement financier, aux Antiquités jordanaises, à travers l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (IFAO), dirigé par Georges Tate.

« Le bâtiment est un rectangle de 37 mètres de long sur 18,50 mètres de large et 15 mètres de haut, construit probablement par un architecte alexandrin, ce qui fait du palais l'un des rares exemples connus, sinon le seul, de

Jourdain et même les tours de Jérusalem, comme si l'horizon avait des dents. En contrebas du cirque montagneux, le « palais du serviteur », accroché le soleil, dans sa conque de verdure, comme neuf, tel que Hyrcan certainement le vit et dont il profita probablement moins de dix ans.

Il reste à souhaiter que les autorités jordanaises aillent maintenant jusqu'au bout de leur audacieux projet de réhabilitation et créent sans tarder, sous forme de mini-parc national, une ceinture non édifiée autour du bâtiment, dont les terres adjacentes appartiennent aux paysans du



Reconstitution du palais de Hyrcan. (Dessin de J.-P. Lange, IFAO.)

judaiques, au premier siècle de notre ère, a décrit l'installation de Hyrcan, deux cents ans auparavant dans ce site aride et romantique : « Il s'y fit construire un manoir appareillé en pierre blanche, orné de figures sculptées colossales, et il l'entoura d'un bassin large et profond. » Lorsqu'il pleut d'abondance aujourd'hui, la maison de Hyrcan retrouve pour quelques jours son environnement aquatique d'antan.

Et ce, d'autant plus facilement qu'elle est, de nouveau, et pour l'essentiel, rebâtie mieux qu'à l'identique, avec les blocs d'origine et même quelques-unes des frises léonines géantes miraculeusement parvenues jusqu'à nous grâce à l'oubli jusqu'à sa redécouverte, en 1918, et sans doute aussi grâce au tremblement de terre qui, au quatrième siècle de notre ère, fit s'abattre la demeure comme un château de cartes.

Irak-el-Emir, que son inventeur appelait « Tyros », fut nommé par les colonisateurs arabomusulmans, arrivés à la septième siècle, *Karr-el-Abid* — « le palais du serviteur », par allusion peut-être à la fonction héréditaire de fermier des impôts en Palestine que les Tobies avaient remplie pour le compte des pharaons Lagides d'Égypte, la dynastie de Cléopâtre la Grande. En effet, les occupants épiques, notamment ceux de Hyrcan, n'ont pas, ne purent y effacer, dans la conscience et bientôt dans la légende populaire, le souvenir de Hyrcan le Munificent.

Le dauphin du roi Hussein

Et le malchanceux. Brouillé, peut-être à cause de ses goûts coûteux pour les belles choses, avec sa famille installée à Jérusalem, il fut en butte, sans doute aussi à cause de ses richesses, aux incursions des nomades d'Arabie et bientôt, bien plus grave encore, à l'armée du roi séleucide Antiochos IV. Comme vassal fidèle aux Lagides — ces autres épiques d'Alexandre le Grand qui avaient eu, eux, les dévotions méridionales (Palestine, Égypte, etc.) du Macédonien — Hyrcan, selon la tradition, craignit la vengeance séleucide, et se suicida dans sa thésaure dont tous les aménagements intérieurs n'étaient sans doute pas achevés. Antiochos IV ajouta la propriété à ses domaines sans autre forme de procès.

C'est un autre prince, Hassan Ben Talal, dauphin officiel et frère du roi Hussein de Jordanie, ayant au moins en commun avec Hyrcan la passion des beaux-arts, qui a patronné et fait financer par l'Etat jordanien la reconstruction d'Irak-el-Emir, pratiquement achevée, en tout cas officielle-

grande demeure hellénistique, telle que dut en connaître l'Alexandrie des Lagides », explique encore François Larché. « Toutefois, le plan intérieur d'Irak-el-Emir est oriental, peut-être sous influence perse. La maison de ce Fouquet de l'Antiquité qui, lui aussi, finit mal, devait être à la fois simple et grandiose, une halte splendide sur la voie Jérusalem-Philadelphie, l'actuelle Amman, qui passait alors par les gorges du Sir », conclut l'architecte restaurateur en conduisant le visiteur sur l'une des collines pierreuses dominant le site.

De là-haut, la vue est royale ou plutôt biblique : à travers l'étau de la brume de chaleur, l'œil apprend vite à reconnaître l'acier noir de la mer Morte, la tache rousse de Jéricho, le fil vert du

ou. Certains ont déjà installé sans façon leurs maisonnettes dans l'ancien jardin de Hyrcan.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

★ Une brochure franco-arabe *Contribution française à l'archéologie jordanienne*, publiée en 1984 sous la responsabilité de l'IFAO (dépendant du ministère français des affaires étrangères, siègeant à Beyrouth et disposant d'antennes à Amman [BP 374] et Damas), contient un article de François Villeneuve, de huit pages avec onze photos et croquis, consacré à Irak-el-Emir et ses environs. Cette année, les éditions Gauthier à Paris, doivent diffuser, pour le compte de l'IFAO, deux volumes collectifs (150 pages de textes, 140 planches, 30 photos) sur Irak-el-Emir (articles de François Villeneuve, Ernest Vill, Jacqueline Dauter, François Larché, etc.). Le site est, en principe, d'ores et déjà ouvert aux visiteurs. Le Louvre possède, depuis le dix-neuvième siècle, un chapiteau et un bloc de base du palais de Hyrcan.

Demain

UN UNIVERS PLUS JEUNE ?

Une nouvelle méthode d'évaluation de l'âge de certaines étoiles de notre galaxie, appliquée par Harvey R. Butcher, astronome à l'université de Groningue aux Pays-Bas, donne des chiffres inférieurs aux estimations actuelles. Les plus vieilles étoiles observées seraient moins de dix milliards d'années, alors qu'on évalue habituellement leur âge à plus de seize milliards d'années (1). L'univers pourrait donc être plus jeune qu'on ne le pensait. Harvey Butcher a effectué ses observations au moyen d'un spectromètre à très haute résolution de l'ESO (European Southern Observatory), situé à La Silla au Chili. Il a comparé les raies d'émission de deux éléments constitutifs de l'atmosphère des étoiles : le néodyme, stable, et le thorium-232, radioactif, dont la demi-vie est de quatorze milliards d'années. En comparant les deux éléments, Harvey Butcher n'a pas constaté d'évolution détectable de la quantité de thorium-232 par rapport au néodyme, ce qui lui donne à penser que le thorium-232 a moins de dix milliards d'années.

(1) *Nature*, 9 juillet 1987.

UN SCANNER ITINÉRANT

L'imagerie médicale s'enrichit d'un appareil d'un nouveau genre, le premier scanner mobile européen, implanté dans un bus muni d'un blindage répondant aux normes de protection contre les rayons X : le Metromax de General Electric est la version mobile du CT-Max ; il dispose

à son bord d'une alimentation électrique autonome et de l'équipement nécessaire au traitement des films.

Il y a en France un scanner pour deux cent mille habitants et nombre de maladies ou d'hôpitaux de petite capacité ne peuvent donc y avoir accès. La Metromax itinérante peut permettre à ces petits centres, ou à des groupes de radiologues, de bénéficier de cette technique de pointe à moindre coût, et sans doute, à terme, de suppléer les techniques de radiologie classiques, plus irradiantes et moins précises. Le coût de l'appareil ne dépasse pas celui d'une installation de radiologie conventionnelle. Le premier appareil fonctionne à l'Institut d'imagerie médicale de Montpellier.

LES INSECTES NE SUPPORTENT PAS LE TABAC

Un nouvel insecticide biologique a été réalisé par la société anglaise Agricultural Genetics. Le gène d'un inhibiteur enzymatique a été introduit dans le patrimoine génétique de plants de tabac, qui l'ont exprimé. Ce qui a conféré à ces plants une protection contre les insectes. En effet, cet inhibiteur enzymatique empêche les insectes de digérer les protéines, si bien qu'ils finissent par mourir de faim. La résistance des plants de tabac traités paraît de longue durée, et pourrait s'appliquer à diverses catégories d'insectes. Mais l'essai n'a, pour le moment, été effectué que sur les lépidoptères.

★ Agricultural Genetics, Cambridge Science Park, Milton Rd, Cambridge CB4 4BH, Grande-Bretagne.

(Publicité)
LA KINÉSITHÉRAPIE PROFESSIONNELLE
Les kinésithérapeutes ont assez
— Pas de convention ;
— pas de concertation ;
— pas de revalorisation.
Avec 1,47 % des dépenses de l'assurance maladie, la kinésithérapie n'est pas responsable du déficit de la Sécurité sociale.

SUR MINITEL

Prévisions complètes

Météo marine

Temps observé Paris, province, étranger

36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

Docteur François Thévenet
RÉPERTOIRE DES MÉDECINES PARALLÈLES EN FRANCE
Docteur François Thévenet
Enfin des réponses concrètes sur les médecines "parallèles".
98 F

RELIGIONS

Un haut lieu du Renouveau charismatique en France

Les disciples de Paray-le-Monial

PARAY-LE-MONIAL
de notre envoyé spécial

Assis sur un tronç d'arbre ou à même l'herbe, une trentaine de prêtres, étoile violette sur l'épaule, confessaient, sans désemparer, des pénitents. Nuit et jour, des hommes et des femmes de tous âges défilent devant le Saint-Sacrement d'une chapelle de couvent où, au dix-septième siècle, une jeune novice, Marguerite-Marie Alacoque, aurait eu des apparitions de l'ange transpercé du Christ.

Chaque matin, chaque soir, les mêmes vont remplir la basilique romane pour réciter les laudes et les vêpres. A l'heure de la messe, sous un vaste chapiteau bleu, ils chantent, applaudissent, s'embrassent, lèvent les mains vers le ciel. Fin août, à l'heure des comptes, Paray-le-Monial aura battu un nouveau record de participation : dix-sept mille personnes, regroupées en quatre sessions d'une semaine. Elles étaient un millier à peine, il y a seulement dix ans.

Chef-lieu de canton de Saône-et-Loire, loin des grands axes bourguignons, Paray est presque introuvable sur une carte. Et pourtant, de plus en plus de pèlerins de Lourdes y font un croc. Pour la session des familles, ils sont venus plus de deux cents d'Autriche, de Yougoslavie ou d'Irlande. Cinq cents Néerlandais étaient annoncés. On commence à venir d'Amérique du Nord...

Tenter, en cet endroit et dans les années 70, de restaurer la dévotion populaire au cœur de Jésus, noyée dans l'usage supérieurement relevé de l'incarnation. Dans leur stratégie de reconquête, les intégristes de Mgr Lefebvre voulaient en faire leur fief. Mais ils ont été doublés par les charismatiques (1). Aujourd'hui, Paray-le-Monial représente une sorte de phénomène nouveau dans l'Eglise de France.

«Thérapias» spirituelles

Place forte de la communauté charismatique de l'Emmanuel, dont cinq prêtres déjà, malgré l'hostilité d'une partie du clergé diocésain, occupent la maison des chapelains, Paray-le-Monial voit son public, d'année en année, s'élargir et se diversifier. Sur la carte du «thérapias» spirituel, la ville est devenue un grand lieu de cure. Les fidèles qui vont aux prières, aux «enseignements», aux «fraternités» (petits groupes de mise en commun) sont, disent-ils eux-mêmes, mal dans leur peau, mal dans leur Eglise, et souffrent dans les deux.

Is ne savent plus à qui se confier, disent s'ennuyer ferme le dimanche à l'Eglise, ne plus oser y sortir un chapelain, ne pas confesser, extérioriser leur foi. Ils ont rompu avec leur paroisse «où l'on faisait trop de social». Ils veulent «repenser des forces». Les jeunes cherchent et ont frappé déjà, avant celle-ci, à beaucoup de portes.

«J'avais mon petit maître carré de christianisme bien tiède. A partir d'ici, j'ai remis Jésus-Christ au centre de ma vie», dit un cadre masculin qui vient tous les ans en famille. Paray, «c'est le retour à une foi

simple, un peu naïve, moins cérébrale», dit le cardinal belge Suens, l'un des grands acteurs de Vatican II, qui ne passe pas pour traditionaliste et est devenu en quelque sorte l'ami de ces lieux que le pape lui-même a visités en octobre dernier.

On vient à Paray-le-Monial pour «une rencontre personnelle avec le Seigneur», pour ressentir «l'effusion de l'Esprit... On y parle de «guérison», de «conversion». Tel fidèle, directeur commercial de son entreprise, fait du «marketing spirituel» dans les avions ou les dîners d'affaires. Tel groupe organise tous les mardis après-midi, sur le pavé des Champs-Élysées, des réunions de prière. Tel prêtre souligne enfin la «modernité» de la dévotion au cœur de Jésus : «Isolé, déraciné, l'homme d'aujourd'hui veut se sentir aimé, pardonné, consolé...»

Le risque est de passer de la foi naïve à l'épanouissement, de la prière à l'excubation spirituelle. Au fil des années, les animateurs charismatiques des sessions ont vu le danger : «On ne cherche pas à se détacher de la vie, de la paroisse, au syndicat, etc.»

Paray-le-Monial n'est qu'une étape dans la stratégie des charismatiques. Déjà, le mouvement de l'Emmanuel compte vingt prêtres, quatre-vingt séminaristes, des religieuses, une agence pour la paroisse, des «maisons» dans plusieurs villes d'Europe et cherche à s'installer aux Etats-Unis. Agissant à la manière d'un cabinet-conseil,

elle se porte au secours des paroisses en difficulté, parfois appelée par l'évêque (3). Elle vient de créer une école internationale d'évangélisation — Jeunes pour Jésus — formant une nouvelle race de «missionnaires» : ceux-ci se rendent dans des paroisses, pendant une semaine, avec l'accord de l'évêque et du curé, y organisent des rencontres, lancent des groupes de prière, vont dans les écoles, les hôpitaux, etc. Des expériences ont commencé à Nantes, à Toulouse, en Belgique. Les demandes affluent.

Les charismatiques évaluent moins de médiane qu'hier (4). Pour les uns, ce christianisme expansif et démonstratif est un retour en arrière. Pour les autres, il est la planche de salut d'une société déchristianisée et, dans l'immédiat, la manière la plus efficace de contrer les traditionalistes, qui fondent leur campagne sur la désertion des églises.

HENRI TINGO.

(1) Inspiré du pentecôtisme, le Renouveau charismatique catholique est né il y a une vingtaine d'années. Ses membres pratiquent une prière spontanée et attachent une grande importance à l'Esprit saint, dont ils attendent dons et charismes.

(2) Suivi par deux mille personnes, un festival artistique chrétien a eu lieu pour la première fois du 3 au 7 juillet dernier à Paray-le-Monial.

(3) La paroisse de la Sainte-Trinité à Paris (seizième arrondissement) a été confiée à des prêtres de l'Emmanuel par le cardinal Lustiger.

(4) On lire les *Nouveaux Disciples*, dix ans après, par Monique Hébrard. Le Centurion, 378 pages.

FAITS DIVERS

Dans l'Eure

Tentative d'assassinat

Une jeune fille âgée de quatorze ans habitant Saint-André de l'Eure, un petit village près d'Evreux, a préparé méthodiquement, avec son petit ami de dix-sept ans et un troisième adolescent de seize ans, un guet-apens pour tuer sa mère qui s'opposait à sa liaison. Celle-ci, une ouvrière de trente-huit ans, travaillant à l'usine Renault de Flins, gravement blessée d'une balle de 22 long rifle tirée par le petit ami, a été transportée à l'hôpital de Dreux (Eure-et-Loir), où ses jours ne semblent pas en danger.

Dans l'après-midi du vendredi 24 juillet, les trois jeunes gens s'étaient abouchés au rez-de-chaussée de la petite maison de briques qu'habite la famille près du centre-ville. Le petit ami avait pour mission de tirer sur la mère, à son retour du travail, le deuxième garçon devant l'achever en cas de nécessité, avec un couteau de cuisine.

Le scénario ne s'est déroulé pas exactement comme prévu. La mère repa la balle dans la région du foie mais ne s'effondra pas, réussissant à sortir de la maison et à alerter une voisine. Les deux jeunes gens s'étaient enfuis tandis que la jeune fille tentait d'accéder aux yeux des familles la thèse d'un acte de violence sur la course de leur forat. Interpellés par les gendarmes 1 kilomètre plus loin, les deux adolescents ont reconnu très vite les faits et expliqué qu'ils avaient agi en plein accord avec la jeune fille.

Mauvais temps

Chaud et froid sur l'Europe

La vague de chaleur qui touche actuellement les rives orientales de la Méditerranée est assimilable à une catastrophe naturelle. M. Georges Alexandre Mangakis, ministre grec de la santé, a indiqué, le lundi 27 juillet, que l'on avait recensé 585 décès supplémentaires dus à la canicule dans les seuls hôpitaux de la région d'Athènes. Le bilan total pour l'ensemble du pays sera vraisemblablement beaucoup plus lourd. En outre, un hélicoptère de l'armée qui était allé chercher dans les îles des personnes souffrant de coup de chaleur s'est abîmé dans la mer Égée avec neuf malades et membres d'équipage à bord. En Italie, le bilan officiel provisoire s'élève à 48 morts par déshydratation.

En revanche, les pays d'Europe du Nord s'enrichissent. En Grande-Bretagne, le thermomètre est descendu à 11°C; en Belgique, le mois de juin a été le plus froid depuis un siècle, et au Danemark on se livre au marché noir pour obtenir des pièces sur les avions à destination de la Méditerranée. L'Autriche et le nord de la Yougoslavie subissent des tempêtes de pluie et de grêle qui causent d'importants dégâts aux routes et aux cultures.

Incendies

Alerte maintenue sur la Côte d'Azur

L'intervention d'importantes forces terrestres et de bombardiers d'eau de la base de Marignane ont permis de maîtriser les violents

incendies qui s'étaient déclarés dans les Bouches-du-Rhône et le Var. 1 800 hectares de végétation ont été détruits, notamment à Aureille (Bouches-du-Rhône) et sur le mont Faron (au-dessus de Toulon), tandis que l'on enregistre d'importants dégâts matériels aux abords de La Seyne (Var). L'origine de ces incendies n'est pas déterminée, mais, pour les pompiers, la responsabilité de pyromanes semble évidente.

Au quartier général de la sécurité civile, l'inquiétude demeure : le mistral a desséché les sols et la zone rouge s'est étendue. Malgré l'accalmie, de nombreuses unités restent en alerte permanente.

«Titanic»

La mission française accusée de «piraterie»

Le *Titanic* livre ses premiers «trésors». Lors de sa deuxième plongée d'exploration, le *Nautilus* — petit sous-marin de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) — a permis la récupération, le 28 juillet, de trois objets (de la vaisselle et une bouteille) dans le paquebot englouti depuis 1912 au large de Terre-Neuve.

Les plongées du *Nautilus* soulèvent cependant de nombreuses protestations. Après des Américains (le *Monde* daté 26-27 juillet), ce sont maintenant des Britanniques qui s'élèvent contre cette «piraterie odieuse et sans cœur», selon les termes de deux députés de Londres. L'un d'eux, le conservateur Geoffrey Dickens, souligne que «ces aventuriers sont en train de profaner une tombe» et estime que le secrétaire du Foreign Office devrait «immédiatement prendre contact» avec son homologue français pour mettre fin à cette opération de récupération.

Le Carnet du Monde

Naisances

— Delfa et Daniel HOERIAN, ont la joie d'annoncer la naissance de Elise le 27 juin 1987.

Collège Cézaire, 43400 Le Chambon-sur-Lignon.

Décès

— Nous avons le douleur de faire part du décès de

chanoine Michel ANGLES d'AURIAC, curé de la paroisse Saint-André de Grenoble, officier de la Légion d'honneur,

survenu subitement le 17 juillet 1987, à Saint-Martin-d'Uriage, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 21 juillet à Grenoble.

De la part de : M. Henri Angles d'Auriac, son frère, M. Jean Angles d'Auriac, M. Paul Angles d'Auriac, M. Henri Angles d'Auriac, ses belles-sœurs, ainsi que de tous ses neveux et ses cousines.

6, rue Hector-Berlioz, 38000 Grenoble.

— Hélène Bailly, son épouse, Odile Beaumond, sa fille, Anne et Isabelle Beaumond, ses petites-filles, ont la douleur de faire part du décès de

René BAILLY, sociétaire de la Société des gens de lettres, secrétaire général du Prix Balzac, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 24 juillet 1987, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le défunt ayant fait le don de son corps à la science.

Une messe sera célébrée en sa mémoire ultérieurement.

25, rue Cassandri, 75014 Paris.

24, rue Balzac, 75016 Paris.

M. et M. Jacques Desbry, M. et M. Jean Thibault, Le professeur et M. Gérard Desbry, M. et M. Lucien Thibault, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean DEBRY, né Yves Vautrin, rappelé à Dieu le 27 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la basilique Saint-Maurice d'Épinal, le mercredi 29 juillet, à 14 h 15.

Inhumation à Bourgois.

Ni fleurs ni couronnes.

Dans : avenue 9, place de l'Atre, Saint-Vincent-de-Paul, Notre-Dame, 27, rue Thiers, 88000 Épinal.

31, rue de la Préfecture, 88000 Épinal.

Notre abonné, bénéficiaire d'une réduction sur les insertions du «Carnet du Monde», nous prie de joindre à son envoi de rectifier une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Le Havre.

Thierry et Prune Berge et leurs enfants, Christine Berge, Sylvie Berge, Gérard et Valérie Berge et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jaime BERGE, survenu le 27 juillet 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 29 juillet 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul du Havre.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au Père-Lachaise, à 16 h 45.

Il nous remercie profondément tous ceux qui l'ont aidé dans ses derniers mois dans la dignité et l'amitié.

2, rue Guy-de-Morpoisson, 76000 Le Havre, PFG Le Havre, 23, rue du Général-Lockor, Tél. : 35-42-91-90.

— M. et M. Jean-Paul Dubreucq, M. et M. Jean-Dominique Dubreucq et leurs enfants, M. et M. Philippe Amelin, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès de

Jean DAUBREUCQ, administrateur des services civils honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 25 juillet 1987.

Il sera inhumé dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

164, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.

— M. et M. Jacques Desbry, M. et M. Jean Thibault, Le professeur et M. Gérard Desbry, M. et M. Lucien Thibault, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean DEBRY, né Yves Vautrin, rappelé à Dieu le 27 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la basilique Saint-Maurice d'Épinal, le mercredi 29 juillet, à 14 h 15.

Inhumation à Bourgois.

Ni fleurs ni couronnes.

Dans : avenue 9, place de l'Atre, Saint-Vincent-de-Paul, Notre-Dame, 27, rue Thiers, 88000 Épinal.

31, rue de la Préfecture, 88000 Épinal.

Notre abonné, bénéficiaire d'une réduction sur les insertions du «Carnet du Monde», nous prie de joindre à son envoi de rectifier une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. Louis Dreyfus, son épouse, Jean-Paul Dreyfus, Patrick et Marie Dreyfus et leurs enfants, M. et M. Philippe Joly et leurs enfants, M. et M. Véronique Joly et la famille, Catherine Dreyfus et François Sigolot et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Les familles Lebovici, Dreyfus et Deanan, ont la douleur de faire part du décès de

M. Colette DREYFUS, née Monnery,

survenue le 20 juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

4, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. André JOLY, professeur émérite à la faculté de droit et des sciences politiques de Caen, survenue le 23 juillet 1987, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques ont été célébrées le 25 juillet, à Sassy, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue du 11-Novembre, 14300 Caen.

— M. et M. Jean Lallemand, M. et M. Michel Lallemand, Benoît et Christelle, M. et M. Paul Minelle, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. François Godinot, ses parents, M. et M. Yves Godinot et leurs enfants, M. et M. Gérard Virey et leurs enfants, M. et M. Bernard Bouquet, M. et M. Paul Lefebvre et ses enfants, M. et M. Dominique Tourvet et leurs enfants, M. et M. Luc Godinot et leurs enfants, M. et M. Guy de Mas Latrie et leurs enfants, M. et M. Philippe Briffonnet et leurs enfants, M. et M. Jacques Piron et leurs enfants, ses frères et sœurs Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe GODINOT, survenue dans sa trente-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-François-d'Assise, à Paris et l'inhumation a eu lieu à Hainville (Meuse), le 24 juillet 1987.

16, rue François-1^{er}, 52100 Saint-Dizier.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le mercredi 29 juillet 1987, à 15 heures, en l'église d'Hermoville (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Clovis, 51110 Reims.

8, place de la Mairie, 51230 Hermoville.

— M. et M. Jean Pantaloni, Enseignant, M. et M. Michel Pantaloni, Benoît et Christelle, M. et M. Alain Pantaloni, Nicolas, Sophie, Frédéric et Christophe, M. et M. Yves Lallemand, Xavier, Thierry et Bruno, M. et M. Jean-Luc Lallemand, Camille, Violaine et Maroussia, M. et M. Philippe Treuier, Vincent et Julien, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marie-Thérèse Lallemand, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LALLEMAND, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien des hôpitaux honoraire.

SECTEURS DE POINTE

DIGITAL EQUIPMENT, leader mondial des systèmes informatiques en réseaux, augmente considérablement ses activités de support, production de modules d'ordinateurs, intégration des systèmes informatiques et suivi des sous-traitants européens fabriquant des périphériques. L'unité d'industrialisation du Centre Technique Europe, situé sur le Parc Scientifique de Sophia-Antipolis participe largement à cette croissance et recherche :

INGÉNIEURS DE PRODUCTION
méthodes, test, process...
INGÉNIEURS SPÉCIALISÉS
PÉRIPHÉRIQUES
D'ORDINATEURS ET P.C
Firmware, Vidéo, Imprimantes
INGÉNIEURS ASSURANCE QUALITÉ

RESPONSABLE GESTION
PRODUITS FINIS
INGÉNIEURS COMPOSANTS
ET SOUS-ENSEMBLES
électroniques, électro-mécaniques.
INGÉNIEUR MÉCANICIEN
spécialisation matières plastiques.

ANALYSTE PROGRAMMEUR
VAX, VMS.
TECHNICIENS DE PRODUCTION
méthodes, test, process...
TECHNICIENS CONTRÔLE QUALITÉ
fabrication, analyse de défaillances.

Nous souhaitons très rapidement rencontrer des candidats expérimentés souhaitant évoluer dans un environnement international de pointe. La capacité à travailler en équipe, l'autonomie, la créativité, l'adaptabilité à un secteur en forte croissance ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais seront des critères de sélection déterminants.

Merci de nous faire parvenir votre candidature sous référence MANUF, à DIGITAL EQUIPMENT, Centre Technique Europe, Division du Personnel - B.P. 29 Sophia-Antipolis 06651 VALBONNE Cedex France.

Digital : un choix de société

digital

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

POUR LES EQUIPEMENTS DE TESTS BULL ENGAGE UN JEUNE INGENIEUR PROJET (Angers)

Dans le cadre de l'introduction de techniques nouvelles l'établissement d'Angers recherche un **INGENIEUR PROJET EQUIPEMENTS DE TESTS**. Diplômé d'une grande école généraliste, vous maîtrisez l'électronique et justifiez si possible de quelques années d'expérience réussie dans le secteur industriel.

Vous assurerez la conduite de projets visant à mettre à la disposition de la production des équipements de tests, conçus et développés en interne ou sous-traités.

Vous aimez ces contacts ? Rejoignez-nous !

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence M 256 à ANNE TRUC - Service Recrutement - BULL - 331, avenue Patton - 49005 ANGERS Cedex.

Bull

PME RHONE ALPES - RESEAUX SOUTERRAINS, VOIRIE DE SURFACE - filiale d'un des premiers groupes français du STP, recherche deux

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES

pour renforcer et développer son infrastructure dans le Sud-Est. Ils auront la responsabilité d'une sub-division de travaux publics pour laquelle ils devront assumer le commercial, les études et le contrôle technique de l'équipe de production en liaison avec la Direction Générale.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés ayant au moins 5 ans d'expérience dans la profession.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence 4809/LM, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra

digital design

Pour faire face à son fort développement, DIGITAL DESIGN, société HIGH-TECH engage :

1 INGENIEUR SYSTEME
ayant 5 ans d'expérience sur 68000, 68020 et UNIX.
Niveau requis : 3^{ème} cycle universitaire (réf. 07 VI 1)

1 TECHNICO-CIAL
avant-vente en traitement d'images numériques.
Niveau requis : Ingénieur, (réf. 07 VI 2)

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo (retournée) et prétentions, en précisant la réf. du poste choisi à la Direction du Personnel - DIGITAL DESIGN 17, Avenue de Norvège - 91943 LES ULIS

Lectra Systèmes

Conception - Fabrication - Commercialisation de biens d'équipement haute technologie - Croissance annuelle 50% - 17 filiales - 80% du C.A. à l'export - Moyenne d'âge de l'effectif 28 ans.

Notre ÉQUIPE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (100 personnes) recrute

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN
Réf. IE 5200

Diplômé d'une école supérieure d'électronique, vous connaissez bien l'ASSEMBLAGE 68020 et les processeurs graphiques. Charge de la conception et du développement de produits graphiques : contrôleurs et terminaux graphiques intelligents d'architecture avancée : caméras CCD et moniteurs couleur, vous serez aidé dans votre mission par une équipe de techniciens dont vous aurez la responsabilité.

Vos points forts : disponibilité, enthousiasme et implication sont indispensables.

L'anglais est souhaité.

Le poste est basé à Bordeaux, à pourvoir rapidement. Adressez votre candidature avec lettre manuscrite, CV et photo en précisant la réf. du poste à

LECTRA SYSTEMES S.A. Chemin du Marticot 33610 CESTAS.

INGENIERIE

TEMPS REEL
LOGICIEL DE BASE
TELECOM

Concevoir et réaliser des logiciels, c'est notre métier et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle temps réel, que nous investissons. Nous recherchons à PARIS, GRENOBLE des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

• **INGENIEURS LOGICIELS**
Débutants ou première expérience (1 à 3 ans) connaissant langage C, 68000, UNIX, MSDOS.

• **INGENIEURS COMMERCIAUX**
Expérience souhaitée. Vous évoluerez dans une ambiance humaine et technique high tech (formation, projets, clients). Votre rémunération sera attractive et votre poste évolutif.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à **SILICONE** - Chemin des Prés - 38240 MEYLAN.

GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de C.A., 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Vous désirez exercer votre action dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 272 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de C.A., 1.000 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs), est une Société de Service et d'Ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale. Nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Sur la base d'une clientèle existante, vous élargirez la prospection, la promotion et la négociation de nos produits et services, auprès de services techniques et de centres d'études et d'expérimentation relevant :

- de la Délégation Générale à l'Armement.
- d'organismes et d'industries travaillant dans le domaine aéronautique et spatial.

Ce poste exige une mobilité géographique entre PARIS et TOULON. Réf. 273

Ce poste requiert une mobilité géographique entre PARIS et TOULOUSE. Réf. 274

De formation INGENIEUR GRANDES ECOLES, avec une expérience en développement de systèmes informatiques, les candidats doivent faire preuve d'une grande motivation pour s'orienter vers une carrière commerciale ou la développer.

La connaissance des milieux d'activité constitue un atout important.

Merci d'adresser votre candidature, en indiquant la référence choisie à SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cedex. Discretion assurée.

SYSECA SELECTION

PARC DE
RECHERCHE
CENTRE
DE RECHERCHE

DIREC
ADMINI

POINT AU DU

ENVI

PROJET

LOGICIEL

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

RECHERCHE

Economie

La CGE principal actionnaire de la Générale occidentale

La Compagnie générale d'électricité a repris, pour une somme estimée à 1,5 milliard de francs, les 51 % du capital que détenait M. James Goldsmith dans Trocadero Participations, un holding qui est l'actionnaire principal de la Générale occidentale (le Monde du 27 juillet). M. Goldsmith reste propriétaire, par ailleurs, d'un peu moins de 5 % de ce qui fut l'un des pôles de son empire. En accord avec la CGE, il en demeure président.

La Générale occidentale : un groupe diversifié

Avec 18,9 milliards de francs de chiffre d'affaires (exercice clos le 31 mars), la Générale occidentale est un groupe extrêmement diversifié, présent dans plusieurs secteurs :

- La distribution alimentaire aux Etats-Unis, avec Grand Union (2,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour 1986-1987 et pris de quatre cents magasins).
- Les forêts aux Etats-Unis (plus de 500 000 hectares), évaluées à 2,5 milliards de francs dans le dernier bilan.
- Le pétrole, avec Basic Resources International (Bahamas), qui exploite un gisement au Guatemala avec Hispanoil (qui a remplacé Elf Aquitaine).
- La communication en France, avec le groupe Express (700 millions de francs de chiffre d'affaires) et, depuis l'offensive de fin 1986, les Presses de la Cité.

La GO détenait également une société immobilière, la COGIF, revendue au début de cette année, ce qui a dégagé une plus-value de quelque 170 millions de francs.

Les résultats de la GO sont en constante amélioration : 283 millions en 1984-1985, 392 millions en 1985-1986, 481 millions en 1986-1987, et pourraient s'élever, selon la charge d'agents de change Dutot-Kervan, à 590 millions en 1987-1988. Ce qui fait dire à la Compagnie générale d'électricité qu'elle réalise une « excellente affaire », la capitalisation boursière (quelque 9 milliards de francs au cours actuel de 1 186 F) de la GO étant à ses yeux « très modeste ».

La CGE numéro deux mondial du téléphone

La Compagnie générale d'électricité (CGE), dirigée par M. Pierre Suard, est le deuxième groupe industriel français. Privatisée en mai dernier, elle est devenue deuxième par quelque deux millions d'actionnaires. La stratégie de reconquête menée après la nationalisation en 1982 (sortie du BTP et des biens de consommation) lui laisse deux activités principales pour un chiffre d'affaires global de 80 milliards de francs en 1986 (et 132 prévus en 1987) et des profits de 1,16 milliard (part du groupe), deux activités principales :

- Les télécommunications (Alcatel, Cables de Lyon...), où le groupe fabrique des centraux téléphoniques et des équipements de transmission et est le numéro deux mondial depuis la reprise l'an passé des actifs de l'américain ITT (83 milliards de francs de chiffre d'affaires attendu en 1987).
- L'énergie et les transports (Alsthom, Framatome, SAF...), où le groupe fabrique des équipements de centrales classiques et nucléaires mais aussi des matériels de transport ferroviaire et de construction navale (35 milliards de francs attendus en 1987).

Un troisième pôle mineur est constitué par les services industriels (CGEE-Alsthom), informatiques (GSI) et financiers (Electro-financière).

Le groupe est engagé dans un double et difficile pari industriel : consolider sa place technique et commerciale dans le téléphone d'abord, faire face à la réduction des programmes nucléaires mondiaux ensuite.

Une opération aux objectifs mystérieux

Que vient faire la Compagnie générale d'électricité (CGE), championne du téléphone électronique, des centrales électriques et des locomotives dans la distribution alimentaire, l'exploitation forestière ou la presse ? Des deux côtés — vendeur comme acquéreur — on a bien du mal à y voir clair dans une opération où les caractéristiques financières, politiques et psychologiques se mêlent.

M. Goldsmith est à la tête d'un empire multiforme dont les sociétés de holding siègent dans des paradis fiscaux (Liechtenstein, Panama, Îles Caïmans) empêchant d'en tracer la carte avec précision. Mais un point est sûr : la Générale occidentale en est une des places fortes. C'est à elle qu'étaient apparus les billets des conquêtes du patron : Grand Union (distribution alimentaire) et Diamond (forêts) aux Etats-Unis, Basic

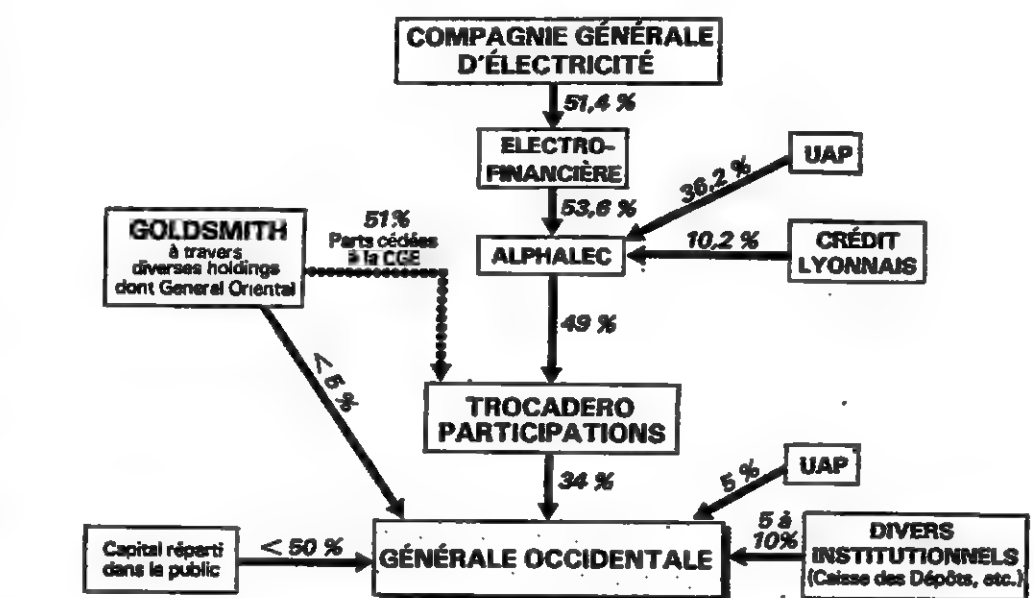
françaises dans l'agro-alimentaire. Son groupe, en France, se réduit alors presque à l'Express. Sir Jimmy, administrateur du reaganisme, se tourne vers les Etats-Unis. En 1986, 70 % du chiffre d'affaires de la Générale occidentale proviendra de ce pays. A cette période, M. Goldsmith fait partie de la bande des raiders qui lancent OPA sur OPA à Wall Street. Dès qu'un titre augmente, l'on soupçonne Sir Jimmy. Il échoue sur Continental Group (assurances, énergie, emballage) en 1984 ; sur Goodyear en 1986 (il avait mis 5 milliards de dollars sur la table), mais tire de jolies plus-values. Il réussit sur Crova Zellerbach (produits forestiers), qu'il dépêche pour ne conserver, curieusement, que les forêts.

Le retour de la droite au pouvoir en France met fin à l'éclat. A la CGE, M. Pierre Suard, gestionnaire

Faut-il, dès lors, trouver dans le dépit de Sir Jimmy l'explication de cette brutale et inattendue sortie, au profit de son ami Ambroise Roux ? Sans doute est-il le contamineur de ces aller-retour financiers sans état d'âme, au gré de ses « coups de tête ». Reste aussi que M. Goldsmith cherchait de l'argent, sans aucun doute pour le réinvestir ailleurs. Où ? L'on parle de la Société générale de Belgique, liée justement à la CGE (dans Alcatel et dans les Ateliers de Charleroi). Dans une interview au *Wall Street Journal* (28 juillet), M. Goldsmith indique d'ailleurs qu'une nouvelle association avec la CGE est possible.

Les conséquences politiques de l'opération ne sont pas non plus à négliger : M. Goldsmith était instable, proche tantôt de M. Chirac, tan-

LE CONTROLE DE LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE



(pétrole) au Guatemala, Presses de la Cité (édition) en France. Pourquoi Sir Jimmy vend-il ? Pourquoi ce libéral militant, comme il le déclare à qui veut l'entendre, vend-il maintenant alors qu'il avait renoncé à le faire en 1981, lorsque les « rouges » ont investi les palais nationaux ?

Même brouillard d'été CGE. Officiellement on fait savoir, rue La Botte, au siège, que le groupe envisageait depuis longtemps de se redéployer vers les services. L'industrie — télécommunication et énergie — s'ouvre plus à l'ordre du vingt et unième siècle. Soit. Mais autant l'on aurait pu comprendre un investissement dans l'exploitation des réseaux téléphoniques internationaux ou dans la maintenance des centrales nucléaires (deux domaines vers lesquels la CGE souhaite effectivement s'orienter), autant placer 1,5 milliard de francs dans la distribution de petits pois et dans des arbres américains paraît curieux.

Par dépit

Le climat, pourtant, tourne à l'orage. Sir Jimmy se plaint ouvertement du trop timide libéralisme du gouvernement. Les Presses de la Cité devaient devenir un grand européen de la communication. Hélas, la CNCL lui coupe les ailes en lui refusant la 5.

tôt de M. Barre. La reprise par la CGE ne se traduira sûrement pas par une mainmise sur l'Express. Mais force est de constater que le nouveau propriétaire est plus sûr pour le RPR. M. Chirac aurait donné un coup de téléphone lui-même à M. Goldsmith pour bénir l'opération.

Côté CGE, cette dernière reste aussi mystérieuse qu'elle l'était en 1979. M. Roux y a-t-il retrouvé tout son pouvoir ? L'entreprise, aussitôt privatisée, renoue-t-elle avec une « stratégie financière » qui fut si critiquée avant 1981 car considérée comme symbole de « mal industriel » français ? La réponse ne tardera sans doute pas. L'accord Roux-Goldsmith aura une suite. Le capitalisme français retrouve en tout cas ses travaux politico-financiers des années 70.

ERIC LE BOUCHER.

Les déboires médiatiques de Sir James

La liaison de Sir James Goldsmith avec les médias ressemble fortement à une histoire d'amour, qui peut être jalonnée de dépit ou d'engouement de nouvelles stratégies. Une histoire vieille de dix ans : en 1977, le patron de la Générale occidentale rachète une partie des actions de la société éditrice du quotidien britannique le *Daily News*. Puis, dans la foulée, il prend le contrôle, au printemps de la même année, du magazine *L'Express* fondé en mai 1953 par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. L'intérêt du magnat franco-britannique pour l'hebdomadaire est manifeste. Même s'il représente une goutte d'eau dans son empire financier — moins de 1 % du chiffre d'affaires global de son groupe — le journal peut lui servir d'étendard, car l'ancien étudiant du collège britannique d'Eton ne cache pas son credo en faveur du libéralisme.

La « une » de l'Express, paru avant l'élection présidentielle de mai 1981, déclenche d'ailleurs les foudres de Sir James : elle représente une photo de M. François Mitterrand et un dessin de M. Valéry Giscard d'Estaing vieillissant. « Une couverture jugée hostile à M. Valéry Giscard d'Estaing », par le patron de l'hebdomadaire, MM. Jean-François Revel, directeur du journal, et Olivier Todd, rédacteur en chef partent. La décision de M. Jimmy Goldsmith d'occuper l'ensemble de leurs fonctions provoque le départ d'une vingtaine de journalistes, dont celui de M. Max Gallo, et cela en dépit de la garantie d'indépendance apportée par la nomination à la présidence du comité éditorial de Raymond Aron, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort.

Des projets déçus

L'été dernier fut l'occasion pour Sir James Goldsmith de donner un nouveau coup de fouet libéral à l'Express, qui s'est enrichi en 1982 de l'apport au groupe du magazine *Libre*, qui appartenait à l'Expansion. En juin dernier donc, le groupe *L'Express* passe à la vitesse supérieure : M. René de Laportière, fondateur de la Fondation de la liberté (dont font partie MM. Louis Pauwels, directeur du *Figaro Magazine* et du *Figaro Madama* et Michel Massenet, conseiller d'Etat), devient directeur général, tandis que M. Alain Dumait, maire UDF du deuxième arrondissement de Paris, devient son consultant. De nombreux journalistes — dont M. Christian Fauvet, alors chef du service politique — décident de quitter l'hebdomadaire, alors que le groupe lance à la rentrée ses quatre « hebdomadaires ».

Mais M. Goldsmith caresse d'autres projets : la télévision et la création d'un grand quotidien national. Après avoir lorgné vers TF 1, ce sera finalement sur la Cinq que le

patron de la Générale occidentale jettera son dévolu. Mené tambour battant, parallèlement à la reprise des Presses de la Cité et d'un « raid » sur Goodyear, le dossier de la Cinq concocté par Sir James sera finalement écarté par la commission nationale de la communication et des libertés au profit de celui présenté par le tandem Hersant-Bertinconi.

Sir James n'en a cure : sous son égide, les Presses de la Cité et le groupe *L'Express* prennent rang de nouveau grand de la communication. « Il est la vocation d'être un des grands groupes internationaux dans le domaine de la communication, en France ou à l'étranger », proclame alors un communiqué de la Générale occidentale, tandis que M. Goldsmith annonce être « en route pour la constitution d'un grand groupe multimédia européen ».

Sir James a échoué dans sa reprise de la Cinq. Et la privatisation de RMC-TMC, à laquelle il se serait intéressé, semble reportée sine die. Quant à l'Express et à ses quatre hebdomadaires, la diffusion est certes en hausse de 7 % en 1986, mais l'audience régresse (de 2 260 000 lecteurs en 1986 à 2 155 000 en 1987).

Dépit, Sir James aurait-il décidé de jouer le pant ? Malgré la cession de parts à la CGE, il conserve pourtant le titre de président du comité éditorial de l'Express, tandis que M. Bruno Rohmer, PDG des Presses de la Cité, devient aussi PDG de l'Express. A la rédaction, l'effet de surprise est total : le directeur des rédactions, M. Jean-Paul Figeas, est rentré d'urgence, lundi, de ses vacances. Une réunion de la hiérarchie du journal a été fixée aussitôt. Au sein de la rédaction, où la « classe de cession » est ouverte du fait du changement de l'actionnaire principal, les supputations vont bon train. « On connaît le bonhomme, dit un journaliste. L'opération que vient de réaliser Jimmy Goldsmith peut cacher une future OPA de sa part sur la Société générale de Belgique. Mais le passage de l'Express dans le giron de la CGE, via les Presses de la Cité, dont il dépend, peut aussi cacher une opération politique menée par les amis du RPR contre M. Raymond Barre, dont est proche M... »

Dépit ou stratégie ? Aux Presses de la Cité, comme à l'Express, on se perd en conjectures, on préfère se réfugier dans le mystère. Quand à Sir James, il a déjà quitté le sol français pour l'Amérique centrale. Raison officielle : les vacances, à moins que l'imprévisible Jimmy prépare encore une opération dont il a le secret.

YVES-MARIE LABÉ.

Jimmy Goldsmith, carnassier de charme

(Suite de la première page.)

Il achète puis revend à la Société Roussel des petits laboratoires Cassagnes, et la fondation des Laboratoires Gustin-Milcol, revendus beaucoup plus tard. En 1962, il lance une longue collaboration avec un lointain cousin, Alexis de Guzzburg, et débarrasse de l'autre côté du Channel où il sera toujours chez lui, comme il l'est à Paris, parfaitement bilingue.

A Londres, il inaugure sa politique de « coups » dans l'agro-alimentaire, sa passion, où il inaugurerait la « méthode Goldsmith » : acheter une société, pas trop cher, pour en racheter une autre, plus importante, par échange d'actions — et ainsi de suite. Ce faisant, il se lie avec un autre grand prédateur de la City, le célèbre Sir Slater, dont il renouvellera les affaires entre 1975 et 1977, à la demande de la Banque d'Angleterre : un triomphe pour un homme s'appuyant sur la Prestalib et qui la City suspectait et détestait.

Le voilà lancé dans une succession et une escalade d'opérations : Cavenham, Bovril, Lipton en Angleterre, en France la Générale alimentaire (Amora, la Fie qui chante, Vandamme) qu'il revendra à BSN. Aux Etats-Unis, la chaîne de distribution américaine Grand Union, fort profitable, le pétrole en Amérique centrale, où il soutire, habilement, 1 milliard de francs à Elf Aquitaine, les forêts aux Etats-Unis, avec un deuxième pôle d'attente : la presse, notamment en France

l'Express. Face aux observateurs sblois, perplexes, sarcastiques (« Il va se casser la gueule ») on inquiet, « Jimmy » joue le grand jeu de la séduction. « Un peu financier, moi ? Mais je suis aussi industriel et je fais faire de bonnes affaires à tout le monde ! »

Un ogre extraordinairement vorace

Voire... A Londres, certains actionnaires minoritaires ont de cuisants souvenirs...

Car Sir James n'est pas un tendre, c'est même un ogre, un véritable ogre, extraordinairement vorace, sous une apparence débonnaire, qui peut égarer, un instant, son interlocuteur. Lui qui est la plupart du temps insaisissable (il se matérialise souvent où et quand on ne l'imagine

pas), il peut affecter de n'être nullement pressé pour s'entretenir chaleureusement avec un collaborateur, avec de temps à autre un grand rire jovial. Mais voilà ! Le carnassier ne dort jamais, comme en témoigne le malheureux cigare qu'il mâche et torture on le pointe Bie qui'il mord féroce, à défaut d'autre chose. On ne peut pas lui reprocher la contradiction ou une difficulté, son œil bien soigné, ses propos clairs et son front froid dans le don, dans un grand bruit de mâchoire.

Un lendemain du 10 mai 1981, qui le plonge dans une véritable panique — après de l'anticommunisme primaire (le mot est faible), il voit déjà les chars russes sur les Champs-Élysées. — Jimmy Goldsmith secoue d'importance les collaborateurs de l'Express, avec une sauvagerie qui fera partir Jean-François Revel : « Vous ne faites

ch... (textuellement) Si je n'arrive pas à remettre de l'ordre, je considérerai que le journal est vicé et je m'en débarrasserai ».

Aujourd'hui, Sir James veut, paraît-il, prendre du recul. C'est M. Gilberte Beaux, son directeur général, « un des meilleurs banquiers de Paris », disait Jacques de Fouchier, qui l'assure candidement. En fait, notre homme a, tranquillement, amassé d'assez grosses liquidités, plusieurs milliards de francs, notamment dans sa filiale personnelle General Oriental Investments, domiciliée aux Îles Caïmans, dans les Caraïbes, est tout prêt à frapper de la patte, comme ces léopards qui vont s'aplatir sous les fourrés, les yeux presque fermés, sauf une mince fente qui, dans le cas présent, fait d'un éclat bien et implacable.

FRANÇOIS RENARD.

Apprenez l'ITALIEN en vacances en Toscane Séjours linguistiques à Florence et à la mer

- Cours le matin ;
- Leçons d'information socio-culturelle l'après-midi ;
- Visites guidées.

Hébergement en famille d'accueil ou à l'hôtel.

Inscriptions et renseignements : CENTRE ROMA 27, via Poledrini 10122 ROMA TEL : 1939 (06) 250025 ROMA, Nouvelles FRONTIERES 167, bd de Nevers 75014 PARIS. TEL : 63-22-06-28

Le Monde sur minitel

CONCOURS GRANDES ÉCOLES

La liste des admissibles à l'ESSEC : le 23 juin

3615 TAPÉZ LEMONDE

Economie

SOCIAL

Légère diminution du chômage en juin

Les effets du « traitement social »

Le chômage a légèrement diminué en juin, selon les statistiques mensuelles de l'emploi (- 0,6% en données corrigées des variations saisonnières). Une baisse due aux mesures pour l'emploi des jeunes et au « traitement social ».

Retourne-t-on à la question se pose comme l'an dernier à la même époque : selon les statistiques mensuelles publiées le lundi 27 juillet, on comptait, fin juin, 645 000 demandeurs d'emploi, en données corrigées des variations saisonnières, soit 15 800 de moins qu'en mai.

En données brutes, 2 458 700 personnes étaient inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi : la baisse est de 63 700 sur le mois précédent, soit 2,5%. Cette baisse se répartit sur le taux de chômage (au sens du BIT), qui s'établit à 11%, contre 11,1% en mai.

Des signes encourageants

Comme l'an dernier encore, le ministre des affaires sociales, M. Philippe Séguin, a voulu se prémunir contre une déception ultérieure : « Nous nous attendons à quelques difficultés en juillet et en août, si-tout dit lundi soir, car nos moyens d'intervention sont limités pendant les mois d'été » (en raison de la fermeture des entreprises et des centres de formation).

Mais le contexte est différent : il ne s'agit pas d'une cassure dans la courbe. Comme le souligne la note de présentation du ministère des affaires sociales, les données de juin confirment « l'infatigable observé depuis le début du printemps » : elles font suite à une baisse équivalente en avril (- 0,6 % en données corrigées des variations saisonnières) et à une quasi-stabilité en mai (+ 0,1 %).

La stabilisation paraît donc se confirmer, alors qu'en 1986 elle résultait d'erreurs de systèmes informatiques entraînant une sous-estimation du nombre des demandeurs d'emploi. Sur un an, la progression n'est plus que de 4,8%.

Cette stabilisation est largement le résultat du traitement social, et particulièrement des mesures prises en faveur des jeunes. Parmi les sources des entrées en stage a augmenté de 8 % en juin et de 7 % par rapport à l'année précédente, et, sur le flux mensuel, 64 631 jeunes ont bénéficié en juin des différents dispositifs du plan emploi jeunes - près de 5 000 de plus qu'en mai, malgré l'approche des vacances. Aussi n'est-il pas étonnant que le nombre de demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans diminue légèrement : 843 000 contre 849 400 en mai en données corrigées des variations saisonnières. Le mouvement devrait s'amplifier en septembre.

Quelques signes encourageants apparaissent cependant dans les

résultats de juin. D'une part, les placements et les reprises d'activité sur le mois ont marqué un progrès (+ 15,1 % par rapport au mois précédent, + 3 % par rapport à juin 1986). D'autre part, la baisse des demandes d'emploi en stock ne concerne pas seulement les jeunes mais aussi les vingt-cinq-quarante-neuf ans (- 0,5 % par rapport à mai 1987), y compris les femmes, et ce pour la première fois.

Reste que parmi les femmes, a pu jouer l'effet de désencouragement déjà signalé par l'INSEE dans son étude récente (le Monde daté 26-27 juillet). Les retours en activité des femmes sont nettement inférieurs à ceux de juin 1986 (- 25,5 %), de même que les entrées de jeunes sur le marché du travail (- 14,5 %) : une baisse des demandes déjà enregistrée le mois dernier.

Quelques points noirs subsistent. D'un côté, les licenciements ne ralentissent pas - ceux pour cause économique ont augmenté de 6 % en un an, et de 14,6 % sur le mois précédent, - pas plus que les sorties de contrats à durée déterminée. De l'autre, si le nombre de demandeurs d'emploi depuis plus d'un an diminue très légèrement (- 1,1 %), ceux-ci représentent maintenant 33,6 %, et la durée moyenne du chômage a encore gagné quelques jours, atteignant 382 points. C'est évidemment sur ces chômeurs de longue durée que vont se concentrer les efforts du ministre des affaires sociales pour « stabiliser le nombre de chômeurs en mars 1988 au niveau de mars 1987 ».

GUY HERZLICH.

Accord de trois syndicats pour une contribution de l'UNEDIC au financement des préretraites

Innovation : pour la première fois, à partir du 1^{er} novembre, l'assurance-chômage participera au financement des préretraites du Fonds national de l'emploi (FNE). M. Philippe Séguin a eu gain de cause : après le CNPF et la confédération des PME, trois syndicats (FO, CGC, CFDT) ont accepté les dernières propositions faites par la délégation à l'emploi, consistant à demander une contribution de 8 % à l'UNEDIC, permettant de réduire celles des entreprises et des salariés concernés sans augmenter celle de l'Etat (le Monde du 23 juillet).

Actuellement, les préretraites FNE, qui assurent au salarié pendant son emploi 65 % de son salaire brut antérieur, sont financées en moyenne à 50 % par l'Etat, à 9 % par l'entreprise et à 41 % par le salarié licencié (celui-ci verse la différence entre l'indemnité de licenciement et l'indemnité de départ en retraite). Dans le nouveau système, deux cas sont prévus : pour les entreprises au-dessus de cinq cents salariés, la part moyenne de l'Etat serait de 48 %, celle de l'entreprise de 5 %, celle du salarié de 3 % ; pour celles de moins de cinq cents salariés, la contribution de l'Etat serait de 52 %, celle de l'entreprise de 3 %, celle du salarié de 45 %, comme celle du salarié, celle de l'UNEDIC de 7 %.

D'autre part, l'Etat va pendant les trois premiers mois (août, septembre, octobre) prendre à sa charge la part de l'UNEDIC, soit 345 millions de francs au total. Les conditions d'accès aux préretraites FNE vont être assouplies, revenant à la règle antérieure : il suffira d'avoir cotisé dix ans à un régime de sécurité sociale en lieu de quinze ans.

Ces gestes de bonne volonté, témoignent du désir de l'Etat de rendre plus attractives les préretraites pour les salariés comme pour les

entreprises ont décidé Force ouvrière, la CGC et la CFDT à répondre aux propositions du gouvernement. Celui-ci avait déjà pris une première mesure en faveur des retraités en les exemptant, dans la loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) des dernières augmentations de cotisation pour la sécurité sociale.

Les trois syndicats ont accepté sans enthousiasme : ils auraient préféré ne pas dissocier l'opération du régime de la situation de l'assurance-chômage, qui va se trouver à la fin de l'année en déficit de 2 milliards de francs.

Les difficultés financières de l'assurance-chômage ne laissent guère de choix : la proposition gouvernementale comporte une part de pari, mais elle offre un moyen d'arrêter l'hémorragie provoquée par certaines entreprises (Peugeot-Citroën au tout premier rang) mettant au chômage plus qu'en prêt-traité (au rythme de mille six cents par mois) les salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans. Seul moyen : rendre les préretraites plus attractives. Ce sont ces données qu'ont soulignées FO, la CGC et la CGC, après avoir réuni leurs instances lundi 27 juillet dans l'après-midi, malgré la « faiblesse des concours de l'Etat » que déplore la CGC.

En revanche, la CGT avait, dès l'abord, dit non à un système qui, selon elle, « obère les négociations » de l'automatique sur l'assurance-chômage, en faisant payer les actifs. La CFDT, à son tour, avait refusé une formule qui « alourdit singulièrement les charges de l'UNEDIC sans que l'Etat s'engage clairement à contribuer au coût des transferts déjà supportés par l'UNEDIC ».

G. H.

A l'occasion des départs du 1^{er} août

Les équipages d'Air Inter en grève pour le « troisième homme »

Pour la septième fois, les pilotes et mécaniciens de la compagnie Air Inter se mettront en grève, le samedi 1^{er} août et le dimanche 2 août, afin d'obtenir de la direction une période expérimentale de pilotage par trois hommes des Airbus A-320, qui ont été conçus pour être pilotés à deux. La direction d'Air Inter maintient les vols prévus et prie les passagers de

se renseigner avant le départ (tél. : (1) 45-39-25-25). Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, M. Bernard Trilling, président du bureau Air Inter du Syndicat national des pilotes de ligne, explique qu'en échange de cette période d'essai, ses adhérents accepteraient d'augmenter leur productivité en réalisant cinq vols par jour au lieu de quatre.

« L'Airbus A-320 est un avion comme les autres »

« Avez-vous conscience que vos grèves destinées à défendre le pilotage à trois sont impopulaires ? - Non, pour la bonne raison que le sondage auprès de nos passagers, réalisé par la Junior Entreprise de l'université Paris-Dauphine, montre une bonne compréhension du problème et même parmi les petits cadres bien pensants qui ne nous aiment pas, car, à 70 %, les personnes interrogées mettent la sécurité au premier rang de leurs préoccupations. - Quelles sont les réponses de ce sondage qui vous semblent les plus caractéristiques ? - A la question « Qui est le mieux placé pour décider de la com-

position d'un équipage ? », 61 % répondent que c'est le commandant de bord et 13 %, le président d'Air Inter. Ne croyez pas que toutes les réponses soient aussi favorables à nos thèses : à la question « Pensez-vous conserver le poste d'officier mécanicien navigant dans l'A-320 d'Air Inter ? », les oui sont 45 % et les non, 36 %. Dans l'ensemble, je crois que notre action n'est pas mal vue. Nos passagers comprennent que nous travaillons pour eux. - Autrefois, on dénombrait cinq personnes dans le cockpit. Le radio et le navigateur ont disparu. Pourquoi ne vous êtes-vous pas battus pour conserver leurs postes ? - Pendant la guerre, cinq membres d'équipage étaient à peine suffisants. J'ai moi-même piloté ainsi. Avec les largages de matériel, le pilote, les hommes à surveiller, on ne chôme vraiment pas ! Il ne faut pas déterminer la composition d'un équipage en fonction d'un chiffre a priori, mais en fonction du travail à bord. Nous estimons que trois hommes sont nécessaires à bord des A-320 d'Air Inter pour des raisons de ponctualité et de rentabilité, car nous effectuons deux fois et demie plus de décollages que nos collègues d'Air France.

« L'A-320 n'est-il pas un avion « intelligent », qui affiche sur les écrans de contrôle la panne et sa cause que le mécanicien était antérieurement obligé de chercher maladroitement ? - L'A-320 est un avion comme les autres. Lorsqu'il faudra couper un moteur, la répartition des tâches devrait rester la même. L'un des membres d'équipage surveillera la trajectoire de l'avion. Le deuxième lira la checklist des opérations à mener à bien. Le troisième exécutera l'arrêt du moteur. On croit que, avec les automatismes, il n'y a plus rien à faire. C'est faux. Il faut les surveiller et, en fin de compte, on doit exécuter.

« Aucune compagnie au monde, hormis l'australienne Ansett, ne fera piloter ses A-320 par trois hommes. N'êtes-vous pas prêts de vous singulariser par rapport à Air France ou par rapport aux compagnies américaines ? - Aux Etats-Unis, c'est spécial. On licencie un millier de pilotes et puis on les rembauche aussi sec. Nos collègues américains ont dû donner

leurs chemises. C'est du Grand Guignol. Je n'y crois pas ici. Je constate qu'Air Inter a su développer le transport aérien intérieur sans concurrence et en épargnant l'argent des usagers. - Votre président n'a-t-il pas dit qu'il perdrait son honneur s'il vous donnait satisfaction ? - L'honneur de notre président n'est pas en cause. Il nous répond qu'Air Inter doit faire comme ses concurrents. Nous disons : Non, nous nous-mêmes. Nous avons créé les tarifs bleu-blanc-rouge et l'atterrissage tous temps, et nous avons été copiés. Imaginons encore une fois et allons à trois les nouveaux Airbus. - Pour la première fois, vous avez offert une compensation au surcoût du maintien du mécanicien. Pourquoi ? - Nous demandons que notre compagnie procède à un essai à trois qui permette enfin de vérifier si cette composition n'est pas la plus sûre et la plus rentable. Nous avons donc proposé d'effectuer, en échange, cinq vols par jour au lieu de quatre aujourd'hui, ce qui économiserait vingt-cinq équipages et 78 millions de francs par an. A comparer avec les cent trente mécaniciens supplémentaires et les 80 millions de francs de surcoût que la direction prévoit en cas de pilotage à trois.

« Les aiguilleurs du ciel prennent le soin de ne pas pénaliser les départs en vacances par les arrêts de travail. Pourquoi avez-vous fait exprès de faire grève pendant le week-end du 1^{er} août au risque d'être impopulaires ? - Si nous ne choisissons pas certaines périodes où il n'existe pas de capacités de transport excédentaires, la presse écrira que notre mouvement n'est suivi qu'à 10 %. Nous y sommes contraints. - Le ministre des transports a déclaré que le problème n'était pas de savoir si les compagnies françaises seraient compétitives en 1993, dans le cadre du Marché unique européen, mais de savoir si elles existaient encore. Qu'en pensez-vous ? - No comment. Ou plutôt, si ! Regardez notre sondage. Il s'est trouvé seulement 2 % de nos passagers pour estimer que le mieux placé pour décider de la composition d'équipage d'un A-320 était le ministre des transports... »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

REPÈRES

Pêche

Accord franco-espagnol

Les autorités françaises et espagnoles sont parvenues à un accord sur la répartition des quotas de certaines espèces de poissons dans le golfe de Gascogne, annonce le secrétaire d'Etat à la mer. Les chalutiers français voient augmenter leurs quotas d'anchois et de chinchards. Les pêcheurs espagnols, eux, pourront capturer davantage de lottes.

Tarifs postaux

+ 2,4 % au 1^{er} août

Le ministère des P et T vient d'annoncer un relèvement de l'ensemble des tarifs du courrier de 2,4 % à compter du 1^{er} août. Seul le tarif de la lettre normale reste inchangé, à 2,20 F. Le prix du pli non urgent de moins de 20 grammes passera de 1,90 à 2 F. Le tarif des messageries augmentera de 4 %, de même que la taxe internationale. Le montant de la surtaxe aérienne progressera de 2,9 %. A compter du 15 novembre, les tarifs des mandats postaux augmenteront de 7 %.

Production industrielle

Hausse record en juin au Japon

La production industrielle japonaise a augmenté de 3,4 % en juin, la plus forte hausse mensuelle depuis sept ans, annonce le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). Dans un rapport préliminaire, le MITI précise que l'indice de la production industrielle s'inscrit à 124,3 sur la base 100 en 1980, marquant une progression de 2,1 % en un an.

Commerce extérieur

Réduction de l'excédent ouest-allemand

L'excédent commercial ouest-allemand a atteint 8,3 milliards de deutschemarks (27,6 milliards de francs) en juin, une baisse de 16 % sur juin 1986, annonce l'Office fédéral de statistiques de Wiesbaden.

REPÈRES

Malgré cette contraction qui tend à prouver que la revalorisation du mark commence à faire sentir ses effets - les exportations ont baissé de 5,2 % par rapport à juin 1986 et les importations de 2 %, - la balance commerciale enregistre, pour le premier semestre 1987, un excédent record de 55,5 milliards de deutschemarks (près de 185 milliards de francs). Ce solde est supérieur de 9,4 % à celui des six premiers mois de 1986. Selon les statistiques provisoires de la Bundesbank, l'excédent de la balance des comptes courants a représenté 4,6 milliards de deutschemarks en juin contre 4,3 milliards en juin 1986, soit, pour l'ensemble du premier semestre, 38,5 milliards contre 35,1 milliards un an auparavant.

Consommation

Légère reprise des dépenses des ménages aux Etats-Unis

Les dépenses de consommation des Américains ont augmenté de 0,7 % en juin après avoir baissé de 0,1 % en avril, annonce le département du commerce. Cette reprise a été alimentée par une progression de 0,4 % des revenus des ménages en juin et de 0,5 % en mai, correspondant à des paiements rétroactifs de sécurité sociale et au versement de subventions gouvernementales à l'agriculture. Les achats de biens durables ont repris, recouvrant une poussée du secteur automobile. Ceux de biens non durables ont, en revanche, baissé pour le deuxième mois consécutif.

Prix des terres

La baisse a continué en 1986

Selon le service des statistiques du ministère de l'agriculture, le prix des terres agricoles françaises a continué de baisser en 1986. En France courants, le recul atteint 2 % par rapport à 1985. Depuis 1978, les prix réels des terres ont diminué de 43 %. Cette dévalorisation traduit le déséquilibre entre une offre pléthorique - conséquence des départs en retraite et des cessations d'activité d'exploitations sans successeurs - et une demande soluble limitée. La faiblesse des revenus agricoles et l'endettement des éventuels acquéreurs décourage les achats de terres.

AFAIRES

Les cartes bancaires à puce bientôt acceptées dans les cabines téléphoniques

A partir du 1^{er} octobre, il sera désormais possible de téléphoner dans les cabines publiques avec sa carte bancaire à condition qu'elle soit pourvue d'une « puce ». Cette innovation résulte de la convention signée, le 24 juillet, entre la direction générale des communications (DGT) et le Groupement des cartes bancaires. Ce nouveau service sera progressivement offert dans les régions où les établissements bancaires et financiers diffusent des cartes à puce. La Bretagne viendra en premier, suivie par la Provence-Côte d'Azur, la région Rhône-Alpes et la région parisienne. A la fin de 1987, le Groupement des cartes bancaires estime que sept cent mille de ces cartes à puce seront en circulation en France. De leur côté, les Télécom prévoient que le parc des cabines à carte portera sur trente-trois mille appareils à la fin de l'année, et sur quarante-cinq mille appareils fin 1988.

Pour téléphoner avec sa carte, l'utilisateur devra charger cent quarante unités dans la mémoire de la puce à partir de la cabine. Le montant total (107,80 F) sera débité plus tard sur son compte. Le principe d'utilisation est ensuite semblable à celui de la télécarte : dès qu'il restera moins de vingt unités dans la mémoire de la puce, l'utilisateur pourra inscrire cent quarante nouvelles unités pendant le déroulement de sa communication.

URBANISME

Nouvel accord de coopération entre l'Ile-de-France et la région du Caire

Un accord de coopération, concernant l'aménagement du Grand Caire, a été signé entre M. Michel Giraud, président (RPR) du Conseil régional d'Ile-de-France, et M. Hassaballah el Kalrawi, ministre égyptien de l'habitat et des Communautés urbaines nouvelles.

Valable pour un an, cet accord est le cinquième entre les deux parties depuis 1981, quand a commencé la coopération entre l'Ile-de-France et les autorités égyptiennes à propos de l'aménagement du Caire, notamment pour la création d'un schéma directeur d'urbanisme, l'installation de villes nouvelles dans le désert, la réservation d'espaces verts et la conception d'un système de transports en commun grâce au métro et à un boulevard périphérique.

Six experts français, dépendant de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (IAURIF), sont détachés au Caire auprès d'une équipe de trente Egyptiens.

Cet accord pourrait ouvrir la voie ultérieurement à des marchés de travaux publics pour des entreprises d'Ile-de-France : construction de logements, équipement des nouveaux quartiers, création d'un pont autoroutier sur le Nil.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Agfa-Gevaert et PDM se marient par la bande

S'achemine-t-on vers un regroupement des productions occidentales de bandes magnétiques audio et vidéo ? Après le rapprochement opéré, en octobre 1985, entre Du Pont de Nemours et Philips, au sein de PDM (Philips Du Pont Magnetics), une société en joint venture, c'est au tour d'Agfa-Gevaert, filiale à 100 % de Bayer (RFA), de demander un ticket d'entrée dans l'association. La firme germano-belge vient de signer un accord avec PDM en vue de créer une filiale commune avec cette entreprise. Agfa détiendra 60 % de son capital, Philips et Du Pont 20 % chacun. Cette opération intervient quelques jours après la signature d'un accord de collaboration entre Agfa-Gevaert et BASF dans la recherche pour la mise au point de nouveaux produits.

Devant la sévère concurrence japonaise et des firmes du Sud-Est asiatique, les entreprises occidentales n'ont désormais plus de moyens de développer seules des articles (bandes magnétiques et cassettes) devenus de véritables commodités. Le seul pour elles est aujourd'hui dans la concentration pour y réaliser des économies d'échelle.

Bidermann veut céder Balsan au belge De Poortere

Le groupe français Bidermann envisage de céder sa filiale Balsan (moquettes) au groupe belge De Poortere. Cette cession est subordonnée à la consultation des partenaires de Balsan et à l'autorisation du gouvernement français. Balsan-Moquettes a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 252 millions de francs et un bénéfice de 12 millions de francs. Bidermann, spécialisée dans le vêtement masculin, qui recense ses activités sur l'exploitation de produits de marque, a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 2,93 milliards de francs et un

déficit de 80 millions de francs. La cession de Balsan contribuerait à financer l'extension du groupe.

André prend le contrôle des vêtements Adolphe Lafont

Le groupe des chaussures André, par l'intermédiaire de sa filiale Jallet (chaussures de sécurité), vient de prendre une participation de 50 % dans le capital d'Adolphe Lafont, de Lyon (vêtements de travail). La société Textiles du Vermandois, qui possédait 68 % du capital, en conserve 18 %, le reste étant dans le public. Adolphe Lafont s'est diversifié en 1979, en créant la ligne « Evasion », spécialisée dans le sportswear.

Aucune compagnie au monde, hormis l'australienne Ansett, ne fera piloter ses A-320 par trois hommes. N'êtes-vous pas prêts de vous singulariser par rapport à Air France ou par rapport aux compagnies américaines ?

Aux Etats-Unis, c'est spécial. On licencie un millier de pilotes et puis on les rembauche aussi sec. Nos collègues américains ont dû donner

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
3615 TAPÉZ LEMONDE

صكنا من الاموال

Economie

ÉTRANGER

GRÈCE: selon le rapport annuel de l'OCDE

La récession ne doit pas entraîner un relâchement de la rigueur

Les lourds «sacrifices» imposés aux Grecs par le plan de stabilisation de deux ans mis en place depuis octobre 1985 n'auront pas été vains, si l'on en croit l'étude annuelle consacrée par l'OCDE à la Grèce. Mais si les auteurs du rapport reconnaissent que le gouvernement ne peut pas «utiliser la politique des revenus comme fer de lance de l'effort d'ajustement» économique, une terminologie diplomatique pour indiquer que les limites du supportable ont été atteintes pour les salariés, ils préconisent une poursuite de la rigueur, notamment sur le plan fiscal.

En termes statistiques, les progrès réalisés sont de fait «encourageants», même si l'on tient compte du soutien inattendu de l'allègement de la note pétrolière. Le déficit public qui atteignait 18 % du produit national brut en 1985 devrait être ramené cette année à 12,25 %. L'objectif du plan gouvernemental était de 10 %, mais l'évolution est bonne. De même, l'inflation est revenue de 25 % à la fin de 1985 à 15 % si l'on ne tient pas compte des effets mécaniques de l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée. Quant à la balance des paiements courants, son déficit a été réduit de plus de moitié, passant de 3,27 milliards de dollars en 1985 à 1,4 milliard en 1987.

Certes, ce redressement est dû, pour une large part, à un accroissement de l'excédent des «invisibles» reflétant une bonne saison touristique mais aussi une forte augmentation des transferts accordés par la Communauté européenne. Mais sur ce point, les experts du château de la Muette se veulent optimistes et prévoient un nouvel assouplissement du déficit des paiements courants, qui, en 1988, pourrait s'inscrire à 1,2 milliard de dollars.

Le coût de cet assainissement paraît malgré tout extrêmement lourd. Après avoir connu une croissance limitée à 0,25 % en 1986, les Grecs ont subi une récession représentant 1,5 % du PNB cette année, et on leur promet une maigre reprise de 0,5 % pour 1988. Concrètement, le revenu réel des ménages a baissé de 4,75 % en 1986 et de 2 % en 1987. Habitués à vivre au-dessus de leurs moyens, les Grecs ont de toute évidence découvert le poids de l'austérité. Reste à savoir si elle a été suffisamment bien répartie. Les auteurs du rapport laissent entendre qu'en ce domaine de sérieux progrès restent à faire.

S'ils recommandent au gouvernement de limiter les nouvelles embauches pour lutter contre le problème des sureffectifs, ils lui conseillent également d'élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu pour «mettre fin au statut privilégié de certains groupes» et de «s'attaquer avec vigueur» à la fraude fiscale. Cette suppression des privilèges passe par une amélioration de l'efficacité des services de recouvrement de l'impôt et par une éducation de l'opinion publique dont les experts de l'OCDE reconnaissent la difficulté. Lutter contre certains types de «surconsommation», insuffler un peu plus d'efficacité à la fonction publique, soumettre à plus de concurrence internationale les entreprises constituent des objectifs à long terme et nécessaires, les auteurs du rapport le soulignent, un «consensus aussi large que possible». Sans doute est-ce là le principal obstacle que les dirigeants d'Athènes auront à surmonter.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRISE DE PARTICIPATION DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ DANS TROCADERO PARTICIPATIONS

Le 24 juillet 1987, la CGE a acquis la participation de 51 %, détenue par M. James Goldsmith et par son groupe dans Trocadero Participations.

Le groupe CGE contrôlait jusqu'à présent, par l'intermédiaire de la Compagnie électro-financière et d'Alphalec, une participation de 49 % dans cette société de portefeuille.

Le capital d'Alphalec est détenu à raison de 53,6 % par la Compagnie électro-financière, de 36,2 % par l'Union des assurances de Paris et de 10,2 % par le Crédit lyonnais.

Il est rappelé enfin que Trocadero Participations est le principal actionnaire de la Générale occidentale avec environ 34 % de son capital.

Cette opération s'inscrit dans la continuité de la prise de participation et des accords intervenus en 1979 et contribue, au sein du groupe CGE, au développement des services qui constituent son troisième pôle d'activité au côté de l'énergie et de la communication.



Groupe Docks de France

Les recettes consolidées provisoires, toutes taxes comprises, du groupe Docks de France se sont élevées à 11 927 millions de francs au cours du premier semestre 1987.

Ce chiffre inclut les ventes des Ecomat du Centre, consolidées pour la première fois en 1987.

Le taux de progression sur la période comparable de 1986, calculé à partir des chiffres en monnaie nationale pour les filiales étrangères, s'établit à 22,6 % dont 5,1 % à périmètre de consolidation constant.

NUCLÉAIRE

A Creys-Malville (Isère)

La fuite de sodium de Superphénix n'est toujours pas localisée

LYON

de notre correspondant régional

Les techniciens d'EDF et ceux de la NERSA, l'organisme européen gestionnaire du surrégénérateur de Creys-Malville (Isère), n'ont toujours pas localisé avec précision la fuite de sodium liquide qui affecte, depuis mars dernier, le «barillet», sas de transit des éléments combustibles, formé d'une double cuve dont la première n'est plus étanche. C'est la principale information d'une conférence de presse, tenue sur le site, le lundi 27 juillet, par le directeur de la centrale, M. Pierre Schmidt.

La fuite est-elle située «au bas de la cuve» ou «près du bec de cafetière» qui, dans le barillet, permet le transfert des éléments combustibles vers le réacteur ? Nul ne le sait. Il faudra donc attendre que commencent, dans le courant du mois d'août, les opérations de vidange. Il s'agira alors de procéder à l'envoi d'hélium dans l'interstice des deux cuves du barillet, puis de procéder à l'«écoute du bullage», autrement dit à la saisie par des microphones du bruit des bulles d'hélium, détectant de façon indicative la position de la fuite (Le Monde du 30 juin et du 28 juillet). La fin de cette opération inédite est prévue pour le début septembre.

La production électrique de la centrale est suspendue depuis le 26 mai dernier. Avant toute remise en puissance, les responsables de la centrale devront obtenir l'accord des autorités de sûreté. Autant dire que l'autorisation de mise en exploitation risque de se faire attendre.

La centrale la plus coûteuse

Abandonnant un discours énié-fiant, les responsables de Superphénix se refusent à indiquer des délais de remise en marche, à pleine puissance, de la centrale nucléaire la plus coûteuse du parc français. Tout juste concèdent-ils que l'exploitation d'une année à pleine puissance pourrait être étalée sur deux ou trois ans au lieu d'un an. Mais il faut aussi admettre que la centrale n'aurait pas pu être mise en service à la fin de l'année 1987, comme prévu, en raison de la défectuosité de l'acier «15 D 3» au molybdène utilisé pour l'enveloppe du barillet, défaut de conception — tout en surmontant les mises en cause périodiques de la fiabilité de la centrale. Des mises en cause qui ne sont pas toutes le fait de militants écologistes.

Si ces derniers s'apprennent à célébrer par un «été de la dixième anniversaire de la «marche» de Creys-Malville, les 30 et 31 juillet 1977, au cours de laquelle était mort un militant écologiste, ils sont confortés par les «révélation», dans le magazine allemand Stern, d'un ancien chef des travaux, M. Horst Weber, qui a participé en 1979 à la construction de Superphénix et affirme que des «bricolages» dangereux ont été faits sur certaines sources. Affirmations démenties ces derniers jours par les responsables de la centrale.

CLAUDE RÉGENT.

Marchés financiers

PARIS, 27 juillet ↓

Effritement

Après avoir commencé la séance sur une note de relative fermeté (+ 0,52 %), la Bourse de Paris a ensuite connu un effritement continu pour finalement céder, en clôture, 0,03 %.

Sous les lambris, les boursiers voulaient rester sur la bonne impression laissée par la séance de vendredi dernier. Chacun croit rue Vivienne que la hausse devrait être au rendez-vous pour le mois d'août. Rien pourtant ne venait sérieusement soutenir les cours en séance officielle de lundi. Les étrangers restaient en retrait, de même que les petits porteurs français, de Paris ou province. Parmi les valeurs les mieux orientées, on relevait SGE, Mousineux, Sanofi, Cap Gemini, Schneider et Bouygues. D'un autre côté, les valeurs les moins orientées, on relevait SGE, Mousineux, Sanofi, Cap Gemini, Schneider et Bouygues. D'un autre côté, les valeurs les moins orientées, on relevait SGE, Mousineux, Sanofi, Cap Gemini, Schneider et Bouygues.

NEW-YORK, 27 juillet ↑

Bien orienté

Wall Street a bien commencé la semaine. Résistant à la veille du week-end, le marché a, cette fois, manifesté des velléités de hausse. Malgré quelques à-coups, l'indice de industrialisation s'est finalement établi à 2 493,54, en progrès de 8,61 points. Le bilan de la journée a également été positif. Sur 1 998 valeurs traitées, 888 ont progressé, 687 ont baissé et 423 n'ont pas varié.

«La Bourse défie le bon sens», disait un spécialiste. «Le dollar marque le pas, les obligations jouent à pile ou face, la situation internationale est plutôt inquiétante.» Bref, Wall Street devrait jouer la prudence. Or son ascension prouve le contraire. En apparence du moins, car à y regarder de plus près, l'activité des transactions n'est pas grande. Les échanges ont encore diminué et ont porté sur 152 millions de titres, contre 158,4 millions à la veille du week-end.

L'action American Express a monté de 4 % environ. Le conseil d'administration de la compagnie a autorisé la direction à racheter en Bourse, dans les deux ou trois prochaines années, 40 % du capital.

VALEURS	Cours du 26 juillet	Cours du 27 juillet
Alcatel	89 7/8	89 3/8
Alpe	52 1/4	52 1/8
A.T.P.	20 3/4	21 1/8
Bouygues	47 3/8	46 5/8
Cap Gemini	41 1/2	41 1/8
Cap Gemini	125 3/8	124 1/2
Cap Gemini	67 3/4	68 3/8
Cap Gemini	67 3/4	67 3/8
Cap Gemini	104 1/4	102 7/8
Cap Gemini	98 3/4	97
Cap Gemini	96 3/8	95 1/2
Cap Gemini	96 3/8	95 1/2
Cap Gemini	101	100 1/4
Cap Gemini	82 3/8	82 1/8
Cap Gemini	51 3/4	51 1/8
Cap Gemini	72 7/8	72 5/8
Cap Gemini	47 3/8	47 1/8
Cap Gemini	47 3/8	46 3/4
Cap Gemini	21 1/4	20 3/4
Cap Gemini	28 1/4	27
Cap Gemini	94 7/8	94 3/8
Cap Gemini	74 1/8	74 3/4

CHANGES

Dollar : 6,18 F ↑

Dans des marchés très calmes, le dollar s'est raffermi mardi pour s'échanger à 6,18 F (contre 6,16 F la veille) et à 1,8575 DM (contre 1,8505 DM).

FRANCOFONIE 27 juillet 28 juillet

Dollar (en DM) .. 1,8585 1,8575

TOKYO 27 juillet 28 juillet

Dollar (en yen) .. 149,58 151

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 juillet) ... 71/2-75/85

New-York (27 juillet) ... 611/165

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INDICE, base 100 : 31 déc. 1986)

24 juillet 27 juillet

Valeurs françaises .. 183,6 183,5

Valeurs étrangères .. 127,3 127,4

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 414 415,3

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

24 juillet 27 juillet

Industrielles ... 2 485,33 2 493,54

LONDRES

(indice «Financial Times»)

24 juillet 27 juillet

Industrielles ... 1 845 1 842

Mines d'or ... 442,5 439,5

Fonds d'Etat ... 89,35 89,37

TOKYO

27 juillet 28 juillet

Nikkei Dow Jones ... 24 004,98

Indice général ... 2 867,33

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 27 juillet

Nombre de contrats : 30 000

ÉCHÉANCES

COURS

Sept. 87

Déc. 87

Mars 88

Sept. 88

Dernier

Précédent

102,46

102,25

102,15

102,05

102,46

102,30

102,15

102

LA VIE DE LA COTE

VIVE PROGRESSION DU BÉNÉFICE DE REUTER. — L'agence Reuter (presse, services financiers) a annoncé, le 27 juillet, une hausse de 42,6 % de son bénéfice imposable au premier semestre 1987, à 81,6 millions de livres, contre 57,2 millions pendant la période correspondante de 1986. L'ensemble des revenus de l'agence a progressé de 49 %, à 400,4 millions de livres (contre 268,2 millions au premier

septembre 1986), dont 7 % représentés par les médias. HAUSSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS DE DU PONT. — Le premier groupe chimique américain Du Pont Co. a dégagé un bénéfice de 504 millions de dollars au deuxième trimestre 1987, en hausse de 10 % par rapport à la même période de 1986. Une croissance satisfaisante dans la chimie de base et les spécialités est à l'origine de cette progression.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

SEPT MOIS

AN

SE-LI

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

FR

IT

JP

UK

US

YEN

DM

FF

BOURSE DE PARIS

27 JUILLET

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel											
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1290	ADP 1987	1290	1288	1290	+ 0.15	1290	ADP 1987	1290	1288	1290	+ 0.15
1295	ADP 1988	1295	1293	1295	+ 0.15	1295	ADP 1988	1295	1293	1295	+ 0.15
1300	ADP 1989	1300	1298	1300	+ 0.15	1300	ADP 1989	1300	1298	1300	+ 0.15
1305	ADP 1990	1305	1303	1305	+ 0.15	1305	ADP 1990	1305	1303	1305	+ 0.15
1310	ADP 1991	1310	1308	1310	+ 0.15	1310	ADP 1991	1310	1308	1310	+ 0.15
1315	ADP 1992	1315	1313	1315	+ 0.15	1315	ADP 1992	1315	1313	1315	+ 0.15
1320	ADP 1993	1320	1318	1320	+ 0.15	1320	ADP 1993	1320	1318	1320	+ 0.15
1325	ADP 1994	1325	1323	1325	+ 0.15	1325	ADP 1994	1325	1323	1325	+ 0.15
1330	ADP 1995	1330	1328	1330	+ 0.15	1330	ADP 1995	1330	1328	1330	+ 0.15
1335	ADP 1996	1335	1333	1335	+ 0.15	1335	ADP 1996	1335	1333	1335	+ 0.15
1340	ADP 1997	1340	1338	1340	+ 0.15	1340	ADP 1997	1340	1338	1340	+ 0.15
1345	ADP 1998	1345	1343	1345	+ 0.15	1345	ADP 1998	1345	1343	1345	+ 0.15
1350	ADP 1999	1350	1348	1350	+ 0.15	1350	ADP 1999	1350	1348	1350	+ 0.15
1355	ADP 2000	1355	1353	1355	+ 0.15	1355	ADP 2000	1355	1353	1355	+ 0.15
1360	ADP 2001	1360	1358	1360	+ 0.15	1360	ADP 2001	1360	1358	1360	+ 0.15
1365	ADP 2002	1365	1363	1365	+ 0.15	1365	ADP 2002	1365	1363	1365	+ 0.15
1370	ADP 2003	1370	1368	1370	+ 0.15	1370	ADP 2003	1370	1368	1370	+ 0.15
1375	ADP 2004	1375	1373	1375	+ 0.15	1375	ADP 2004	1375	1373	1375	+ 0.15
1380	ADP 2005	1380	1378	1380	+ 0.15	1380	ADP 2005	1380	1378	1380	+ 0.15
1385	ADP 2006	1385	1383	1385	+ 0.15	1385	ADP 2006	1385	1383	1385	+ 0.15
1390	ADP 2007	1390	1388	1390	+ 0.15	1390	ADP 2007	1390	1388	1390	+ 0.15
1395	ADP 2008	1395	1393	1395	+ 0.15	1395	ADP 2008	1395	1393	1395	+ 0.15
1400	ADP 2009	1400	1398	1400	+ 0.15	1400	ADP 2009	1400	1398	1400	+ 0.15
1405	ADP 2010	1405	1403	1405	+ 0.15	1405	ADP 2010	1405	1403	1405	+ 0.15
1410	ADP 2011	1410	1408	1410	+ 0.15	1410	ADP 2011	1410	1408	1410	+ 0.15
1415	ADP 2012	1415	1413	1415	+ 0.15	1415	ADP 2012	1415	1413	1415	+ 0.15
1420	ADP 2013	1420	1418	1420	+ 0.15	1420	ADP 2013	1420	1418	1420	+ 0.15
1425	ADP 2014	1425	1423	1425	+ 0.15	1425	ADP 2014	1425	1423	1425	+ 0.15
1430	ADP 2015	1430	1428	1430	+ 0.15	1430	ADP 2015	1430	1428	1430	+ 0.15
1435	ADP 2016	1435	1433	1435	+ 0.15	1435	ADP 2016	1435	1433	1435	+ 0.15
1440	ADP 2017	1440	1438	1440	+ 0.15	1440	ADP 2017	1440	1438	1440	+ 0.15
1445	ADP 2018	1445	1443	1445	+ 0.15	1445	ADP 2018	1445	1443	1445	+ 0.15
1450	ADP 2019	1450	1448	1450	+ 0.15	1450	ADP 2019	1450	1448	1450	+ 0.15
1455	ADP 2020	1455	1453	1455	+ 0.15	1455	ADP 2020	1455	1453	1455	+ 0.15
1460	ADP 2021	1460	1458	1460	+ 0.15	1460	ADP 2021	1460	1458	1460	+ 0.15
1465	ADP 2022	1465	1463	1465	+ 0.15	1465	ADP 2022	1465	1463	1465	+ 0.15
1470	ADP 2023	1470	1468	1470	+ 0.15	1470	ADP 2023	1470	1468	1470	+ 0.15
1475	ADP 2024	1475	1473	1475	+ 0.15	1475	ADP 2024	1475	1473	1475	+ 0.15
1480	ADP 2025	1480	1478	1480	+ 0.15	1480	ADP 2025	1480	1478	1480	+ 0.15
1485	ADP 2026	1485	1483	1485	+ 0.15	1485	ADP 2026	1485	1483	1485	+ 0.15
1490	ADP 2027	1490	1488	1490	+ 0.15	1490	ADP 2027	1490	1488	1490	+ 0.15
1495	ADP 2028	1495	1493	1495	+ 0.15	1495	ADP 2028	1495	1493	1495	+ 0.15
1500	ADP 2029	1500	1498	1500	+ 0.15	1500	ADP 2029	1500	1498	1500	+ 0.15
1505	ADP 2030	1505	1503	1505	+ 0.15	1505	ADP 2030	1505	1503	1505	+ 0.15
1510	ADP 2031	1510	1508	1510	+ 0.15	1510	ADP 2031	1510	1508	1510	+ 0.15
1515	ADP 2032	1515	1513	1515	+ 0.15	1515	ADP 2032	1515	1513	1515	+ 0.15
1520	ADP 2033	1520	1518	1520	+ 0.15	1520	ADP 2033	1520	1518	1520	+ 0.15
1525	ADP 2034	1525	1523	1525	+ 0.15	1525	ADP 2034	1525	1523	1525	+ 0.15
1530	ADP 2035	1530	1528	1530	+ 0.15	1530	ADP 2035	1530	1528	1530	+ 0.15
1535	ADP 2036	1535	1533	1535	+ 0.15	1535	ADP 2036	1535	1533	1535	+ 0.15
1540	ADP 2037	1540	1538	1540	+ 0.15	1540	ADP 2037	1540	1538	1540	+ 0.15
1545	ADP 2038	1545	1543	1545	+ 0.15	1545	ADP 2038	1545	1543	1545	+ 0.15
1550	ADP 2039	1550	1548	1550	+ 0.15	1550	ADP 2039	1550	1548	1550	+ 0.15
1555	ADP 2040	1555	1553	1555	+ 0.15	1555	ADP 2040	1555	1553	1555	+ 0.15
1560	ADP 2041	1560	1558	1560	+ 0.15	1560	ADP 2041	1560	1558	1560	+ 0.15
1565	ADP 2042	1565	1563	1565	+ 0.15	1565	ADP 2042	1565	1563	1565	+ 0.15
1570	ADP 2043	1570	1568	1570	+ 0.15	1570	ADP 2043	1570	1568	1570	+ 0.15
1575	ADP 2044	1575	1573	1575	+ 0.15	1575	ADP 2044	1575	1573	1575	+ 0.15
1580	ADP 2045	1580	1578	1580	+ 0.15	1580	ADP 2045	1580	1578	1580	+ 0.15
1585	ADP 2046	1585	1583	1585	+ 0.15	1585	ADP 2046	1585	1583	1585	+ 0.15
1590	ADP 2047	1590	1588	1590	+ 0.15	1590	ADP 2047	1590	1588	1590	+ 0.15
1595	ADP 2048	1595	1593	1595	+ 0.15	1595	ADP 2048	1595	1593	1595	+ 0.15
1600	ADP 2049	1600	1598	1600	+ 0.15	1600	ADP 2049	1600	1598	1600	+ 0.15
1605	ADP 2050	1605	1603	1605	+ 0.15	1605	ADP 2050	1605	1603	1605	+ 0.15
1610	ADP 2051	1610	1608	1610	+ 0.15	1610	ADP 2051	1610	1608	1610	+ 0.15
1615	ADP 2052	1615	1613	1615	+ 0.15	1615	ADP 2052	1615	1613	1615	+ 0.15
1620	ADP 2053	1620	1618	1620	+ 0.15	1620	ADP 2053	1620	1618	1620	+ 0.15
1625	ADP 2054	1625	1623	1625	+ 0.15	1625	ADP 2054	1625	1623	1625	+ 0.15
1630	ADP 2055	1630	1628	1630	+ 0.15	1630	ADP 2055	1630	1628	1630	+ 0.15
1635	ADP 2056	1635	1633	1635	+ 0.15	1635	ADP 2056	1635	1633	1635	+ 0.15
1640	ADP 2057	1640	1638	1640	+ 0.15	1640	ADP 2057	1640	1638	1640	+ 0.15
1645	ADP 2058	1645	1643	1645	+ 0.15	1645	ADP 2058	1645	1643	1645	+ 0.15
1650	ADP 2059	1650	1648	1650	+ 0.15	1650	ADP 2059	1650	1648	1650	+ 0.15
1655	ADP 2060	1655	1653	1655	+ 0.15	1655	ADP 2060	1655	1653	1655	+ 0.15
1660	ADP 2061	1660	1658	1660	+ 0.15	1660	ADP 2061	1660	1658	1660	+ 0.15
1665	ADP 2062	1665	1663	1665	+ 0.15	1665	ADP 2062	1665	1663	1665	+ 0.15
1670	ADP 2063	1670	1668	1670	+ 0.15	1670	ADP 2063	1670	1668	1670	+ 0.15
1675	ADP 2064	1675	1673	1675	+ 0.15	1675	ADP 2064	1675	1673	1675	+ 0.15
1680	ADP 2065	1680	1678	1680	+ 0.15	1680	ADP 2065	1680	1678	1680	+ 0.15
1685	ADP 2066	1685	1683	1685	+ 0.15	1685	ADP 2066	1685	1683	1685	+ 0.15
1690	ADP 2067	1690	1688	1690	+ 0.15	1690	ADP 2067	1690	1688	1690	+ 0.15
1695	ADP 2068	1695	1693	1695	+ 0.15	1695	ADP 2068	1695	1693	1695	+ 0.15
1700	ADP 2069	1700	1698	1700	+ 0.15	1700	ADP 2069	1700	1698	1700	+ 0.15
1705	ADP 2070	1705	1703	1705	+ 0.15	1705	ADP 2070	1705	1703	1705	+ 0.15
1710	ADP 2071	1710	1708	1710	+ 0.15	1710	ADP 2071	1710	1708	1710	+ 0.15
1715	ADP 2072	1715	1713	1715	+ 0.15	1715	ADP 2072	1715	1713	1715	+ 0.15
1720	ADP 2073	1720	1718	1720	+ 0.15	1720	ADP 2073	1720	1718	1720	+ 0.15
1725	ADP 2074	1725	1723	1725	+ 0.15	1725	ADP 2074	1725	1723	1725	+ 0.15
1730	ADP 2075	1730	1728	1730	+ 0.15	1730	ADP 2075	1730	1728	1730	+ 0.15
1735	ADP 2076	1735	1733	1735	+ 0.15	1735	ADP 2076	1735	1733	1735	+ 0.15
1740	ADP 2077	1740	1738	1740	+ 0.15	1740	ADP 2077	1740	1738	1740	+ 0.15
1745	ADP 2078	1745	1743	1745	+ 0.15	1745	ADP 2078	1745	1743	1745	+ 0.15
1750	ADP 2079	1750	1748	1750	+ 0.15	1750	ADP 2079	1750	1748	1750	+ 0.15
1755	ADP 2080	1755	1753	1755	+ 0.15	1755	ADP 2080	1755	1753	1755	+ 0.15
1760	ADP 2081	1760	1758	1760	+ 0.15	1760					

